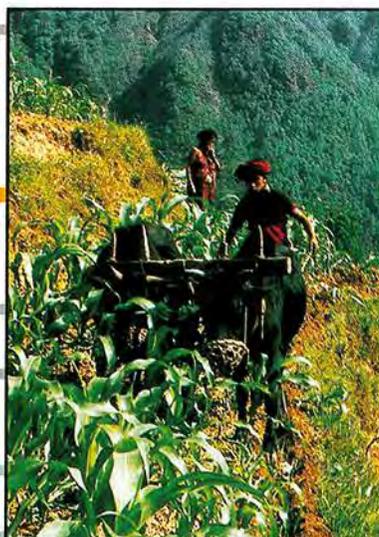


Diagnostic rapide pour le développement agricole

LE POINT SUR LES TECHNOLOGIES



Cet ouvrage a pu être réalisé grâce à la collaboration de :

ACCT

Agence de coopération culturelle et technique

13 quai André Citroën 75015 Paris, Tél. 44 37 33 00

Ministère de la Coopération et du développement

20 rue Monsieur 75007 Paris, Tél. 47 83 10 10

© Ministère de la Coopération et du développement
Groupe de recherche et d'échanges technologiques
1993

ISBN : 2-86844-047-9

ISSN : 0763-7381

Diagnostic rapide
pour le développement agricole

La collection « Le point sur les technologies » est copubliée par le ministère de la Coopération et du développement (République française) et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), association privée à but non lucratif. Les titres publiés dans cette collection sont principalement destinés aux techniciens et décideurs, mais peuvent être utiles aux scientifiques, professeurs et étudiants.

Ouvrages parus dans la collection « LE POINT SUR »

- n° 1 Les éoliennes de pompage, 1984 (1) (2)
- n° 2 La transformation des fruits tropicaux, 1984 (1) (3)
- n° 3 L'extraction des huiles végétales, 1984 (1)
- n° 4 La construction de citernes, 1984 (1)
- n° 5 Les harnais pour la traction animale, 1984 (1)
- n° 6 Briques et tuiles, 1985
- n° 7 Techniques d'impression à coût modéré, 1986
- n° 8 Le séchage solaire des produits alimentaires, 1986 (1) (3)
- n° 9 Les mini-laiteries, 1986
- n° 10 Le captage des sources, 1987 (1)
- n° 11 L'apiculture en Afrique tropicale, 1987
- n° 12 La maîtrise des crues dans les bas-fonds, 1988

Ouvrages parus dans la collection « LE POINT SUR LES TECHNOLOGIES »

- Du grain à la farine, 1988 (1)
- Les éoliennes de pompage. Théories, matériels et réalisations, 1989 (1)
- Danger, termites ! Préserver les constructions des dégâts des termites, 1991
- L'irrigation villageoise. Gérer les petits périmètres irrigués au Sahel, 1992
- Produire du savon, 1992

Ces ouvrages sont disponibles au :

GRET, 213 rue La Fayette 75010 Paris, France. Tél : (33) 01 40 05 61 61.

(1) Titre épuisé

(2) Réédité (voir dans la collection « Le point sur les technologies »)

(3) Fera prochainement l'objet d'une nouvelle édition

Jean-François Mondain-Monval
IRAM



Diagnostic rapide pour le développement agricole

Collection
Le point sur les technologies



GRET . MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Après avoir rédigé le manuscrit de cet ouvrage, Jean-François Mondain-Monval a été brutalement ravi à l'affection des siens alors qu'il était en poste au Vietnam. Ses collègues du GRET et de l'IRAM, ainsi que tous ceux avec qui il avait partagé son enthousiasme, conservent le souvenir de sa compétence et de sa bonne humeur.

Jean-François Mondain-Monval avait étroitement associé sa femme Caroline à la préparation de cet ouvrage. À elle et à leur fils Thomas, cette publication est naturellement dédiée.

Symbôle d'un souvenir qui ne s'effacera pas, ce livre se veut aussi la manifestation d'un espoir pour demain : que le relais du combat dans lequel « Jeff » s'était engagé soit repris par d'autres, pour que la place des paysans dans le développement soit reconnue et respectée partout.

Sommaire

Préface	9
Introduction	15

Chapitre 1 **Préalable de méthode**

Concepts	21
1 ^{er} principe : reconnaître l'existence de systèmes de référence différents	21
2 ^e principe : travailler avec des hypothèses	22
Conséquences : bâtir simultanément des hypothèses d'analyse et d'action	23
Rapidité du diagnostic et participation des bénéficiaires	24
Les sources d'information	25

Chapitre 2 **Démarche aux niveaux national et régional**

Histoire agraire nationale et situation institutionnelle de l'intervenant	29
Comprendre l'économie régionale pour préciser et traduire les termes de référence en termes d'action	34
Du diagnostic à l'action	80

Chapitre 3 **Démarche aux niveaux du village et de l'exploitation**

Discussion / précision des actions avec le village	83
Étude et décision avec les exploitants	91

Chapitre 4

L'intervention repose sur le diagnostic finalisé

Rappel des principes de méthodes	99
Expérimentations avec des exploitants sur leurs parcelles et troupeaux .	100
Le cadre contractuel au niveau des villages	102
Conditions pour la multiplication des actions	104
Réinterroger les politiques macroéconomiques	108
Conclusion	117

Annexes

Annexe 1 : Transects sur Lombok (Indonésie)	122
Transects de la région de Xalapa (Mexique)	123
Annexe 2 : Stratégies de différents types d'agriculteurs en Haïti	125
Bibliographie	127

Préface

L'expérience montre que les actions de développement se révèlent souvent mal ou peu adaptées à la situation des producteurs. Les thèmes de la vulgarisation ne « passent » pas, les barrages restent secs ou s'ensablent, les canaux ne sont pas entretenus, le magasin coopératif reste désert...

Aujourd'hui, il n'est plus de mise d'accuser les ruraux concernés d'être eux-mêmes à l'origine de l'échec par leur incapacité à comprendre leur propre intérêt, par leur paresse, leur dilettantisme, voire l'archaïsme de leur comportement. Notable progrès ! En revanche, on stigmatise les lourdeurs et l'immobilisme dans la *réalisation* du projet. Sa *définition* même, et son *montage* sont aussi désormais fréquemment mis en avant pour expliquer difficultés et échecs. « On » avait prévu que..., mais « on » ne s'était pas aperçu que... Peu à peu, le débat se déplace pour porter sur la validité des diagnostics initiaux.

Prétendre que des interventions de vulgarisation, d'aménagement rural ou plus largement de développement aient pu, à un endroit quelconque de la planète, se définir sans un diagnostic préalable, relèverait cependant de la mauvaise foi. Certains diagnostics mobilisent des moyens importants de cartographie, d'enquêtes, d'analyses, de modélisation, mis en oeuvre sur le terrain. Dans d'autres cas, on se contente de l'expérience déjà acquise dans des situations comparables. Le diagnostic se fait alors depuis un bureau de New York, Paris ou Bruxelles, en quelques heures de discussion et de rédaction. Entre ces deux extrêmes, tout est possible et tout se fait, mais il y a toujours diagnostic, même s'il n'est parfois pas formulé explicitement.

Le diagnostic n'est-il pas alors devenu le bouc émissaire moderne et facile des échecs de projet ? Rapidement avancé, il expliquerait l'échec, tout en justifiant le système d'aide et en permettant sa reproduction ? Car si l'évaluation d'un projet met en évidence un diagnostic erroné, ne suffit-il pas de reprendre ce dernier pour repartir sur de bonnes bases ? À la différence du médecin qui peut perdre son patient à la suite d'une erreur de diagnostic, le développeur lui,

ne risque rien de cela. La situation peut se dégrader, le projet lui-même peut provoquer cette dégradation, l'objet des attentions du développeur ne risque pas de disparaître...

Si on rencontre de nombreux paysans qui se plaignent des projets mis en oeuvre – sévissant ? – dans leur région, les entend-on jamais accuser la qualité du diagnostic initial en tant que tel ? À l'inverse, n'avons-nous pas d'ailleurs connu de nombreux cas où un diagnostic apparemment très complet débouchait sur des propositions de développement largement triviales, ou dont la pertinence était rapidement infirmée lors de leur application ?

Est-ce à dire que la connaissance préalable approfondie du milieu sur lequel porte une opération de développement doit être considérée comme une inutile velléité ? Certes non, bien entendu. Mais il est essentiel, avant d'en aborder les outils, de bien la considérer comme une condition nécessaire, mais jamais suffisante en elle-même pour assurer le succès d'une intervention de développement.

À ce titre, définir le diagnostic agro-économique par analogie au diagnostic médical est porteur de graves malentendus. Tout d'abord l'intervenant en développement n'est jamais en présence d'un organisme unique dont il s'agirait d'identifier l'affection. Il intervient sur une société faite de rapports complexes entre des individus. Personne ne pourrait d'ailleurs définir ce que serait la bonne santé d'un tel ensemble. Celui-ci n'est aucunement malade, mais simplement caractérisé pour une organisation productive donnée et son histoire.

Ensuite, le diagnostic d'un agronome se fonde, comme celui du médecin, sur des observations, des enquêtes et des mesures. L'action qui en résulte n'est cependant pas de même nature. Le traitement est prescrit par le médecin en fonction de son seul diagnostic, alors que la définition d'un projet de développement suppose en plus une *négociation*, parfois longue, avec tous les acteurs concernés. Imagine-t-on un médecin négocier le traitement qu'il prescrit avec les organes de son patient ? S'il reste compris comme une intervention externe au système observé, le diagnostic est alors *dangereux*. En revanche, au-delà d'un moyen de connaître pour agir, il devient un moyen de connaître pour pouvoir discuter et négocier la définition d'une action. Il représente alors une étape indispensable.

Dès lors qu'il s'engage dans un projet, l'intervenant devient un élément du système sur lequel il agit. Le diagnostic sur ce système ne peut donc procéder d'un regard qui resterait extérieur. Son imbrication dans l'action devient incontournable. Dans ces conditions, les frontières entre le diagnostic initial et les actions de développement peuvent devenir extrêmement floues. On sait que les premières actions peuvent rapidement générer davantage de connaissances sur

le système en place que la multiplication d'enquêtes définies à l'extérieur de l'action. Encore faut-il, bien entendu, qu'un dispositif de suivi-évaluation intelligent et rigoureux ait été mis en place pour que les transformations induites par ces actions soient bien repérées et correctement analysées. Encore faut-il aussi que la souplesse du projet permette une éventuelle remise en cause du diagnostic initial. Si tel est le cas, on doit admettre que le diagnostic n'est jamais terminé, mais qu'au contraire il s'affine ou se corrige au fur et à mesure de l'action. Dans ce sens, parler de diagnostic *rapide* est illusoire.

La volonté d'aller vite est cependant bien compréhensible. Elle exprime sans doute un souci d'opérationnalité (ne pas comprendre pour la seule connaissance, mais d'abord pour agir) et une réaction contre les très longs diagnostics peu finalisés dont nous parlions plus haut. Elle procède aussi de raisons financières : on peut difficilement faire admettre au bailleurs de fonds un diagnostic exhaustif préalable à toute action de développement. Elle se justifie enfin pour des raisons humaines : les paysans se lassent – et les chercheurs aussi – quand l'étude préalable dure trop longtemps. Mais en elle-même, l'exigence de rapidité est porteuse de gros risques.

En particulier, comment éviter de retomber dans les considérations superficielles des études classiques de projets ? Dans ces dernières, on se contente en général de collecter des informations générales sur la répartition de la population, le climat et les sols, réduisant la description de la société à celle des facteurs physiques du milieu. Le procédé est, certes, rapide, mais d'un résultat généralement très insuffisant. La façon dont la société exploite son milieu n'est pas abordée, ou, lorsqu'elle l'est, les diagnostics s'enlisent.

Comment dépasser cette contradiction ? À partir de quelques exemples concrets pris en Haïti, à Madagascar, en Indonésie et au Mozambique, repris à toutes les échelles qu'il aborde, J.-F. Mondain Monval propose une réponse. Elle s'appuie sur la formulation permanente d'hypothèses traduites en schémas, cartes et transects, constamment remises en cause par les observations nouvelles, mais toujours admises comme suffisantes en leur état pour guider aussi bien la négociation d'actions que les étapes ultérieures du diagnostic. L'intervenant dispose ainsi en permanence d'un modèle, c'est-à-dire d'une représentation de la réalité qu'il a construite à partir des faits observés et interprétés. L'élaboration de ces hypothèses et la construction du modèle, sont avant tout guidées par l'observation de l'utilisation de l'espace par les acteurs sociaux, les villages ou les communautés régionales.

Si l'expérience de l'auteur a, de fait, validé la méthode à plusieurs reprises, elle présente néanmoins deux limites importantes d'utilisation dont il importe d'être conscient.

La première limite tient justement à la place privilégiée qu'on accorde à l'utilisation de l'espace comme indicateur de la nature du système observé. L'espace constitue un indicateur fort intéressant quand il est exploité de façon particulièrement diversifiée, soit parce que ses caractéristiques physiques sont elles-mêmes très variées (cas des systèmes de montagne analysés par l'auteur en Haïti, à Madagascar et en Indonésie), soit parce que la différence de statut socio-économique des producteurs se traduit visuellement dans le mode de mise en valeur (cas du Mozambique). Mais tel n'est toujours pas le cas.

Dans les grandes plaines alluviales ou les grandes steppes pastorales, pour ne prendre que ces deux exemples très différents, l'utilisation de l'espace telle qu'elle peut être perçue de façon instantanée (puisque'on ne se donne pas le temps d'observations diachroniques) n'est sans doute pas le caractère le plus révélateur.

Dans d'autres situations, là où les conditions pédoclimatiques sont extrêmes (zone sahéenne, zones de bas delta ou de mangrove, zones de hauts-plateaux marquées par le froid...), les possibilités de mise en valeur deviennent très restreintes. Les agriculteurs, quel que soit leur niveau socio-économique, sont conduits au même système de culture. L'uniformité du paysage cultivé ne signifie pas alors pour autant qu'il y a uniformité sociale, bien au contraire. Il convient de ne pas survaloriser la morphologie comme base de la structuration de l'espace.

Dans tous les cas d'ailleurs, la diversité des stratégies socio-économiques des acteurs (dont la négation est à la base de tant d'échecs de projets) est supérieure à ce qui s'exprime par l'espace cultivé. Il est donc toujours indispensable d'accompagner l'analyse spatiale par une approche directe des stratégies sociales et économiques des familles. Et l'on sait que cela peut prendre du temps.

La seconde limite tient à l'utilisation constante d'hypothèses pour construire des modèles successifs de la réalité. La méthode est évidemment d'autant plus performante que l'intervenant saura poser les bonnes hypothèses. Pour cela, le recours à une *théorie* établie du comportement des producteurs, de l'utilisation de l'espace, de la différenciation sociale est indispensable. Elle seule fournit la grille de lecture permettant de trier les faits observés, de les classer, de les relier entre eux pour en faire des éléments de confirmation, ou d'infirmer de l'hypothèse initiale. Outre cette théorie, plus l'observateur aura connu, dans d'autres pays, l'*expérience* de situations agraires proches, plus il sera à même d'interroger son modèle en regard de ce qu'il observe. Bref, en matière de diagnostic, il est plus difficile de faire vite que de prendre son temps. La méthode que J.-F. Mondain-Monval nous présente n'est donc pas une recette passe-par-

tout, mais nécessite une compétence et une expérience confirmées. C'est une méthode d'expert. Lorsque l'on ne dispose pas encore de ces qualités, mieux vaut sans doute s'abstenir de vouloir faire trop vite, et suivre une démarche plus systématique – et longue – d'enquêtes et d'expérimentations préalables.

Au lecteur qui, conscient de ces limites, a la chance d'intervenir dans un projet où le diagnostic peut trouver sa juste place, la méthode proposée ici peut inspirer d'utiles adaptations au contexte dans lequel il travaille. Qu'on ne s'y trompe pas. Ce « diagnostic rapide » est en fait un diagnostic initial rapide, qui n'est qu'un élément au sein du dispositif général de recherche et d'action. L'important est bien d'explicitier le diagnostic initial, quelle que soit la méthode qui y amène. Au GRET, nous sommes pour notre part tout à fait intéressés pour poursuivre la capitalisation d'expériences sur ce sujet.

Didier Pillot, GRET

Introduction

Une approche opérationnelle du diagnostic comme outil de dialogue

L'analyse des échecs relatifs de nombreux projets de développement, menée depuis la fin des années 70, a conduit à voir deux causes dans la difficile appropriation des « technologies transférées ». D'une part, la méconnaissance du milieu ; de l'autre, l'absence de participation des populations concernées dans l'identification et la mise en oeuvre des projets.

On a réalisé progressivement qu'il fallait des outils d'analyse et d'accompagnement performants pour comprendre le milieu rural afin de diriger et suivre les investissements de façon productive. Il est surtout apparu que, sans une réelle responsabilisation des populations concernées, les interventions en faveur du développement rural avaient peu de chances de succès.

Des diagnostics trop longs, peu participatifs et peu opérationnels

La nécessité de comprendre le milieu avant d'intervenir a abouti à développer de très longues analyses des systèmes agraires et de production (« farming systems »). Elles pouvaient durer parfois plusieurs années. Elles ont rarement débouché sur des résultats directement opérationnels propres à orienter et guider les interventions. Ces études, supposées participatives, l'ont rarement été dans les faits. Les agriculteurs soi-disant « participants » ont de fait été cantonnés dans un rôle d'observés et d'enquêtés. Du coup, ces longues études sont restées des observations extérieures au milieu, certes fort intéressantes, mais situées hors de toute perspective d'action, et donc peu finalisées. Au bout du compte, elles ne permettaient guère à un intervenant d'entrer de façon active dans le milieu.

À côté de ces analyses poussées et complexes, des approches classiques prêtant peu attention aux réalités du milieu ont continué à être menées sur les mêmes terrains. Bien souvent, un intervenant, même conscient de la nécessité de comprendre le milieu, n'a ni le temps ni les moyens de dépouiller ces longues études et encore moins d'en appliquer les méthodes. Pressé par les bailleurs de fonds de parvenir à des résultats concrets, il doit se rabattre sur des approches « descendantes » plus classiques et se contenter de promouvoir des modèles techniques ou des formes d'organisation peu adaptées au contexte local. La méconnaissance du milieu entraîne une attitude de refus de dialoguer avec les acteurs tant on en arrive à craindre de les rencontrer.

En l'absence d'outil performant permettant de comprendre rapidement le milieu, il est très difficile pour un intervenant de concilier les exigences institutionnelles avec les nécessités exprimées par les différents acteurs de terrain.

La participation demande du temps

Les bailleurs de fonds sont des gens pressés de voir leur argent investi et productif. Ils n'apprécient pas les diagnostics trop longs dans les opérations de développement mais ils prônent en même temps un meilleur ciblage des interventions (les fameux « groupes cibles ») et surtout la « participation des intéressés ». Or cette « participation » demande toujours du temps, en particulier chez les producteurs qui sont toujours accaparés par une activité productive autre que celle proposée par le développeur. L'intervenant a donc forcément besoin d'un certain temps « incompressible » sur lequel, en théorie, il ne devrait pas transiger. Sans un minimum de diagnostic, il ne dispose pas des informations propres à favoriser la participation. Au contraire, il perdra du temps à essayer de mobiliser les paysans pour son projet.

La nécessité d'une approche rapide et participative

La nécessité de connaître rapidement le milieu pour intervenir avec efficacité a conduit, dès le début des années 80, un certain nombre d'auteurs anglo-saxons, souvent anthropologues ou chercheurs en sciences sociales (Collinson, Conway, Carruthers, Hildebrand), à proposer des approches rapides, plus opérationnelles (« Rapid rural appraisal, sondeo, agrosystems analysis »). Ces approches rapides et participatives font l'objet d'une abondante littérature anglophone. L'Institute Development Study (IDS), l'Overseas Development

Institute (ODI), et l'International Institute for Environment and Development (IIED) ont ainsi beaucoup publié sur le sujet. Ces méthodes ont été utilisées par de nombreuses ONG pour identifier et lancer des programmes de développement avec les communautés villageoises (1).

Pour des raisons analogues, du côté francophone, en partie en rupture avec les longues analyses des systèmes agraires, les tenants d'une approche d'« animation de base » ont également cherché à améliorer et accélérer les recherches d'informations nécessaires à l'action (2).

Ce livre souhaite contribuer à cette recherche actuelle de méthodes pragmatiques d'analyse de l'information, destinées à faciliter le lien entre les institutions de financement et les réalités de terrain vécues et exprimées par les acteurs du milieu rural.

Objectifs du livre et public concerné

Le présent ouvrage s'adresse à tout intervenant en développement rural, et se propose d'améliorer le dialogue avec les producteurs lors d'interventions au niveau régional ou local. Il propose des éléments concrets et des outils pratiques de diagnostic rapide qui ne soient pas trop réducteurs, en intégrant notamment un certain nombre d'acquis des analyses sur les systèmes agraires. Il analyse des exemples concrets d'utilisation, réussis ou non. Il explique comment articuler l'intervention avec le diagnostic. Après un préalable de méthode (Chapitre 1), les deuxième et troisième chapitres décrivent les différentes étapes du diagnostic en montrant à chaque fois les articulations avec les actions possibles. Celles-ci sont développées dans le quatrième chapitre.

Bien évidemment, selon que l'intervenant est en mission longue ou de courte durée, les contraintes de temps et de logistique obligent à faire des choix et fixer des priorités différentes. Ainsi les étapes de la démarche présentée dans les deuxième et troisième chapitres restent les mêmes indépendamment du temps passé, mais elles sont plus ou moins développées et rapides selon le type d'intervention.

La méthode est construite à partir d'expériences pratiques personnelles de différents terrains – Haïti, Indonésie, Mozambique, Madagascar principalement ; Vanuatu, Kenya, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, dans une moindre me-

(1) Voir en particulier « *Farmer first* », édité par R. Chambers en 1989.

(2) Voir en particulier le « *Guide méthodologique pour l'appui aux actions de développement* » du COTA en 1990, ou le « *Mémento de l'agent de développement* » en cours de publication au ministère français de la Coopération et du Développement.

sure – et sur le travail méthodologique réalisé par d'autres auteurs, en particulier les adeptes des « Rapid rural appraisal ». Comme toute méthode, celle-ci reste bien sûr sujette à une continuelle amélioration. Les critiques des chercheurs spécialistes des systèmes agraires permettront sûrement de l'améliorer et surtout d'en préciser les limites d'utilisation.

Cette méthode devrait aider les intervenants à définir les éléments de base d'une politique agricole régionale en déterminant la demande et les possibilités d'action. Elle permet de préciser et vérifier l'adéquation de l'action aux réalités de terrain en la plaçant dans un contexte plus large. Elle éclaire enfin la façon dont une demande exprimée par des communautés de base s'inscrit dans le contexte régional, national, voire international. Cette démarche ne se substitue pas au travail de concertation et participation des populations concernées, dans l'identification, la programmation, l'exécution, et le suivi-évaluation d'un projet. Elle entend au contraire le faciliter.

1

Préalable de méthode



Concepts



Premier principe : reconnaître l'existence
de systèmes de référence différents



Deuxième principe : travailler avec des hypothèses



Conséquences : bâtir simultanément
des hypothèses d'analyse et d'action



Rapidité du diagnostic et participation des bénéficiaires



Les sources d'information



Concepts

Les concepts utilisés sont ceux de l'analyse systémique (systèmes agraires, systèmes de production, itinéraires techniques). Ils sont connus et utilisés par de nombreuses personnes. On les a, ici, finalisés dans une perspective d'action. Il s'agit de porter une attention particulière aux comportements de production au sens large (actions, tactiques, stratégies) en les situant dans l'espace et le temps. Le but de l'exercice est de parvenir à décrire et imaginer les comportements afin de prévoir le sien en tant qu'intervenant et l'accorder avec celui de certains acteurs, qui deviennent ainsi des partenaires. Il est alors possible de définir ensemble les opérations à planifier, à effectuer et à évaluer. Les sommes investies dans l'intervention permettront de modifier les comportements de chacun. « L'animation », qui assure le fonctionnement de l'intervention, et les producteurs sont concernés par cette opération. Il est entendu que l'on s'efforce d'optimiser le rapport « investissement / fonctionnement ». En particulier en évitant, par une bonne connaissance des comportements existants, d'en susciter directement ou indirectement d'autres, de type bureaucratique.

Premier principe : reconnaître l'existence de systèmes de référence différents

Un observateur-acteur extérieur au milieu cherche et propose des solutions innovantes à partir d'un certain référentiel, d'une « grille d'analyse » différente de celle des populations rurales. Le cadre théorique qu'il utilise n'est pas celui des producteurs. Il est essentiel de reconnaître cette différence. La même réalité est observée et « construite » de façon différente par l'intervenant extérieur et par les populations rurales. Ces systèmes de référence propres à chacun et les

différentes lectures de la réalité auxquelles ils aboutissent sont tout aussi rationnels et valables les uns que les autres. Quelle que soit l'approche choisie cependant, l'important est d'admettre et comprendre la rationalité des producteurs. C'est une première condition indispensable au dialogue. Celui-ci, doit permettre un accord entre l'intervenant extérieur et certains acteurs du milieu rural sur de possibles réalisations communes, et non en arriver à la négation ou la suprématie des systèmes de références de l'un ou des autres.

Ce premier principe a une conséquence immédiate : il est nécessaire que l'observateur se positionne au sein du milieu qu'il observe. En précisant sa position, il est en mesure de comprendre où il intervient dans le fonctionnement du système. L'expert étranger par exemple cherchera à connaître et expliciter, puis assumer sa situation d'intervenant extérieur venant du Nord, avec sa culture et ses moyens de financement.

Deuxième principe : travailler avec des hypothèses

Il est essentiel de travailler avec des hypothèses. On doit les construire à partir du raisonnement, les alimenter et les corriger en permanence en les confrontant aux faits. Une hypothèse qui a été vérifiée dans un certain état de connaissances ne le sera plus forcément lorsque ces connaissances se seront améliorées. En d'autres termes une hypothèse n'est jamais arrêtée et, quand on l'énonce il est nécessaire de citer ses sources d'information : bibliographies, communications personnelles, parcours de l'observateur, « emploi du temps ».

Cette analyse « qualitative logique » (3) doit précéder l'analyse quantitative basée sur la collecte d'informations. Dans un premier temps, on essaiera de « mesurer » les phénomènes à l'aide des chiffres préexistants. Cette démarche permet de cadrer l'étape de la collecte et de la limiter aux données réellement nécessaires à l'intervention. Ce préalable est nécessaire pour éviter les collectes de faits « objectifs », effectuées en dehors de toute hypothèse de départ et qui aboutissent à rassembler une masse d'informations peu utilisables pour une intervention. Certains experts, après avoir glané de très nombreuses données

(3) *Marc Dufumier.*

quantitatives, ne peuvent les traiter par manque d'hypothèses, ou débouchent sur des conclusions qui ne sont en fait que les hypothèses de départ non explicitées, mais qui ont été implicitement utilisées pour la collecte des données. Si l'on veut recourir à ces études de façon opérationnelle, il faut alors reprendre ces hypothèses de départ et recommencer le travail réel d'analyse construite des données. C'est souvent au moment où il faut agir que les données recueillies s'avèrent peu utilisables. Il faut alors en rechercher d'autres qui, elles, sont nécessaires. Tout ceci se traduit par des pertes de temps appréciables et une lassitude des interviewés, dommageable pour leur participation future.

Conséquences : bâtir simultanément des hypothèses d'analyse et d'action

Une conséquence de ces premiers principes est qu'il ne doit pas exister de rupture du raisonnement dans le temps. L'observateur, en se situant lui-même dans le système qu'il étudie, découvre du même coup ce qui pourrait être fait, et en particulier, ce que pourrait être son action.

Quand il établit ses hypothèses d'analyse, « l'observateur-futur acteur » doit en même temps imaginer de façon répétée l'évolution future, tout comme il doit sans cesse se référer à des hypothèses d'analyse de la situation passée. Donner à l'analyse passée et à la projection future le même statut d'hypothèses en les liant l'une à l'autre permet de poser des garde-fous : l'intervention n'est pas une certitude qu'il faut réaliser de telle façon parce que la réalité est telle.

Elle ne constitue pas une nouvelle vérité venant renforcer une ancienne. Au contraire, les obstacles rencontrés au cours de l'intervention sont des faits qui infirment les hypothèses d'analyse de départ. Ces obstacles doivent permettre de remettre en cause les interventions prévues, de les préciser, les modifier et ainsi les renforcer. On parle généralement de « tuilage » ou « recouvrement » des différentes phases d'une approche répétée, qui permet de passer d'un diagnostic finalisé, avec des hypothèses d'action, à des interventions concrètes. Il est primordial de travailler sur la base d'hypothèses de départ, mais il est encore plus important de savoir les remettre en question. C'est pour cette raison

qu'il faut être capable de se ménager des temps de « relâche » ou de « flou » (4). Il faut être capable de se mettre à douter complètement de la pertinence de ses hypothèses préalables si l'on veut pouvoir les faire évoluer de façon constructive. On court toujours un risque réel de se « braquer » et de se fixer de façon rigide sur une voie erronée, parce que l'on s'entête à avoir raison et à justifier à tout prix ses hypothèses.

Le mandat de l'intervenant comprend en général une partie descriptive du contexte et une partie finalisée où sont exposés les termes de référence qui découlent de l'analyse de la situation. C'est à partir de ces éléments que l'on approfondit la connaissance du milieu, tout en précisant les termes de référence qui constituent en fait les premiers éléments de l'intervention.

Rapidité du diagnostic et participation des bénéficiaires

Il s'agit concrètement d'utiliser au mieux le temps nécessaire à un intervenant pour « qu'il s'installe dans son travail », en partant de la position qu'il occupe avant sa nomination, qu'il soit en mission longue ou en mission courte. À chaque étape, il faut rentabiliser au maximum le temps passé et les déplacements qui séparent les rencontres pour mieux les cibler (choix des personnes rencontrées). On obtient ainsi le meilleur recueil d'informations possible et les meilleures chances de partenariat et de participation.

Le temps dont dispose un intervenant pour s'installer « physiquement » dans son travail est souvent une contrainte pour approfondir sa mission de façon satisfaisante. Le temps nécessaire pour obtenir une participation réelle des personnes concernées constitue toujours une contrainte essentielle et incontournable.

Dans un projet de « développement », le temps pour qu'un intervenant « se mette au courant » ne doit pas non plus être une contrainte pour les populations concernées par le programme.

(4) Il faut savoir avoir de temps en temps « l'esprit flottant », selon l'expression de D. Gentil.

Les sources d'information

Valoriser la bibliographie existante pour cibler les entretiens

Les sources d'information utilisées sont d'abord bibliographiques. Pour peu que l'on s'en donne les moyens, on reste surpris de la quantité d'informations disponibles sur un grand nombre de régions. La littérature est bien souvent plus difficile à trouver dans les pays concernés que dans les anciennes puissances coloniales. Les difficultés à réaliser des photocopies, auxquelles s'ajoute le défilé des experts qui n'ont pas toujours la délicatesse de rendre les documents originaux empruntés, conduisent à une raréfaction de fait des rapports et documents (5).

Cette littérature est cependant dispersée, son abondance et sa qualité dépendent évidemment des pays et des thèmes traités (6). La collecte des sources d'information donne déjà des indications précieuses sur l'histoire du pays (7). L'idéal est de se faire présenter ces informations bibliographiques par leurs auteurs, si cela est possible, et de les compléter par des personnes connaissant déjà le pays et la région d'intervention. La combinaison de ces différentes

(5) On peut trouver une documentation précieuse dans les universités ou les écoles normales ainsi que dans les centres de documentation des principaux bailleurs de fonds (AID, Coopération française, CEE, etc.) et opérateurs (FAO, etc.). En France, une interrogation du fichier IBISCUS permet de repérer les titres qu'on peut consulter au centre de documentation du ministère de la Coopération, au BDPA, au CEGET, à l'EHESS, au CIRAD et à l'ORSTOM. En Angleterre, on peut trouver une bibliographie importante à l'IDS de Brighton, à l'ODNRI à Chatham et à l'ODI à Londres. Sans oublier les centres de documentation des pays au passé colonial moins prononcé, et les nombreux bureaux d'étude européens qui possèdent leur propre documentation.

(6) Les recensements datent en général d'une dizaine d'années comme en Haïti, parfois d'avant l'indépendance comme au Mozambique, et celui plus récent à Madagascar est très imprécis et incomplet. On trouve également des études (de géographie, d'histoire et d'anthropologie) sur les systèmes agraires ou des descriptifs des régions dans à peu près tous les pays, et, de façon plus localisée, des travaux d'agronomie.

(7) Par exemple l'analyse du milieu agro-écologique réalisée par l'ORSTOM sur l'ensemble de Madagascar (présence française importante jusqu'en 1974) surpasse de loin les données thématiques des atlas d'Haïti (retour français en 1975) réunies par le CEGET et surtout, celles du Mozambique (départ des Portugais en 1975) élaborées avec les moyens nationaux. La cartographie est très complète en Haïti (occupation américaine) et à Madagascar, moins en Indonésie et n'existe presque pas au Mozambique.

informations permet, en procédant par extrapolation, de bâtir des hypothèses d'analyse et d'intervention avant même de partir sur le terrain. Les entretiens avec des personnes ressources et les visites de terrain permettront ensuite de vérifier, d'affiner ou d'infirmer ces hypothèses de départ. Plus on s'approche du terrain de l'intervention (niveaux sub-régional et local), plus il faut faire appel à des observations précises et à des entretiens directs, même dans le cas exceptionnel où il existe une étude exhaustive du village retenu. Les personnes rencontrées doivent être sélectionnées avec discernement, mais il est préférable d'organiser ces entretiens de manière souple afin de permettre des changements de programme en fonction de l'évolution des hypothèses. Au début, le moindre élément nouveau d'information peut infirmer ou modifier une partie importante de ces hypothèses ; ce qui impose de modifier le calendrier et le programme de visites.

Progressivement, le recueil d'informations devient de plus en plus ciblé sur des réalisations concrètes de terrain. La difficulté essentielle provient de la nécessité de construire ces hypothèses en étant capable de les remettre en question pour les faire évoluer sans les abandonner : il faut rester « ouvert » tout en « avançant ». Cette règle s'applique aussi bien à l'étape du recueil des informations qu'à celle des réalisations de terrain.

Une grille d'analyse pour classer et articuler les informations

Pour construire cette information de façon rigoureuse et opérationnelle, il faut utiliser une grille d'analyse qui fasse largement appel au graphisme : cartes, croquis, tableaux. L'outil méthodologique est plus la conception du graphe que le graphe lui-même, souvent difficilement lisible par un tiers. Elle oblige en effet à formuler des sous-hypothèses lors de son élaboration et de sa mise en forme. La construction de ces graphes peut être un élément d'une stratégie participative. Elle gagne donc à être réalisée avec les partenaires que l'on souhaite associer aux différentes phases du travail.

Le fait de raisonner de façon répétée implique d'élaborer ces graphes, pour chaque niveau d'analyse, national, régional et local, en les considérant comme les éléments d'une même hypothèse centrale, même s'ils sont présentés de façon chronologique. D'ailleurs, il vaut mieux posséder des informations succinctes sur tous les graphes que des données approfondies sur un petit nombre d'entre eux. Il s'agit en effet de ne pas se laisser « embarquer » dans certaines voies trop pointues simplement parce que l'on dispose d'études ou d'autres sources d'informations très approfondies.

2

Démarche aux niveaux national et régional



Histoire agraire nationale
et situation institutionnelle de l'intervenant



Comprendre l'économie régionale pour préciser
et traduire les termes de référence en termes d'action



Du diagnostic à l'action



Dans ce chapitre, nous décrivons la démarche aux niveaux national puis régional. Les points soulevés concernent plus un opérateur régional qu'un opérateur local. Ils intéressent aussi bien quelqu'un en mission courte chargé d'identifier ou de préparer un projet au niveau régional qu'un intervenant qui part occuper un poste pour une longue durée.

Dans le chapitre suivant, nous présentons une démarche qui s'adresse à un opérateur local, au niveau du village puis de l'exploitation agricole, et plus particulièrement à un opérateur de terrain en mission longue ou courte lorsqu'il travaille à programmer des actions de développement. ■

Histoire agraire nationale et situation institutionnelle de l'intervenant

Cette première étape d'analyse de l'histoire agraire du pays concerné correspond, pour l'intervenant, à la phase de préparation au départ, soit une période variable de un à plusieurs mois pour une mission longue, de un jour à une semaine pour une mission courte. La collecte et la lecture des données bibliographiques permettent de commencer à poser des questions finalisées aux partenaires de travail, au niveau national et au niveau de l'aide bi et multilatérale.

L'objectif de cet exercice est de permettre à l'intervenant de comprendre dans quel contexte passé et présent se situe son action. Il lui permet d'explicitier les objectifs poursuivis par les personnes et institutions qui lui ont demandé d'intervenir, de comprendre l'origine et les raisons de sa présence et de commencer à expliciter ses propres termes de référence.

L'histoire agraire

Il est nécessaire dans un premier temps de reconstituer l'histoire agraire du pays. On peut représenter sur une grille croisée les principaux événements intervenus dans l'histoire nationale, régionale et locale, de la période coloniale à nos jours. On essaie d'établir des correspondances, sans chercher à obtenir forcément des liens directs de cause à effet. L'encadré 1 (pages 30 et 31) et la figure 1 (page 32) illustrent cette approche pour le Mozambique.

On tente d'abord de retracer l'insertion du pays dans l'économie régionale et mondiale en montrant l'impact de cette insertion sur la politique agricole interne.

Encadré 1

ÉLÉMENTS D'INFORMATIONS UTILES SUR L'HISTOIRE AGRAIRE, L'EXEMPLE DU MOZAMBIQUE

Histoire économique et politique agricole

La révolution des Oeillets au Portugal a eu de nombreuses conséquences au Mozambique. Des négociations s'engagent avec le Frelimo. Les petits colons portugais partent, ruinant leur appareil de production, notamment dans le commerce. L'État reprend en main les grandes exploitations coloniales et la commercialisation, à la fois par la force des choses et par choix d'une politique marxiste et anti-colonialiste, en opposition à la République d'Afrique du Sud. L'État prend le contrôle des circuits de distribution des intrants et des produits agricoles dont il fixe les prix. Il opte pour un soutien affiché à la lutte armée de Mugabé contre la Rhodésie de Smith, privant par là le pays des revenus des émigrés en Rhodésie et en Afrique du Sud.

Etranglé par la guerre, l'État doit ensuite se résoudre à davantage de pragmatisme économique. Il favorise ainsi de nouveau l'initiative privée dans le secteur commercial et démantèle les fermes d'État au profit des petits paysans. Sous l'impulsion du FMI et de la BIRD, les prix des fruits et des légumes sont libérés et un programme d'ajustement structurel, appelé réhabilitation économique, est mis en place.

L'État doit faire face à une double pression : d'une part, celle des actions de la Renamo, soutenue par l'aide privée d'anciens colons portugais et des milieux d'extrême droite de l'armée africaine ; de l'autre celle des exigences de libéralisme économique de la BIRD / IMPF. Face à ces pressions, l'État s'engage dans un début de multipartisme et de privatisation économique. Les réductions budgétaires amènent à pousser les fonctionnaires à se recycler dans le

secteur privé, notamment en acquérant des terres grâce à leur position politique.

Ces événements ont eu de profonds effets sur la dynamique agraire. Il faut les connaître pour comprendre l'origine et les interactions entre la politique nationale d'échange avec l'extérieur et la politique agricole interne.

Mutation des systèmes agraires

Si l'on prend pour exemple le sud du Mozambique, on observe les étapes suivantes. Jusqu'aux premières migrations en Afrique du Sud dans la deuxième moitié du siècle dernier, le système agraire s'appuyait largement sur l'agro-pastoralisme, la chasse (ivoire) et la cueillette. Les conditions agro-écologiques étant plutôt arides (400 à 800 mm/an), le millet et le sorgho étaient les cultures principales.

Les revenus tirés de l'émigration ont permis d'introduire la traction animale et de coloniser ainsi les terres lourdes de bas-fonds. Les semences ramenées d'Afrique du Sud ont aussi permis le développement de la culture du maïs.

Dans les années 30, sont arrivés les petits colons qui ont relancé l'élevage extensif et développé l'irrigation. Les agriculteurs traditionnels se sont trouvés rejetés à la périphérie et l'émigration masculine a repris de l'ampleur. Une fois les colons partis et les fermes d'État en partie démantelées, certains agriculteurs sont revenus sur ces terres irriguées. Mais l'aggravation de la guerre et les attaques répétées sur le gros bétail, décimé en dix ans, ont provoqué un exode important des producteurs.

Avec la libération des prix des fruits et des légumes et la création de zones vertes, le maraîchage péri-urbain s'est spontanément et largement développé. Une nouvelle stratification sociale s'est effectuée chez ces anciens pastoralistes, selon l'accès aux terres irriguées et aux parcelles maraîchères.

Figure 1 : Principaux évènements depuis l'Indépendance du Mozambique à différentes échelles d'espace

Dates	Niveau régional international	Niveau national	Niveau subrégional	Niveau local
1975	Révolution des Oeuillets. Guerilla du ZANU contre Rhodésie. Création de la RENAMO par la Rhodésie.	Indépendance. Nationalisation des terres et du service de commercialisation. Priorité au secteur étatique.	Départ portugais, effondrement circuit commerce / distribution. Diminution des migrations en Rhodésie et RSA. Circuit commerce / distribution par l'État.	Ralentissement des cultures forcées (coton) et repli de l'auto-consummation. Baisse de l'emploi extra-agricole due à difficulté migration. Absence de biens de consommation sur marchés ruraux.
1980	Indépendance du Zimbabwe et arrêt des guerillas.	IV ^e congrès, démantèlement fermes d'État au secteur familial.	Développement des infrastructures rurales ds la villagisation.	Problèmes fonciers dus à la guerre et la villagisation. Repli sur zone reculée rare, soutien passif RENAMO ; ou plus fréquent, migration vers villes.
1982	Reprise de l'action de la RENAMO soutenue par la RSA.	Arrivée USAID, FMI / BM.	Opération Production.	Afflux de réfugiés et augmentation du nombre d'affectés par la guerre.
1984	Accord de N'Komati avec la RSA.	Liberté prix des fruits et légumes.	Sabotage des voies de communication par RENAMO excepté dans corridor.	
1986	Mort de Samora Machel en RSA.	Ajustement structurel : début du PRE, dévaluations libération des prix agricoles, grèves du secteur public.	Création zones vertes et remises terres irriguées pour secteur familial. Afflux constant réfugiés dans périmètres protégés.	Installation des déplacés autour zones protégées. Développement bois, charbon bois, culture maraîchère et diminution drastique du gros bétail (Sud).
1987	Premiers contacts entre RENAMO et clergé au Kenya.	Étude du PRES, décentralisation, développement du secteur privé.	Détente et début de retour des réfugiés. Réouverture des voies de communication.	Augmentation aide d'urgence : problèmes de semences maïs.
1990	Détente en RSA. Vers un accord avec la RENAMO, arrêt des combats, multipartisme et élections.			

On essaie ensuite de repérer les transformations subies par l'agriculture « traditionnelle » : par exemple l'introduction de cultures de rente, des corvées, etc. durant la ou les colonisations successives ; et à travers les différentes phases socio-économiques, depuis les indépendances jusqu'aux dernières politiques agricoles. Il est important, par exemple, de suivre le cours des principales cultures d'exportation.

Situer l'origine de l'intervention

L'analyse de ce niveau national permet d'établir une hypothèse de fonctionnement de la politique agricole du pays. On examine ainsi comment les objectifs politiques se reflètent dans les rôles des différentes infrastructures administratives : politique foncière, approvisionnement et commercialisation, crédit, recherche, développement, formation et planification.

On peut à cette occasion bâtir des organigrammes de fonctionnement des structures avec lesquelles l'intervenant travaille, du niveau national au local. Il est intéressant de repérer l'évolution de ces institutions au fil des principaux événements historiques. L'intervenant peut alors situer le cadre de son travail et de sa présence dans cette trame d'ensemble (historique du projet, etc.).

Anticiper les améliorations possibles

À ce stade il est déjà possible d'envisager, à titre d'exercice, une première hypothèse sur les mesures éventuelles susceptibles d'améliorer la situation administrative. Cette hypothèse doit intégrer les remarques et analyses générales formulées par certains interlocuteurs sur les évolutions qu'ils jugent probables ou souhaitables. Il s'agit uniquement d'amorcer une réflexion qui se poursuivra tout au long de l'intervention pour déboucher éventuellement sur des conclusions (cf l'exemple d'Haïti pages 125 et 126, annexe 2).

Ce travail sur l'échelle nationale peut paraître considérable et excessivement ambitieux. En fait, il ne s'agit pas de répondre de façon détaillée et définitive à tous les points soulevés. La seule ambition d'un tel exercice est de permettre à l'intervenant de pouvoir, plus tard, de façon progressive, formuler des débuts de réponse. Pour être capable de le faire, il doit poser les questions dès le départ, aussi approximatives et naïves que soient les premières réponses.

Comprendre l'économie régionale pour préciser et traduire les termes de référence en termes d'action

L'exercice se poursuit ensuite au niveau de la région par une description générale du contexte ambiant. De nouveau, l'intervenant doit se situer dans ce contexte et l'étudier tout en envisageant son action future. Le temps nécessaire pour cette analyse correspond à celui de la prise de fonction de l'intervenant au niveau régional. Il comprend les réunions de travail à l'intérieur ou à l'extérieur de la structure d'accueil, les visites protocolaires aux autorités exécutives et aux élus, ainsi que les visites aux autres expériences et aux projets. En général, l'intervenant peut négocier cet emploi du temps avant de prendre réellement ses fonctions. C'est typiquement un programme de mission courte.

Les partenaires de travail sont les cadres régionaux ou les agents de développement des différents organismes nationaux, gouvernementaux ou non. Les agriculteurs consultés ne sont pas, par la force des choses, représentatifs de toutes les situations. Il est possible de rencontrer une bonne partie des dirigeants nationaux et régionaux. Par contre le pourcentage d'agriculteurs contactés est forcément infime. Aussi est-il important de tirer de ces rencontres le maximum d'informations de qualité.

Les graphes sont ensuite construits en combinant les différentes sources d'informations. À partir de la phase précédente et de la lecture de la bibliographie existante, on peut discuter avec les cadres nationaux de la façon dont se présente le milieu, déterminer les points à approfondir et les informations à confirmer. On peut commencer par construire des graphes, planifier et, à partir de là, sortir sur le terrain, et les compléter par des entretiens avec des personnes clés. On peut alors les corriger et les compléter sur la base de ces nouvelles informations. Ces allers et retours entre l'analyse, les tournées de contact sur le terrain et le dépouillement de la bibliographie doivent permettre de préciser cinq points :

- l'environnement des exploitations, résumé par une cartographie et des transects ;
- la dynamique du système agraire et des différents systèmes de production, leurs composantes et leurs fluctuations ;

- la composition des différents groupes et catégories d'agriculteurs et leurs relations ;
- les différences ou accords de points de vue entre les agents qui travaillent dans la région et ceux de l'intervenant ;
- les principaux domaines d'intervention à envisager.

L'environnement des exploitations

L'environnement des exploitations se décrit en croisant une approche historique et une approche géographique. Plus concrètement, il faut établir les relations entre l'histoire agraire (analysée au stade précédent) et l'observation actuelle du système agraire (le « paysage » des géographes). Il s'agit d'abord d'extraire des cartographies et des données annexes, des éléments constitutifs, soit agro-écologiques, soit liés au peuplement. À ce stade, on se contente de traduire les données scientifiques en termes opérationnels, c'est-à-dire de les finaliser. On les résume et on les intègre ensuite sur des transects choisis pour la diversité de situations qu'ils recourent.

La figure 2 (pages 36 et 37) donne un exemple de ce type de transect pour la côte Est de Madagascar et l'annexe 1 (page 121) présente les résultats d'analyse semblable à Lombok (Indonésie). Nous avons également testé ce modèle en l'utilisant pour une petite région du Mexique à partir des informations réunies et fournies par O. Hoffmann, de l'ORSTOM. Cet exemple prouve que, lorsque les informations sont disponibles, il est possible très rapidement (en une demi-journée de discussions) de se représenter une petite région avant d'y avoir mis le pied.

Ce graphe se construit simultanément à l'horizontale et à la verticale. « **Horizontalement** », il présente les variations d'un seul facteur qui est représenté sur une carte plan avec différentes mesures et des données ou des unités homogènes : isohyète, -therme, etc. Pour chaque facteur abordé, on essaie de mettre en lumière la dynamique spatiale et temporelle. « **Verticalement** », le graphe établit des correspondances logiques entre les variations de ces différents facteurs agro-écologiques (de haut en bas sur le graphe) et démographiques (de bas en haut). En intégrant ces différents éléments, on peut dessiner en partie centrale les différents systèmes de production qui forment la dynamique du système agraire. Selon la formation et le mandat de l'intervenant, certains facteurs prennent, bien sûr, plus ou moins d'importance, et seront davantage développés.

Il est important d'établir le lien entre le travail bibliographique et les observations de terrain. Visiter les lieux qui ont fait l'objet d'analyses fines

DÉMARCHE AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

SITUATION DES VILLAGES ÉTUDIÉS		Ambodinonoka	Andonabe
REPÈRES	Moramanga-Anosibe	Andasibe-Marolambo	Fito
CLIMAT	Précipitations occurent plutôt en fin d'après-midi	Été humide (1400 mm) Hiver peu humide (1000 mm)	Total 2400 mm Limite climats ← continental /
MORPHOLOGIE	Falaise	Relief d'altitude à très fortes pentes	Relief de direction du pied de la falaise orientale
HYDROLOGIE	Torrents, infiltration sous forêt. Ruissellement et loupes de glissement. 3 à 1 % de bas-fonds		Rivières encaissées Ruissellements superficiels et colluvionnement dans les ruisseaux 3 à 15 % de bas-fonds
SOLS	Ferrallitiques rajeunis, fertiles, fragiles, sensibles à l'érosion		Ferrallitiques rajeunis plus ou moins fortement
VÉGÉTATION	Grande forêt orientale avec tavy de plus en plus fréquent Dégradation naturelle par glissement de terrain lors de cyclones		Grande forêt orientale avec présence de savoka à bambou et ravenales derrière tavy Bas-fonds (zozoro, harepho, raphia, roseaux)
SYSTÈMES DE PRODUCTION		<p>⑤ - Hautes collines (30 %) ④ - Moyennes collines (40 %)</p> <p>Agriculture itinérante tavy/tany Jachère longue</p>	
OPPORTUNITÉS D'EMPLOI		Exploitation forestière bois d'oeuvre et construction	Transport des produits par les jeunes (café / giroffiers / bananes) raphia miel
INFRASTRUCTURE	Terrestre	circulation difficile sur sentier	rare pistes accessibles en tracteur
	Fluviale		traversée rivière en pirogue
POPULATION	Densité	inférieure à 5 hab/km ²	autour de 15 hab/km ²
	Ethnie	Bezanzano Betsimisaraka	Betsimisaraka + quelques boutiquiers chinois

DÉMARCHE AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

Andranobolaha / Mahavoky	Avaratra / Marofisokina	Marovoto	Tsaravary Betzisaraina	Ambohimarivo
Adonabe			Brickaville	Tamatave-Vatomandry
plutôt côtier →		Été légèrement moins humide (1300 mm) Hiver humide (1500 mm)	Total 2800 mm	Précipitations plutôt nocturnes
Relief plus ou moins rajeuni	Cuvette de décantation	Plaine d'inondation	Lit apparent, encadré par deux bourrelets de berges	Dunes et cordons littoraux
Rivières larges aux cours lents, entrecoupées de rapides 15 à 30 % de bas-fonds	Plaines plus ou moins marécageuses	Rivières larges 60 % de bas-fonds	Plaine plus ou moins marécageuse	Lagune et canal 5 % de bas-fonds
Ferralitiques rajeunis d'érosion	Alluviaux hydromorphes	Alluviaux limoneux	Alluviaux hydromorphes	Sableux (podzols)
Savoka à bambou et ravenal Prairie à Aristide Bas-fonds (pandanus, viha)	Arbres de marais (niaouli), roseaux, sphaigues, drosera	Grands arbres cultivés Arbres à pain, cocotiers, caféiers	Grands arbres cultivés	Niaouli, pandanus, viha, roseaux, sphaigues, drosera
③ - Basses collines (20 %)	② - Plainnes alluviales (5 %)		① - Dunes côtières (10 %)	
Jachère courte		Agriculture sédentarisée		
tavy rare (riz / maïs / manioc) ou sur marais après brûlis riz riziculture inondée peu maîtrisée café uniquement sur jardin de case	brûlis de marais	terrasse alluviales et jardins fruitiers (café / orangers / girofliers / bananiers / letchis) et associations pluviales (riz / maïs / manioc) rizières assez bien maîtrisées (maraîchage péri-urbain)	brûlis de marais	pas de tavy vergers fruitiers restreints associations de culture manioc / riz forêt naturelle de marais exploitée
20 km		5 km		10 km
Emplois dans les mines de graphite	Commerce des produits à destination de la ville		Emplois en ville (usines, port, pêche mines de graphite) bois de construction bois de feu, charbon	
raphia	bois de feu	vannerie		
charbon de bois				
pistes carrossables / gués camion 4 x 4 si existence de mine	routes asphaltées / ponts sur Tananarive		ville : Brickaville / Tamatave	pistes côtières, traversée par bac
tronçons de rivières navigables : radeaux / pirogues / chalands			Canal des Pangalanes / barge	
	jusqu'à 70 hab/km ²		quelques commerçants	autour de 15 hab/km ²
	nombreux migrants - Antanmoirona / Betsiko / Antondroy		indiens en ville	Betsimisaraka

permet, par l'observation et les entretiens, de mieux comprendre ce qu'a voulu dire l'auteur de l'étude. Il faut rentabiliser les déplacements entre les lieux d'étude pour tenter de comprendre et visualiser les différences entre ces divers lieux. Lors de ces déplacements ou transects, l'usage de la jumelle et de la carte facilite l'observation du paysage.

Les différents exemples de transects proposés dans ce livre ont ainsi été réalisés lors de déplacements en moto et à pied (Haïti, Indonésie), en voiture et à pied (Madagascar), et même... en avion et hélicoptère dans le cas très particulier du Mozambique, en raison de l'insécurité. Il est facile de profiter des fréquents arrêts pour se faire expliquer un certain nombre de points par les passants et, si besoin est, de rendre visite à « ceux qui savent ». Les déplacements à pied, lorsque la dimension de la zone d'analyse le permet, constituent la méthode idéale car ils permettent de nombreuses rencontres. Mais ils prennent beaucoup de temps, aussi ils doivent avoir été soigneusement sélectionnés et préparés.

Quoi qu'il en soit, il faut combiner ces déplacements à pied avec les trajets effectués le long des infrastructures (de la route goudronnée au sentier). Il convient alors de se souvenir qu'on empruntera à peu près les mêmes chemins lors de la réalisation des actions.

Le milieu « naturel »

Les éléments d'information proviennent généralement d'analyses cartographiques ou encore de photographies aériennes ou d'imagerie-satellite. Ils sont complétés par un travail sur des échantillons de terrain choisis par déduction et par des entretiens. Certaines informations cartographiques (morphologie, sols, végétation) peuvent être vérifiées sur le terrain, d'autres, comme le climat, exigent des observations de longue durée.

– Le climat

Il constitue le point de départ du raisonnement agro-écologique. En effet, c'est la combinaison du climat avec le substrat géologique qui a engendré et engendre les autres données écologiques (sols, hydrologie, végétation etc.) [cf encadré 2, page 39]. À ce stade, il s'agit seulement de repérer les saisons et leur variation d'intensité le long du ou des transects. Nous avons cependant trouvé des bilans hydriques et des indications suffisantes sur la longueur du cycle de végétation dans presque tous les pays où nous avons travaillé, surtout à Madagascar et à Lombok (Indonésie).

Encadré 2**EXEMPLES D'INFORMATIONS SUR LA PLUVIOMÉTRIE**

À l'exception du Kenya et de l'Afrique de l'Ouest, la plupart de nos observations ont été faites dans des pays insulaires (Haïti, Lombok, Madagascar, Vanuatu) ou fortement marqués par l'influence maritime (Mozambique). La pluviométrie décroît de la mer vers la terre, mais elle augmente avec l'altitude sur les versants au vent (Mozambique), tandis que les versants sous le vent sont l'objet de foehn ou « ombre de pluie » (*rainshadow*) (Péninsule Sud d'Haïti, Vanuatu, Lombok). À Vanuatu et Madagascar (côte Est), les excès de pluies sont à craindre tout au long de l'année, tandis que la sécheresse sévit durant de longues périodes dans les autres pays.

– La morphologie

Donnée décisive pour un agronome. En plus de la pluviométrie, le sol, l'hydrologie, la végétation et les potentialités de culture sont très fortement liés aux unités morphologiques, comme le montre le travail de l'ORSTOM à Madagascar. Il n'est pas nécessaire de faire intervenir explicitement les données géologiques. Y. Cabidoche (INRA-Guadeloupe) a montré sur la péninsule sud d'Haïti que les unités morphologiques constituent une véritable grille de lecture de la géologie et du paysage (Pillot D. et al, 1993). Cette grille de lecture est largement suffisante pour un travail de développement.

– L'hydrologie

Elle est la conséquence directe de l'action du climat sur la morphologie. Elle se lit donc de façon parallèle à celle-ci. Les bassins versants sont les bonnes unités d'analyse. Ils constituent souvent les voies de pénétration (Vanuatu, Madagascar et bassin du Zambèze au Mozambique) alors que les plaines alluviales représentent les principales zones de colonisation... Il est préférable de commencer par l'amont et de descendre vers l'aval (cf encadré 3, page 40).

– Les sols

Il s'agit de tirer les éléments d'information et d'analyse essentiels des études pédologiques et de classer les sols selon leur comportement agronomique

Encadré 3

EXEMPLES D'INFORMATIONS SUR LA MORPHOLOGIE

En Haïti, il est possible de repérer les résurgences au pied des reliefs karstiques (zone d'infiltration) au contact de la zone basaltique, parfois jusqu'au niveau de la mer. À Madagascar, on peut repérer toutes les failles parallèles à la grande falaise orientale grâce aux rivières qui les suivent et infléchissent brusquement leur cours pour reprendre la ligne de la pente la plus forte vers la mer. Sur les îles volcaniques du Vanuatu et de Lombok, on observe une très forte infiltration dans les cendres plus ou moins récentes avec une nappe phréatique importante sur les plaines au niveau de la mer. Sur ces îles, comme en Haïti et au Mozambique, des petits périmètres irrigués parfois minuscules (« tarotières » de l'île de Pentecôte au Vanuatu) ont été aménagés. Ils captent l'eau des résurgences à mi-pente.

Les zones pentues au substrat imperméable (comme les basaltes d'Haïti) sont les plus sensibles à l'érosion. De façon générale, les bas-fonds sont plus nombreux à proximité de la mer mais la capacité de drainage diminue d'autant. La forme de la côte (récif ou cordon littoral) est souvent liée à la morphologie du terrain et des rivières : cours rapide pour les côtes rocheuses, cours très sinueux et présence de lagunes pour les côtes à cordons littoraux.

global. L'analyse détaillée de leur composition est secondaire à ce stade. Les agriculteurs possèdent en général une nomenclature précise de leurs sols. Ils en connaissent les comportements et savent les décrire. Malgré les différences de substrat géologique, on retrouve souvent des similarités entre sols situés dans les régions différentes, mais dans une même position morphologique. On observe ainsi, dès que le climat et l'infiltration la rendent possible, une ferralitisation poussée sur les plateaux.

On retrouve aussi ce type de phénomène, au sens large du terme, sur les calcaires récifaux en Haïti. On remarque très souvent la présence de vertisols dans les bas-fonds, parfois jusqu'au niveau de la mer sur les côtes à récifs de corail (Lombok). Ils sont relayés par les sols tourbeux des marécages sur les côtes à cordon littoral et sur les dunes continentales (Mozambique et Madagas-

car). On observe également régulièrement des alluvions plus ou moins récentes sur les cours inférieurs des rivières.

– La végétation

Il est souvent difficile de parler de la végétation naturelle. Ici commencent les relations complexes entre les hommes et le milieu naturel. On peut les analyser par exemple à travers les jachères dégradées et l'introduction de plantes pérennes (cf encadré 4). Il est néanmoins utile de trouver quelques « points de repère » de la végétation naturelle et de son évolution.

Encadré 4

VÉGÉTATION : HISTOIRE DES HOMMES ET DE LEUR MILIEU

Dans les pays surpeuplés comme Haïti et Lombok, la végétation ne subsiste à l'état « naturel » que dans les coins reculés ou interdits (préservation des « forêts de pluies » à Madagascar, Lombok et Pic Macaya en Haïti), ou bien sur les sols ingrats à la végétation xérophyte, dans les zones salines ou dans les zones de mangrove. La forêt est rarement secondaire, encore moins primaire à cause de la culture itinérante et de la pression démographique. Ces zones ont vu se développer une flore particulière. Elle est souvent composée de graminées dans les derniers stades de dégradation (exemple de Madagascar « savokas » à raphia, ravenale « puis » aristide).

On peut en dire autant des zones de forêt ouverte et de savanes arbustives (Kenya et Sud du Mozambique). Le cas du Mozambique est différent car la densité de population est faible et celle-ci est fortement concentrée dans les zones « sûres » depuis plus d'une dizaine d'années. Dans tous les pays où nous avons travaillé, les paysans ont opéré une sélection d'arbres fruitiers et forestiers locaux dans les zones fertiles de colluvions de bas de pentes et de terrasses alluviales. Des arbustes importés comme les caféiers ou les girofliers sont venus s'y ajouter. En Haïti et à Lombok, malgré une forte pression démographique, on observe encore une diversité importante d'espèces d'arbres. Seul le Vanuatu, peu peuplé, échappe à ces généralités mais les zones côtières sont couvertes de cocotiers (derrière les filaos de bord de mer) avec, en association, du café ou du cacao et une sélection d'arbres fruitiers.

Le peuplement

L'environnement agro-écologique est le résultat du peuplement, décrit dans les documents historiques et résumé par des cartes et des recensements.

– La population, sa composition sociale, sa densité

Le peuplement n'est pas le fait du hasard. Il dépend la plupart du temps de « raisons agro-écologiques » bien précises. Il faut essayer de comprendre l'histoire des colonisations pour situer les terres qui ont pu faire l'objet de titres de propriété et étudier qui les occupent, légalement et illégalement (cf encadré 5, pages 43 et 44). Le marché foncier est généralement concentré autour des villes et sur les plaines les plus fertiles. Outre les documents bibliographiques sur le sujet, les services cadastraux possèdent des informations qui permettent de faire une analyse cartographique et historique de ces évolutions. La situation foncière varie très souvent d'un pays à l'autre et d'une zone à l'autre.

La densité de la population rurale est souvent liée à la fertilité des terres, leur fertilité actuelle et non « potentielle » comme les terres de forêt à défricher ou, à l'inverse, les terres très dégradées. Les grandes plantations du Mozambique font exception à cette règle. Mais ces grandes accumulations foncières sont cependant entourées de groupes de migrants journaliers ou de salariés permanents. Les zones les moins peuplées sont souvent les plus reculées.

La proportion d'hommes et de femmes est un bon indicateur des migrations potentielles, généralement masculines. Schématiquement, on peut dire que dans les « bassins d'emplois », les hommes sont plus nombreux tandis que, dans les zones plus déshéritées, les femmes sont majoritaires. Cette règle doit être appliquée avec précaution. Ainsi par exemple, dans le sud du Mozambique, la migration masculine en Afrique du Sud est une tradition, presque une initiation pour les jeunes. Ce sont les femmes qui, en plus du travail sur leur propre exploitation, cherchent des emplois dans les zones irriguées. De même, en Haïti, les femmes sont très impliquées dans les activités commerciales, et donc dans les zones à forte activité.

– Les infrastructures

Cet élément d'analyse permet à l'intervenant de relativiser ses observations. Les déplacements et le travail de l'observateur dépendent étroitement des infrastructures, routes et services publics, entre autres. Il est très important d'étudier et de décrire les relations entre le réseau d'infrastructures et les différents éléments qui composent le système agraire et les systèmes de production, comme les opportunités d'emploi par exemple. Il s'agit d'« éviter les

Encadré 5**COLONISATION ET MOUVEMENTS DE POPULATION**

La colonisation européenne a provoqué des changements majeurs dans les dynamiques de peuplement. Elle a gommé les mouvements et déplacements antérieurs de population : Balinais à Lombok, Zoulous au Mozambique, marchands arabes et indiens sur la côte de l'Afrique de l'Est et Madagascar... Ces mouvements persistent cependant et reparaissent régulièrement, parfois sous forme d'événements dramatiques (comme les violentes réactions contre les Chinois à Lombok et contre les Indiens à Madagascar).

Les colons européens ont suivi les voies naturelles de pénétration, comme la mer et les rivières, à la recherche des meilleures terres pour les cultures d'exportation. Ils ont asservi ou rejeté les populations indigènes sur les terres plus arides. La colonisation a entraîné des mouvements importants de population, soit forcés (l'esclavage en Haïti par exemple) soit volontaires comme ce fut le cas pour les migrants pauvres venant d'autres zones : la côte Est de Madagascar a ainsi vu affluer des migrants originaires du plateau ou du sud. Des émigrants venus d'autres pays ont été attirés par l'ouverture de nouvelles possibilités commerciales : Libanais en Haïti, Asiatiques au Vanuatu, Arabes, Indiens et Chinois à Lombok, au Mozambique et à Madagascar.

Les colons se sont appropriés la plupart des plaines alluviales, surtout celles où l'irrigation était possible pour les cultures de canne, d'indigo, etc. Ils ont aussi accaparé les zones à l'agro-écologie favorable pour les cultures de rente comme les plateaux et pentes humides (café, cacao), les zones côtières (cocotiers de Vanuatu), les collines sèches pour le coton (Haïti, Nord Mozambique). Les populations indigènes ont été enrôlées de force par le système du travail forcé pour cultiver certaines cultures de rente, le coton au Mozambique par exemple.

Les systèmes de culture s'en sont trouvés profondément modifiés : la concurrence entre le maïs et le coton a imposé l'introduction du manioc dans le Nord du Mozambique. Celui-ci n'est cultivable que sur des terres légères, laissant les terres plus riches au coton. Aux

indépendances, de façon quasi-générale, le départ des colons a provoqué un effondrement de ces cultures forcées et celui des grandes plantations. Parfois, les colons ont tenté de négocier la passation plus ou moins temporaire de leurs terres avec des métis, familialement proches. Dans d'autres cas, les colons ont distribué des parcelles de leurs terres à leurs employés en guise d'arriérés de salaires.

Le départ des petits colons portugais du Mozambique, qui s'étaient installés dans les années 30, constitue un cas extrême. En effet, ils ont saboté leur moyen de production avant de partir. L'État a souvent essayé de maintenir les appareils de production en place pour les exploiter rationnellement : terres de l'État et « caporalisme agraire » en Haïti, fermes d'État au Mozambique, tentatives de l'État du Vanuatu de faire racheter les « améliorations foncières » des anciens colons par les chefs coutumiers. Ces tentatives ont échoué en Haïti. Au Mozambique, l'État a dû démanteler les fermes d'État au profit des petits agriculteurs ou les revendre à des multinationales. Au Vanuatu, depuis l'indépendance, il y a dix ans, les choses ont peu progressé.

En fait, les passations privées ont réussi seulement dans les lieux facilement accessibles et donc contrôlables, tandis que, légalement ou illégalement, le reste des propriétés coloniales est retourné à la petite agriculture. Certaines cultures ont assez bien supporté la désorganisation provoquée par le départ des colons : c'est le cas par exemple du café en Haïti et à Madagascar, du coton et du cajou au Mozambique, ou du cocotier au Vanuatu. Par contre, d'autres cultures qui exigeaient des techniques, un appareil de production et donc un investissement plus important, ont moins bien supporté ces bouleversements. C'est le cas de la canne à sucre, par exemple.

biais » dus à la route mais surtout de s'en servir comme un élément d'explication du fonctionnement du système agraire. On peut concrètement observer les différentes infrastructures d'un centre régional et des zones plus reculées en logeant tour à tour dans un petit hôtel régional, puis dans une maison paysanne que l'on atteint après plusieurs heures de route goudronnée, de pistes et enfin de sentiers pédestres. L'examen du réseau d'infrastructures d'une région est riche d'enseignement. Il est révélateur de l'histoire du peuplement puisqu'il en

est issu et l'a accompagnée. Dans les pays que nous avons étudiés, ce réseau dispose d'un cœur et s'étend ensuite en réseau étoilé vers les zones les plus reculées. Dans certains cas, l'attrait de la capitale et les facilités pour y parvenir sont tels que le centre régional peut être court-circuité. C'est le cas en Haïti, par exemple, depuis l'occupation américaine.

En général, les pistes datent de la colonisation. Elles ont parfois été plus ou moins refaites, souvent pour des raisons stratégiques (Haïti, Vanuatu, Mozambique) ou de production comme à Lombok où le gouvernement indonésien a beaucoup investi pour asphalté les pistes coloniales, les revenus pétroliers rendant possible cet investissement. Lombok mis à part, le réseau est très peu développé et diminue dès que l'on s'éloigne de la côte. Les chemins muletiers ou pédestres et les rivières deviennent les seules voies de pénétration.

La présence d'autres infrastructures comme les centres de soins, les écoles, les services de développement rural, les projets de développement, dépend directement de leur facilité d'accès à partir du centre régional. Seules les missions s'installent parfois hors de ces réseaux, qu'elles rejoignent en créant leur propre réseau. Les exploitations minières constituent un cas un peu particulier. Elles ne se situent pas forcément dans les zones favorables à l'agriculture. Elles ont souvent dû construire et entretenir leur propre réseau de pistes pour évacuer leurs produits.

L'étude de l'emplacement et de la taille des marchés en fonction des voies de communication renseigne sur l'importance des différents flux de produits entre les régions. On peut en profiter pour obtenir des informations sur les prix (cf paragraphe sur les réseaux de commercialisation page 54). On peut aussi essayer de mesurer l'importance relative des trafics qui empruntent ces différentes voies. On trouve ces informations principalement auprès des services publics de voirie ou leur équivalent, ou auprès des réseaux d'exportation des principales cultures de rente. Par exemple, sur la côte Est de Madagascar, les services de l'agriculture répertorient les tonnages approximatifs du café exporté et transmettent une partie de ces informations au service du génie rural.

Il importe d'estimer les zones d'influence des différents intervenants pour relativiser la portée des informations qu'ils fournissent.

– Les opportunités d'emplois extra-agricoles

Les opportunités d'emplois conditionnent le maintien de la population rurale sur place. Les zones qui en sont dépourvues voient se développer des migrations saisonnières (Haïti). Les migrations à plus long terme demandent souvent plus de moyens (Afrique du Sud, Haïti, Lombok) et les migrants viennent alors plutôt des zones assez favorisées. Mis à part le cas du gouvernement indonésien qui

organise des migrations définitives à partir de Lombok sur Sumatra ou Bornéo, il est difficile de distinguer a priori les migrations temporaires des départs définitifs. Les décisions ou les possibilités de rester ou de s'en retourner sont très variables. Il n'est guère possible au migrant de les prévoir, a fortiori pour l'intervenant.

On peut distinguer deux types d'activités extra-agricoles : d'un côté, les activités de cueillette, de pêche et d'artisanat ; de l'autre, les emplois salariés, en général plus rémunérateurs car plus réguliers. Il est utile, si possible, de classer les activités extra-agricoles selon les revenus qu'elles procurent. Il faut prendre garde à ce que la même activité ne génère pas toujours le même revenu. Par exemple le patron-pêcheur et le marin occasionnel ne gagnent pas la même chose, bien qu'ils soient tous les deux en même temps agriculteurs dans leur famille. Il faut repérer les activités qui complètent bien l'activité agricole et celles qui, au contraire, exigent de faire un choix et sont donc incompatibles avec un travail agricole (cf paragraphe sur les différents types d'exploitants page 56). Le commerce est souvent un puissant facteur d'accumulation dans l'agriculture : en Haïti par exemple, les « madame Sarah » sont toutes des femmes d'agriculteurs ; à Madagascar, les « Chinois » réinvestissent dans l'agriculture le revenu de leur commerce.

Comprendre et prévoir les dynamismes du système agraire

Les systèmes de production en évolution

- État actuel

À partir de ces différents éléments d'information, on peut établir un zonage approximatif de l'espace. Il s'agit de distinguer les différents lieux où l'environnement global des exploitations peut être à première vue considéré comme homogène. Ce zonage peut être porté sur des cartes-plans et sur la partie médiane des transects. À partir des études ponctuelles existant sur les systèmes de production et des visites détaillées de terrain, on peut extrapoler pour imaginer ce que serait l'exploitation moyenne type du système de production dans cette zone. Le tableau 3a (pages 48 et 49) résume l'analyse des principaux systèmes de production étudiés au Mozambique.

On décrit chaque système selon ses principales caractéristiques, en intégrant toutes les données. On ne distingue pas à ce stade les différentes ressources des agriculteurs, qui sont analysées au paragraphe sur les différents types d'exploitants page 56. Il faut d'abord effectuer cette analyse avant de chercher à

déterminer des pourcentages approximatifs des différentes catégories d'agriculteurs identifiées dans chaque zone. À ce stade, l'essentiel est de comprendre pourquoi il existe des systèmes de production « moyens » différents et de situer cette analyse dans une perspective dynamique de changement.

– Trajectoires

L'analyse du système agraire permet de resituer dans une même dynamique d'ensemble les systèmes de production passés (8), les systèmes de production actuels et ceux qui semblent viables à long terme, compte tenu des évolutions probables. On observe ainsi presque partout une agriculture traditionnelle sur défriche et brûlis, dite itinérante, qui se sédentarise, et où s'intègrent l'agriculture et l'élevage. Ce phénomène est provoqué à la fois par la pression démographique croissante, l'introduction de cultures de rente pérennes et par les possibilités d'émigration temporaire. Ces deux derniers éléments permettent aux jeunes de conquérir une relative autonomie par rapport aux structures traditionnelles. Ils peuvent ainsi épargner plus vite qu'en accumulant du bétail comme c'était traditionnellement le cas, notamment chez les agro-pasteurs. La raréfaction des terres disponibles entraîne un raccourcissement des jachères. Les revenus tirés des cultures de rente et des migrations permettent d'investir, en travail et en technique, dans l'aménagement des terres (les « jardins » haïtiens ou les rizières à Madagascar). Du coup, une agriculture permanente devient possible sur les terres offrant une certaine sécurité foncière.

En parallèle, on observe le développement de la fumure et le remplacement progressif des cultures existantes par des cultures à cycle de plus en plus court : les tubercules font place à des graminées, à des légumineuses, puis au maraîchage dans les ceintures péri-urbaines par exemple. Les autres terres au statut foncier plus imprécis, comme les terres communales ou les terres en indivision, continuent à faire l'objet d'une exploitation de type minier. Elles sont cultivées en culture itinérante, l'élevage s'effectue en liberté, on collecte du bois, du fer et on fabrique du charbon de bois. Mais ce type de pratiques n'est plus compensé par de longues périodes de repos comme autrefois. Aussi, les terres se dégradent progressivement et on assiste à la fois à un phénomène de déforestation et d'érosion. Cette « grande tendance » très générale sert seulement de principe directeur. Elle aide à analyser le dynamisme du système agraire à travers les traces observables sur les systèmes de production diversifiés. Elle permet de mieux comprendre l'importance relative des différents facteurs mentionnés, démographiques notamment.

(8) On peut les analyser en étudiant les traces des différents systèmes de production comme des témoins de la dynamique même du système agraire.

Tableau 3a : Systèmes de production au Mozambique

% de la surface	Essai de classification des principaux systèmes de production	Description sommaire des systèmes de culture et de l'élevage	Contraintes d'environnement	
			Techniques	Sociologiques
I 29 %	Haut plateau d'altitude : migration masculine vers les plantations et mines en Tanzanie, Malawi, Zambie et Zimbabwe (culture permanente)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 maïs / 2-3 haricot patate douce, pomme de terre, manioc / sorgho, coton, agrumes, forsterites - bovins, quelques animaux de trait 	<ul style="list-style-type: none"> - une principale saison de culture due aux basses températures, stockage dû à une pluviométrie élevée - distance à l'eau - érosion potentielle sur les pentes 	<ul style="list-style-type: none"> - pression de population assez élevée - accès aux intrants et marchés
II 29 %	Zones sèches d'altitude : (Nord et Centre) migration masculine vers les plantations + agriculture permanente	<ul style="list-style-type: none"> - haute terre : manioc, sorgho, niébé, pois d'Angola, autres pois, arachide, 2 maïs / coton - basse terre : maïs, riz, patate douce, mafura, cajou - moutons, chèvres 	<ul style="list-style-type: none"> - faible pluviométrie - sols sableux pauvres - faible contrôle de l'eau - érosion potentielle sur les pentes 	<ul style="list-style-type: none"> - distance de la maison aux champs accrue par la guerre - longueur du transport du manioc
III 1 %	Zones vertes : ceintures maraîchères autour des villes, petits métiers en ville + agriculture permanente	<ul style="list-style-type: none"> - haute terre : culture variable selon localisation - terres irriguées : 1 riz - maïs / haricot ou 1 riz - légumes (choux, laitues, tomates, etc.) - bananes, pawjaw, agrumes - petit élevage (canard, lapins, cochons, volailles) 	<ul style="list-style-type: none"> - problème de drainage (salinité sur la côte) - contrôle de la matière organique 	<ul style="list-style-type: none"> - pression de population importante - invasion du bétail des « affectados » et « deslocados » - accès aux intrants

<p>IV 4 %</p>	<p>Périmètres irrigués : travail masculin dans les plantations + agriculture permanente</p>	<p>riz-riz ou riz-maïs / haricot ou maïs / niébé - maïs / haricot patate douce, légumes de contre-saison, ail, piment, to- mate, canne à sucre, banane, agrumes, animaux de trait</p>	<p>- problème de drainage - salinité - contrôle de la matière organique</p>	<p>- densité de population élevée - accès difficile aux intrants et marché - invasion du bétail des « af- fectados » et « deslocados »</p>
<p>V 25 %</p>	<p>Agropastoralisme (Sud) : migration masculine vers l'Afrique du Sud + apicul- ture, charbon de bois, bois de feu + pastoralisme et agriculture itinérants</p>	<p>- haute terre : maïs / niébé / manioc / arachide, ou sorgho / mil / niébé 2 maïs / niébé / haricot - mafura, cajou - bovin / ovin / caprin animaux de trait</p>	<p>- pluviométrie faible et irrégulière - sols sableux pauvres ou trop lourds - manque de fourrage pour animaux de trait en saison sèche - surpâturage autour des points d'eau - pauvre qualité des semen- ces de maïs et arachides - manque de semences de sorgho</p>	<p>- banditisme sur le bétail - longs trajets journaliers entre l'habitation et les champs et pâture - risques de voir soustraire le long des rivières accaparé par des privés avec tracteur et pompe</p>
<p>VI 12 %</p>	<p>Zone côtière : travail masculin sur plantation + pêche + agriculture suivie et itinérante</p>	<p>- haute terre : manioc / sorgho / mil / ara- chide, ou sorgho / mil / niébé - basse terre : 2 maïs / niébé / haricot - mafura, cajou - bovin / ovin / caprin animaux de trait</p>	<p>- sols sableux pauvres - terres lourdes de bas-fonds - problèmes de séchage du poisson et culture due à une pluviométrie relativement importante</p>	<p>- assez forte densité de population</p>

Tableau 3b : Possibilités d'amélioration des systèmes de production au Mozambique

% de la surface	Essai de classification des principaux systèmes de production	Amélioration potentielle au travers de...		Systèmes de production potentiels (culture et technique)
		Petite irrigation, drainage, collecte d'eau de pluie, DRS	Petites infrastructures de support aux activités domestiques et de production	
I 29 %	Haut plateau d'altitude : migration masculine vers les plantations et mines en Tanzanie, Malawi, Zambie et Zimbabwe (culture permanente)	<ul style="list-style-type: none"> - impluvium - aire cimentée pour la collecte des eaux de pluie et le séchage des cultures - DRS (fourrage, fruitiers et forestiers), fumure animale 	<ul style="list-style-type: none"> - seaux, silos, fûts pour stockage du maïs - moulins manuels pour le maïs 	<ul style="list-style-type: none"> - sécuriser culture haricots - accroître rendements du marché et possibilité d'introduire de nouvelles variétés - production maraîchère - greffage d'agrumes
II 29 %	Zones sèches d'altitude : (Nord et Centre) migration masculine vers les plantations + agriculture permanente	<ul style="list-style-type: none"> - captage de sources - petite irrigation et drainage pour les bas-fonds - rampes de paille avec fourrage ou « alley cropping » pour DRS 	<ul style="list-style-type: none"> - moulins manuels et portables pour le manioc - nouvelle technique de cuisson du manioc - paniers - apiculture - promotion de petits crédits mutuels pour réduire la charge en bétail 	<ul style="list-style-type: none"> - accroître la production maïs/riz/haricot et fruitiers - planter des haies fourragères sur les terres hautes pour le bétail et la fixation de l'azote dans les sols - canne à sucre ds bas-fonds - jachère à <i>Leucaena</i> - avec gestion des parcs
III 1 %	Zones vertes : ceintures maraîchères autour des villes, petits métiers en ville + agriculture permanente	<ul style="list-style-type: none"> - petits systèmes de drainage et de stockage des eaux - protection des canaux (clôture) - organisation pour la gestion de l'eau - fumure organique 	<ul style="list-style-type: none"> - petit élevage (canards, lapins, volailles, porcs) - petite agro-industrie pour les fruits et légumes et les produits animaux - petite industrie pour le marché urbain (tissage, sculpture, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> intensification : - avec des variétés améliorées à cycle court de légumes et riz/maïs - avec petit élevage et production laitière pour le marché

<p>IV 4 %</p>	<p>Périmètres irrigués : travail masculin dans les plantations + agriculture permanente</p>	<ul style="list-style-type: none"> - petit drainage (billonage, etc.) - protection des canaux - plantation de légumineuses arbustives - fumure - culture en relais (soja) - culture fourragère et mulch 	<ul style="list-style-type: none"> - moulins mécaniques pour le maïs et décortiqueur à riz - aire de séchage - développement du petit élevage (canards et lapins) 	<ul style="list-style-type: none"> - double culture du riz ou maïs - développement de la production de légumes - production laitière - greffage des agrumes
<p>V 25 %</p>	<p>Agropastoralisme (Sud) : migration masculine vers l' Afrique du Sud + apiculture, charbon de bois, bois de feu + pastoralisme et agriculture itinérants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - cimentage de bas-fonds comme point d'eau - fosses pour détiage - fourrage résistant à la salinité dans les bas-fonds - petite irrigation - reforestation avec <i>Leucaena / eucalyptus</i>, avec uniquement des personnes s'installant dans le long terme - utilisation de fumier sur les jardins 	<ul style="list-style-type: none"> - promotion de petits crédits mutuels, pour réduire la charge en bétail - apiculture et conditionne- ment de miel et de cire 	<ul style="list-style-type: none"> - accroître la production sur les jardins - gestion des pâturages et des brousses - association avec gestion des parcs naturels et ranchs
<p>VI 12 %</p>	<p>Zone côtière : travail masculin pour plantation + pêche + agriculture suivie et itinérante</p>	<ul style="list-style-type: none"> - puits - aire de collecte des eaux de pluies et de séchage - fumure organique sur les jardins 	<ul style="list-style-type: none"> - aire de séchage pour les fruits - presse à main pour l'huile 	<ul style="list-style-type: none"> - accroître la production fruitière - greffage des agrumes - replantation d'anacardiers - améliorer la transforma- tion de l'arachide

– Évolution souhaitable

L'essentiel est ensuite de prolonger cette hypothèse de fonctionnement et d'évolution du système agricole par une hypothèse sur son avenir possible si un certain nombre d'interventions est réalisé. Les tableaux 3b au Mozambique (pages 50 et 51) et 4 en Haïti (page 53) représentent cette projection dans le temps et les moyens d'y parvenir. On peut représenter le même phénomène plus classiquement en parlant de contraintes à lever pour parvenir à un développement viable à partir des dynamismes existants. Mais, très souvent, on ignore ces dynamismes et on retient seulement les contraintes dont on dresse une liste en termes négatifs comme « le manque de crédit, la pauvreté des sols, la faible pluviométrie, le manque de terre, de bétail, de *cash*, etc. ». Avec ce type de liste, on n'est en fait guère plus avancé car on ne sait pas par où commencer les interventions. Celles-ci se limitent alors à une suite de propositions du type « octroi de crédit, fertilisation, irrigation etc. », sans relation avec les dynamismes existants.

Ce genre d'analyse sous forme de listing de carences pose problème. Il repose sur l'hypothèse implicite que les systèmes agricoles des pays en développement évoluent vers une agriculture utilisant davantage de capital, comme dans les pays européens. Cette hypothèse est posée comme une certitude ou un but à atteindre. Elle oublie que notre révolution agricole s'est déroulée sur plusieurs siècles et dans des contextes très précis. Notre approche repose au contraire sur la formulation d'hypothèses d'évolution probable des systèmes agricoles, hypothèses qu'il faut remettre régulièrement en question. Cette approche est nettement moins ambitieuse que l'approche classique caricaturée ci-dessus. Elle se démarque aussi de l'immobilisme de certains spécialistes qui refusent de formuler des hypothèses d'intervention avant d'avoir effectué les approfondissements nécessaires (là encore, nous caricaturons leur position). Il nous semble possible d'adopter une démarche où l'on puisse continuer à approfondir l'analyse tout en avançant dans la définition d'hypothèses d'intervention.

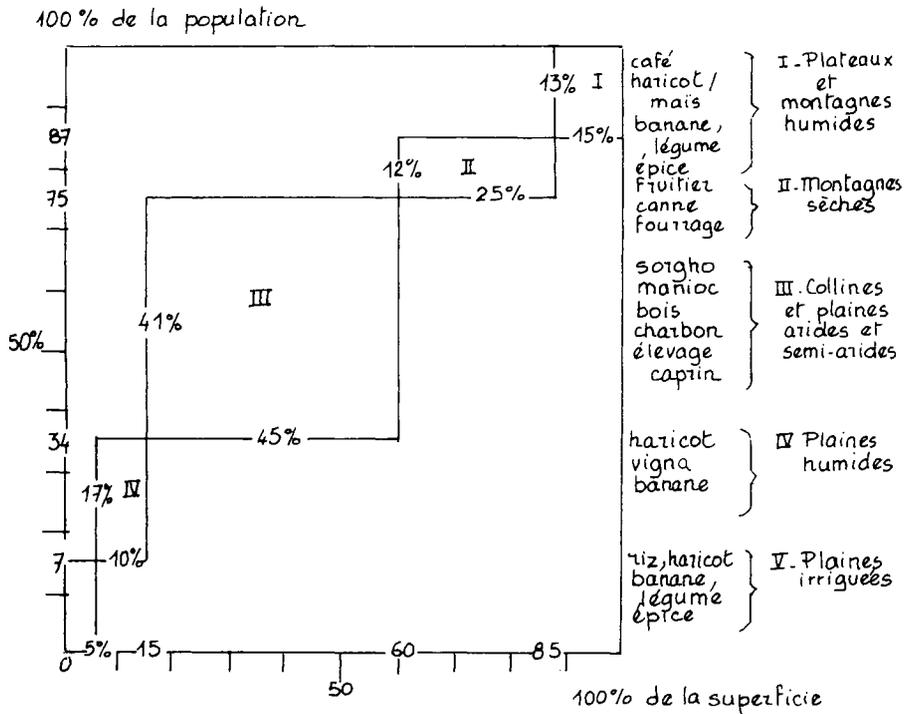
– Représentativité

Il importe de mesurer schématiquement l'ampleur des phénomènes observés à l'aide des données chiffrées existantes. La figure 5 (page 54) essaie de quantifier approximativement l'importance relative des différents systèmes observés en Haïti. Elle met en rapport les pourcentages de superficie occupée avec les segments de la population exploitant un système de production donné, rapport visualisé par les superficies des rectangles. C'est en fait la seule approche autorisée quand on dispose de données très approximatives.

Tableau 4 : Possibilités d'évolution des systèmes de production en Haïti

Étage agro-écologique	Conservation de l'eau et des sols	Techniques culturales	Devenir système de production à terme
Hauts plateaux	Citernes, impluviums, puits, trous de sable	Stockage des grains avec <i>boquits</i> , <i>drums</i> , pépinières maraîchères et outils pour le transport du fumier, maraîchage, greffage et surgreffage.	Café par voie humide, maïs-haricot intensif, variétés améliorées (cycle court) élevage bovin/porcin, fertilisant org. min., maraîchage alt., arboriculture fruitière (citrus, avocat...).
Plateaux et montagnes humides	- compost, engrais vert - murs secs avec fourrage/aval, citrus/amont - corbeilles + citrus		Arboriculture (haies) forestière, fruitière, culture des plantes à essences selon les régions, polyculture vivrière.
Terres tuffs d'altitude moyenne	Captages de sources - canaux de contours avec précaution - barrières végétales (sisal, vétiver, fourrage) - surveiller le vétiver	Pépinières arbustes et maraîchères, outils adéquats, culture vétiver en bandes alternées	Agriculture (haies) conservacionniste et éventuellement zones marginales de production de plantes à essence de canne à sucre d'arboriculture, élevage caprin, fourrage.
Zones basaltiques chaudes	Captages de sources et profilages de sentiers de tête de mornes - rampes de pailles « améliorées » : compostage + fourrages (vétiver !) et arbustes - ravines	Pépinières arbustes, stockage de grains, surgreffage des manguiers, conservation mangues (sèches ou humides), maraîchage de bas-fonds.	Culture de la canne pour les plus humides (haies), manioc, plantes à essences, arboriculture fruitière et charbon de bois, élevage caprin.
Mornes de basse altitude de calcaires détritiques	Captages de sources souterraines dans ravines sèches - barrières végétales (canne) sur rampes de sorgho - ravines avec canne	Mise en valeur des bas-fonds, râpe à manioc et cassaverie, transformation de la canne, préparation du sisal.	Idem à morne de basse altitude en zone sèche, culture vivrière à haute valeur ajoutée en zone humide et/ou irriguée.
Colluvions de piémont, alluvions fins et grossiers, terrasses coralliennes	Puits, petite irrigation par gravitation et exhaure animale, drainage, culture attelée.	Culture attelée, motorisation éventuelle, remplacement de la canne par du vivrier, aspersion tabac et coton, planage des parcelles et outils spécialisés, riz et maraîchage.	Riziculture avec variété améliorée, maïs/haricot intensif, maraîchage.
Périmètres irrigables ou irrigués	Réhabilitation des périmètres.		

Figure 5 : Zonage agroécologique approximatif



Haiti. D'après IRAM, 1990.

Les réseaux de commercialisation

Les systèmes de production sont inclus dans un réseau d'échanges de produits entre le milieu rural et le milieu urbain, qu'il importe de cerner. L'étude des réseaux de commercialisation et des filières des produits agricoles, des produits de consommation courante et des intrants est menée en parallèle avec l'étude des infrastructures liant la ville à la campagne (cf paragraphe sur le peuplement page 42). Ce travail peut s'effectuer très concrètement en suivant la filière de production, du producteur au consommateur, en passant par les différents intermédiaires, et en relevant toutes les informations utiles, notamment auprès de ces derniers.

On construit alors la « pyramide » du producteur au distributeur et au consommateur. On peut dresser selon les zones les variations de prix des

principaux produits. Le tableau 6 ci-dessous en donne une représentation graphique. Les principaux produits et intrants-clés sont disposés selon les colonnes. La chaîne des intermédiaires du producteur au consommateur apparaît sur les lignes. À l'intersection de chaque colonne et de chaque ligne, on peut porter les principaux prix relevés.

Tableau 6 : Pyramide des échanges pour les principaux produits et intrants

Agents	(i) entrée non produit localement	(ii) sortie non consommé localement	(iii) entrée et sortie	
			vivres	intrants
Importateurs Exportateurs				
Fabricants				
Grossistes				
Commerçants régionaux				
Commerçants locaux				
Artisans				
Paysans				

* PPN : Produits de première nécessité.

On distingue les intrants et les vivres, produits et consommés localement, des autres produits. Ces derniers peuvent :

- ne pas être produits localement et « entrer » dans la région (intrants ou produits de première nécessité) ;
- sortir de la région. C'est le cas, par exemple, de l'artisanat, du bois de feu, du charbon, et de certains intrants agricoles ;
- être vendus après la récolte et achetés en période de soudure, comme c'est le cas pour certains produits vivriers ;
- faire l'objet d'entrée et de sortie, comme certains intrants. On peut ainsi constituer des fiches de prix à partir des différentes colonnes.

Ce tableau se remplit, bien sûr, au fur et à mesure qu'on améliore sa connaissance du milieu. Il ne s'agit pas de collecter d'emblée toutes les données,

mais de les accumuler progressivement, par ordre d'importance pour la compréhension du système agraire. Les informations collectées doivent être directement liées aux besoins de l'intervention : approvisionnement en intrants, possibilité de fabrications artisanales, logistique spécifique de l'intervention...

Les variations saisonnières

Il faut ensuite essayer de cerner de façon synthétique le « comportement » du système agraire en faisant intervenir clairement les évolutions liées au temps. Le tableau 7 (pages 58 et 59) présente un cycle moyen saisonnier pour une région d'Haïti. Il montre et explique les relations qui existent entre les activités agricoles, extra-agricoles, les migrations éventuelles entre différentes zones, les calendriers des soudures, ceci dans le contexte global de la région : climat, prix des vivres et du bétail, événements sociologiques. La continuité des phénomènes horizontaux a été réintroduite sous forme de phrase. Cela rend la lecture du tableau un peu difficile, mais c'est une méthode très utile pour aider à formuler les hypothèses.

Ceci permet de replacer la période d'analyse dans le calendrier général des activités rurales, de compléter et relativiser les observations effectuées dans une période donnée, de même que les entretiens avec les personnes rencontrées. On peut également commencer à se faire une idée des possibilités de calendrier des futures interventions, qui doivent nécessairement être en « phase » avec le calendrier des activités du milieu rural.

Identifier les stratégies des acteurs et les rapports sociaux

Les différents types d'exploitants

– L'« exploitant »

« Ménage agricole », d'« unité d'exploitation », de « production », de « consommation » et d'« habitation », autant de notions très débattues. Cependant, comme il s'agit de comprendre rapidement le fonctionnement du milieu, nous laisserons aux chercheurs le soin de définir l'unité d'analyse pertinente selon les régions étudiées. Si de tels travaux de recherche n'ont pas été menés, nous retiendrons, par souci d'efficacité, la définition suivante du terme « exploitant » : il s'agit de la personne qui se présente comme le « chef de famille » ou le « décideur » et est reconnu comme tel par les pairs. Cet exploitant est l'interlocuteur principal et incontournable de l'intervenant. Il est évident que

ces interlocuteurs seront différents suivant les cas : par exemple, au niveau régional, c'est souvent le mari qui est officiellement le « chef de famille » ; mais tout travail agricole ultérieur de l'intervenant sur les améliorations des systèmes de culture devra être fait avec les femmes. Il se peut qu'au niveau du village, les « jeunes » ou les « femmes » soient reconnus plus ou moins implicitement comme acteurs indépendants, même s'ils habitent avec leurs parents ou leur mari. L'essentiel est de conserver une position souple, non dogmatique. Elle permet d'épouser les méandres imposés par la complexité des processus de décision au sein d'une même « exploitation », même si elle apparaît a priori comme une unité.

– Distinguer des types d'exploitants

Jusqu'ici nous avons considéré pour chaque zone « le » système de production dominant ou « moyen ». Cette analyse ne suffit pas pour entrer de façon active dans le milieu rural. Elle conduit généralement à ignorer les rapports sociaux et économiques entre les exploitants. On risque alors de proposer les mêmes solutions à tous les agriculteurs, quelle que soit leur différence d'objectifs et de ressources.

Or, les stratégies des exploitants agricoles pour mettre en valeur leur environnement dépendent directement de leurs ressources et moyens de production, habitations incluses car leur localisation et leur composition ont un impact direct sur la force de travail. Cet accès aux moyens de production est largement influencé par les règles de transmission héréditaire et par les rapports de production. L'appartenance ethnique, le sexe et l'âge de l'agriculteur sont des éléments déterminants pour pouvoir accumuler et se « libérer » des contraintes sociales qui limitent sa production propre. Il faut étudier les différents types d'agriculteurs et leurs relations pour envisager les types d'actions adéquats.

D'un point de vue méthodologique, le fait de ne pas reconnaître ces différences introduit deux biais. Ainsi, quand on cherche à comprendre un système, il est nécessaire de relativiser les données transmises par des informateurs aux perceptions différentes. À défaut, on risque d'accorder trop d'importance aux informations issues des milieux accessibles, ceux où les informateurs parlent un langage (au sens large du terme) proche de celui de l'intervenant.

Quand on cherche à agir sur ce système, ce type d'approche conduit à ignorer les effets que produit l'intervenant par sa seule présence : l'interviewé a tendance à abonder dans le sens de l'intervenant de façon à préserver l'avenir de ses relations avec lui. Du coup, les possibilités d'action qu'il suggère à son interlocuteur sont biaisées. Le choix et les relations de partenariat, s'en trouvent compromis. La construction d'une typologie obéit donc à des nécessités mé-

Tableau 7 : Calendrier des activités

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI
Climat	Très sec avant le début des pluies, la nappe phréatique se remplit avant la				
Végétation	Sèche	repart	partout,	exhubérante.	Mangues,
Évènement socio	Fin des fêtes	carnaval,	soudure mais	période travaux agricoles,	
Prix des vivres	Bas,	remonte	au plus haut,	commence	à baisser,
Prix du bétail	Redescend,	descend encore,	au plus bas,	commence à remonter,	+
Hauts plateaux	La vie s'y distingue peu de celle des plateaux, mis à part dans la lutte contre le				
Emplois : Agricoles	Bois de feu,	maraîchage surtout,	vivriers ensuite,		le maïs ne
et Extra-agricoles	À part le charbon,		il existe	peu d'opportunités de jobs	
Migration	Vers les mises en cultures pluviales des plateaux.				
Plateaux	Ils se caractérisent par une activité agricole intense et sans relâche,				
Emplois : Agricoles	Graissage des terres, piquage, semis avant		sarclage et récoltes (pois puis		
et Extra-agricoles	Ces travaux nécessitent des emprunts (semences, nourriture)			remboursés aux qui permettent le commerce et	
Migration	On emploie des migrants des zones sèches à cause du manque crucial de main				
Zones sèches					
Emplois : Agricoles	Récolte du sorgho, puis débroussaillage		semis maïs,		avant sorgho,
et Extra-agricoles	et de pois Congo et brulis,		et pois		et arachide.
Migration	Le charbon, le vétiver et le sisal et encore le charbon de bois complètent l'artisanat la chapellerie et la vannerie permettant de faire face à une soudure douloureuse. En zone irriguée puis de plateau pour leurs mises en cultures avant le retour				
Zones irriguées					
Emplois : Agricoles	Après sarclage, haricot, patate, maïs, une fois récoltés, laisseront place au riz, La cueillette des lames et bananes précède la				
et Extra-agricoles	La spécialité est le commerce des primeurs au prix fort			donc la	
Migration	Extra-familiale pour cette contre-saison.			On se reporte sur la zone sèche	

rurales de la région de Jacmel, Haïti

JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
<p>petite sécheresse, et nouveau « printemps », orages et cyclones possibles, dernières pluies avt sécheresse</p> <p>pleine période des fruits, avocat, période des citrus, floraison plantes photopériodiques.</p> <p>retour Congos, fêtes votives, préparation rentrée des classes et départ des Congos, absents pour les fêtes.</p> <p>au plus bas, remonte parfois mais descend en général jusqu'en décembre / janvier.</p> <p>au plus haut, rechute brutalement, au plus bas, enfin remonte pour les fêtes.</p>						
<p>climat, plus rude, entraînant saisons de végétation + longues et temps de stockage supérieur.</p> <p>donne qu'une seule récolte et le petit pois s'étale sur plusieurs mois.</p> <p>à moins de descendre ds lieux + habités, car peu de chances de partir en <i>Zafra</i> ds de bonnes conditions.</p> <p>et ds la plaine pour les cultures de contre-saison en irrigué,</p>						
<p>sauf en fin d'année.</p> <p>maïs). Deuxième saison de cultures et cueillette du café procurent liquidités pour fin de l'année.</p> <p>récoltes les achats de bétail, revendu pr rentrée des classes et deuxième saison récoltée (haricot, maïs) avt Noël.</p> <p>les activités des métiers profitant du retour des Congos, permettent la préparation de joyeuses fêtes.</p> <p>d'oeuvre familiale, de retour de St Domingue avant le départ à la Toussaint pour une saison de <i>Zafra</i>.</p>						
<p>maigre récolte maïs donc ventes massives de bétail pour la deuxième saison plus importante,</p> <p>comme la chaiserie,</p> <p>pour la 2^e saison très importante. Le départ en <i>Zafra</i> est aléatoire, + facile est la migration temporaire.</p>						
<p>irrigué tant bien que mal. Malgré risques de crues importantes, on cure et rétablit canaux pr l'irrigation.</p> <p>récolte sur zones sèches avt 2^e saison pluvieuse puis la nouvelle contre-saison du haricot et de la patate.</p> <p>spéculation en stockant. Cette rente de situation et l'argent qu'elle procure permet achat main d'oeuvre,</p> <p>pour les travaux de saison pluvieuse.</p>						

thodologiques. Elle permet aussi de mieux connaître le milieu et de proposer des thèmes de développement adaptés aux différents groupes socio-économiques.

– Construire une typologie

Concrètement, au cours de cette phase d'identification des acteurs et des stratégies, il faut se situer en tant qu'« observateur-futur acteur » face à l'interviewé, en expliquant ses propres termes de référence et l'origine de sa présence. Il est du coup nécessaire d'avoir une idée claire de son mandat pour l'exposer simplement. De même, il faut s'efforcer de situer l'interviewé dans la typologie hypothétique que l'on construit. Ceci permet de mieux comprendre sa perception du milieu naturel et de l'environnement socio-économique, de cerner sa stratégie et d'envisager des possibilités de partenariat ultérieures. Ce travail implique bien sûr de croiser sans cesse les informations.

Afin de gagner du temps, il ne faut négliger aucune source. À l'occasion des premières visites et des transects, on peut se faire présenter l'informateur, savoir le type d'agriculture qu'il pratique, les moyens dont il dispose et les raisons de sa présence à ce moment. Bref, on peut réaliser une enquête sur son « système de production » et sa stratégie. On examine également le comportement des personnes rencontrées. À Madagascar par exemple, certains cadres du ministère étaient des propriétaires absentéistes, et les agents agricoles, des agriculteurs-migrants ; les guides qui accompagnaient l'observateur au village étaient des jeunes de familles aisées en contact avec la mission catholique ; ceux qui l'accompagnaient au retour et portaient ses bagages étaient des jeunes pauvres et peu émancipés qui auraient préféré travailler sur leur parcelles ou, au moins, profiter du déplacement pour acheminer des bananes.

On peut évidemment compléter ces informations par des analyses plus approfondies de « type d'exploitant », si on en a le temps.

Pour identifier les différents acteurs et partenaires, on dresse ainsi de façon hypothétique et répétée une classification des différents acteurs en fonction de leurs relations à l'intérieur des groupes sociaux et au sein de l'environnement socio-économique identifié. On peut prendre comme hypothèse de départ une typologie élaborée par d'autres personnes dans des contextes proches : par exemple, on peut poser a priori qu'il y a des « petits », des « moyens » et des « gros », et commencer le raisonnement à partir de là. Deux exemples sont donnés à Madagascar et au Mozambique (cf le tableau 8, pages 61, 62 et 63, et le tableau 9, pages 64 et 65). À Madagascar, l'hypothèse de départ se basait sur une typologie élaborée pour des systèmes rizicoles et girofliers indonésiens.

Tableau 8 : Essai de typologie des exploitants agricoles sur la Côte Est de Madagascar

(suite pages 62 et 63)

Catégorie	Statut social	Nombre d'adultes	Enfant scolarisé	Autres enfants	État habitat
I Jeune des zones enclavées	Betsimis. fils sans héritage	Célibataire	Non	Peu probable	Encore chez ses parents
II Jeune des zones peu enclavées	Betsimis. fils sans héritage	Célibataire	Non	Si oui, ne vivent pas avec lui	Encore chez ses parents
III Petit paysan salarié métayer	Betsimis. âge moyen	Couple installé	Non	Oui	Maison en bois traditionnel
IV <i>a.</i> Petit propriétaire <i>b.</i>	Betsimis. âgé (ancien) Migrant âge moyen	Couple installé + Frère cousin	Oui	Oui	Maison de bois + Toit de tôle
V Moyen propriétaire	Migrants ou chinois	Famille étendue	Tous	Sauf si en bas âge	Grande maison avec toit de tôle
VI Propriétaire absentéiste	Migrants chinois	Famille étendue	Tous	Sauf si en bas âge	Grande maison en béton en ville

Tableau 8 : Essai de typologie des exploitants

Catégorie	Terrain avec droit d'accès quasipermanent			Accès temporaire	
	Irrigué	Tavy	Jardins de case / vergers	Horaka	Verger
I Jeune des zones enclavées	Droit traditionnel Familiale	Droit traditionnel Tavy éloigné du village	Caféier/bananier associé en nbre réduit derrière un tavy éloigné du village	Location inconnue Échange de travail	Non
II Jeune des zones peu enclavées	Non, préfère trouver ailleurs	Tavy très éloigné du village	Caféier/bananier en association en nombre très réduit sur terre disponible	Métayer en nature Travail en espèce	Non
III Petit paysan salarié métayer	Inférieur à 0,3 ha	Inférieur à 0,4 ha distance moyenne du village	300 caféiers/bananier/ giroflier/ letchis associés sur jardin de case ou verger pas trop éloigné	Prêté en échange de menus services	Peut « garder » caféier, giroflier
IV <i>a.</i> Petit propriétaire <i>b.</i>	0,3 ha à 1 ha Rarement acheté	Colluvions bas de pente près village 0,4ha à 1,5ha Petite « concession »	Plantat. caféiers, 300 à 1000 parfois pur sur vergers fruitiers, jardins de case. Petites plantations, café, banane, girofle	Non, mais peut « prêter » Cultive terre louée rizière	Non, mais peut « prêter » Cultive terre louée
V Moyen propriétaire	De 1 ha à 4 ha, parfois titrés	Uniquement plantations sur colluvions	Grandes plantations, + de 1000 caféiers (5 ha), letchis, giroflier presque en pur	Non, mais loue en échange de travail ou d'argent	Peut employer des gardiens
VI Propriétaire absentéiste	Parfois plus de 5 ha titrés	Plantations sur concession	Grandes plantations caféiers (10 ha), girofliers en culture pure	Loue en échange d'argent	Emploie gérant

agricoles sur la Côte Est de Madagascar (suite)

Utilisation forêt	Zébus	Poulets Canards	Outils pour agriculture	Utilisation de main d'œuvre	Revenu hors exploitation
Bambou pr radeau, bois de feu charbon	Non	Non	Antsy, angady prêtée	Non	Corvée pour anciens, salariat agricole, cueillette, banane, café
Bois de feu, construction, charbon	En gardiennage	Non	Antsy, angady	Non	Salariat agricole sur concessions, routes, petits emplois urbains, ruraux
Construction	En gardiennage	Oui	Antsy, angady	Entraide, un peu de salariat	Vanneries, emplois peri-urbains agricoles
Bois de construction	Oui, quelques têtes	Oui	Tous outils traditionnels Parfois charrue	Mobilise jeunes contre prêt de terre + Salariés	Famille avec petits emplois urbains + Emploi urbain
Exploitation forestière si possible	Petit troupeau	Oui	Camionnette parfois charrie décortiqueur à riz modifié pour café	Emploie salariés agriculture et transport	Commerce des denrées, boutique de PPN, emplois dans administration
Exploitation forestière si possible	Troupeau donné à garder	Pas intéressé	Camions parfois charrue et décortiqueur à riz, modifié pour café	Emploie un gérant qui s'occupe de l'organisation du travail	Poste élevé administration, business en ville, import-export, usine

Tableau 9 : Essai de typologie des exploitants agricoles au Mozambique

	Estimation de la population en milliers de personnes	Genre	Logement	Accès à de bonnes terres de cultures pluviales ou irriguées	Élevage	Utilisation d'intrants et outils agricoles	Location de main d'oeuvre	Activités extra-agricoles
« Privados » au travers d'intermédiaires ou exploitation directe		Hommes ou femmes	Béton	Plus de 4 ha	Porcs et volailles hors sols	Pompes et tracteurs, semences améliorées, engrais	Oui, clients	Administration, commerce diversifié (dentées, bois et biens de consommation)
Petit agriculteur avec accès à de bonnes terres pluviales ou irriguées	8 000 59 %	Hommes ou femmes âgées ayant accumulé (souvent première épouse)	Béton	0,5 à 4 ha + jardin	Bovin (trait), moutons et chèvres, canards, lapins	Intrants charrettes et dans les zones sans tsé-tsé	Très peu, et entraide	Postes moyens dans l'administration et petit commerce (fruits/légumes, bois de construction)
Petit agriculteur traditionnel sans accès formel à de bonnes terres pluviales ou irriguées		Jeune femme unique ou deuxième épouse	Maison modeste	Moins de 0,5 ha + jardin	Moutons et chèvres, canards, lapins, volailles	Pas ou peu d'intrants hoes, machettes + semences achetées	Seulement travail familial et entraide	Préparation des terres et sarclage, récolte, petit commerce de détail de bois de feu

« Afectados » sans accès à de bonnes terres pluviales ou irriguées	2 900 21 %	Femmes probable- ment jeunes, unique ou deuxième épouse	Traditionnelle	Non, mais terres sèches ou « baixa » + jardin	Peu de bétail, moutons, chèvres, volailles	Houe, machette, semences achetées ou données	Pas besoin	Petits commerces de : - bois de feu - charbon de bois - manioc - maïs - sorgho - roseau
« Deslocados » sans terres	1 700 12 %	Femmes ou hommes	Abri en seko	Jardin	Volailles, canards, lapins	Houes, semences, nouritures données	Pas besoin	Petits métiers sur les terres irriguées, roseaux
Réfugiés à l'étranger (« afectados » ou « deslocados »)	1 100 8 %	Hommes et femmes	Camp	Non	Non	Entièrement assisté	Non	non
TOTAL	13 000 100 %							

Cette hypothèse a été revue à la lumière des typologies plus « économiques » réalisées à partir d'une enquête locale sur la côte Est. Au Mozambique, le raisonnement est parti d'une typologie de la « pauvreté », qui combinait des critères économiques et des éléments liés à la guerre.

– Choix des critères

Ces critères sont de type socio-économique. On peut distinguer de façon arbitraire, d'une part les critères sociaux qui caractérisent plutôt la vie familiale et les processus de décision, et de l'autre les moyens économiques disponibles pour la production. Ces deux types de critères sont évidemment étroitement liés l'un à l'autre. Comme dans le cas des critères utilisés pour construire le transect, on cherche à leur faire exprimer au maximum la diversité des situations des différents groupes d'agriculteurs.

L'analyse verticale et parallèle des critères socio-économiques permet de comprendre progressivement leurs importances relatives. Il faut rester très souple : par exemple, même si l'accès au foncier apparaît à première vue comme le facteur déterminant, il ne faut pas hésiter à reconnaître, après analyse, que l'accès à un revenu extra-agricole est plus important.

– Les critères sociaux

L'origine ethnique et le statut social :

Ces critères permettent d'aborder les processus de décision au sein des unités sociologiques et administratives étudiées. On peut aussi avec ces critères se faire une idée des hiérarchies entre les membres, selon leur âge, leur sexe et leur filiation. Ils donnent davantage de renseignements sur l'unité de décision au sein de la communauté que sur les processus réels de décision au sein de cette unité.

L'importance relative à accorder à l'origine ethnique dépend du degré de « transition » de la société considérée. Ce n'est pas toujours un critère immédiatement pertinent pour la typologie à cause du poids relativement plus important du statut économique. Mais il permet souvent d'expliquer l'origine de ce développement. Ainsi à Lombok la majorité des sans-terre étaient des descendants d'anciens esclaves, mais leurs conditions de vie semblaient moins dramatiques que celles des sans-terre d'origine affranchie. Ce phénomène pouvait s'expliquer par la persistance de relations de clientélisme avec leur ancien patron. L'observation des comportements des gens lors des rencontres et de leurs positions relatives lors des réunions avec l'intervenant, qui occupe lui aussi une position spécifique, permet d'obtenir de nombreuses informations.

La préparation et la tenue d'un repas, les lieux de repos, etc., sont autant d'indicateurs. La place des femmes au sein des communautés et des ménages dans les prises de décision est primordiale. Mais on trouve là un problème typique de relations biaisées entre l'observateur et l'« observé » : au cours d'une visite rapide, un intervenant masculin verra seulement les femmes en train de préparer les repas et ne pourra obtenir une opinion de leur part. Par contre une femme anthropologue pourra passer le plus clair de son temps avec les femmes.

Les caractéristiques de l'exploitation, le nombre d'adultes et d'enfants :

Le premier critère est surtout qualitatif et rend compte de la perception par les communautés des différents acteurs importants pour les décisions. Par contre, le deuxième essaie de rendre compte des processus réels de décision au sein des exploitations, et d'étudier l'importance et la nature du rôle économique de l'acteur ou du groupe d'acteurs (famille). Il permet de s'intéresser aux mouvements entre les générations, de repérer le devenir des vieux, la situation du jeune non marié qui habite encore chez ses parents, la présence ou non d'enfants. Ici encore l'analyse du rôle des femmes est de toute première importance, puisqu'elles coordonnent généralement l'ensemble de l'unité de production autour de celles de consommation et d'habitation.

La scolarisation des enfants :

On essaie de relier la volonté ou la possibilité d'envoyer un enfant à l'école avec le niveau économique de l'exploitant. C'est aussi une façon de mesurer l'importance que la société accorde à la scolarisation et à ses débouchés, c'est-à-dire les possibilités d'appuyer l'exploitation sur un revenu extra-agricole : petits boulots dans l'administration ou envois de fonds des émigrés. Par exemple, il existe une différence fondamentale entre Haïti et Madagascar. Dans le premier pays, la scolarité a explosé en raison de l'émigration. À Madagascar au contraire, l'ajustement structurel obligeant à la compression des personnels de l'administration, le peu d'aide de la scolarisation dans l'émigration intérieure et surtout la baisse dramatique du niveau de vie des familles conduisent à une nette régression de la scolarisation.

L'état de l'habitat :

L'existence de maisons traditionnelles, de toits de tôle et de maisons en ciment a permis d'identifier des grands types d'habitat en Haïti, à Lombok et à Madagascar. Au Mozambique, où la typologie porte surtout sur l'impact de la guerre sur les familles, on peut distinguer les différents cas de réfugiés et autochtones en observant simplement l'habitat : les petits propriétaires au-

tochtones possèdent des toits de tôle ou des maisons en bois, les plus fortunés en possèdent en béton ; les réfugiés utilisent surtout des cannes de roseaux, des débris de boîtes de conserve et des bouts de tôle, etc. Quant aux derniers arrivés, ils se construisent des abris végétaux.

- Les critères économiques : terre, capital, travail

L'accès au foncier, droits temporaires et permanents :

Ce critère est déterminant pour les activités agricoles. Il faut distinguer les droits « traditionnels » du droit colonial « romain » et s'intéresser aux différents principes de transmission, aux interférences et donc, aux domaines de validité respectifs. Les relations entre le statut foncier des terres et l'investissement ou, au contraire, l'exploitation minière, sont très importantes. On peut les étudier en analysant l'aménagement de l'eau ou des plantations d'arbres (cajou, café, arbres fruitiers, etc.), qui peuvent être utilisés comme un moyen d'appropriation, ou sont simplement rendus possibles par la sécurité foncière. Par contre, l'insécurité foncière entraîne très souvent une exploitation de type minier.

L'utilisation des espaces collectifs (forêts, etc.) ou indivis :

Elle permet de se faire une idée du niveau socio-économique des familles : par exemple en Haïti, les « moyens propriétaires » laissent aux petits le charbon de bois et le bois de feu. Ils achètent et vendent du bois d'œuvre sur pied et font garder leurs chèvres sur ces zones sèches en indivision. À Lombok, les paysans sans terre grappillent le bois de feu ainsi que d'autres produits de cueillette et fabriquent du charbon de bois, tandis que les commerçants exploitent le bois de construction.

Le cheptel (bovins, petits ruminants et porcins, volailles) :

La présence de bétail est à peu près partout liée à la capacité d'accumulation. Il faut bien distinguer les situations selon le niveau d'intégration de l'agriculture et selon qu'il existe ou non des animaux de trait. À Madagascar par exemple, les autochtones peuvent posséder des troupeaux importants sans utiliser pour autant la traction animale. Mais ce bétail assure un prestige social à son propriétaire et il fait l'objet de « redistribution » lors de festivités. Ce prestige social se traduit souvent en avantage économique, comme par exemple sous la forme de « corvées » faites par les dépendants. En revanche, les migrants possèdent parfois une seule paire de boeufs qu'ils utilisent pour les travaux rizicoles. Les deux groupes, autochtones et migrants, auront deux stratégies

différentes. Le fait que le bétail soit gardé sous forme de propriété directe ou en « prêt » joue aussi un rôle très important sur les différentes stratégies.

L'accès aux outils et intrants agricoles :

L'« évolution » (au sein de cette typologie) de l'outillage renseigne sur les tendances de la productivité du travail dans le système agraire. Par exemple à Lombok, le passage du petit couteau pour récolter les épis de riz à la faucille indique une amélioration de la maîtrise du développement de l'épi dans la tige, l'épiaison. Celle-ci est rendue possible par l'introduction des pépinières, du repiquage et du battage, qui nécessitent un outil et un lieu de battage adéquats. L'accès à la culture attelée et motorisée constitue autant de critères discriminants dans les stratégies des exploitants. La location de ces ustensiles se fait sous forme d'échange de travail ou en paiement monétaire. L'étude de cet outillage doit être rapprochée de celles des circuits commerciaux d'approvisionnement en amont. Elle constitue une première approche des itinéraires techniques, en aval.

L'utilisation de la main-d'oeuvre extra-familiale :

Les échanges inégaux de travail (équipes tournantes « traditionnelles »), ou d'argent, sont le reflet des différences socio-économiques. La forme de paiement est significative du niveau d'intégration des échanges économiques. L'étude de ces échanges de travail, ainsi que l'accès au foncier, constitue une entrée primordiale pour comprendre les rapports sociaux.

Les revenus hors exploitation (agricole ou extra-agricole) :

Le tableau se fonde sur l'hypothèse d'une accumulation croissante dans l'agriculture, appuyée par divers revenus extra-agricoles. Cette hypothèse est bien sûr beaucoup trop simpliste et critiquable : la décision de quitter l'agriculture dépend en effet de situations conjoncturelles et très variables selon les individus. Mais cet exercice permet d'estimer très grossièrement le niveau de revenu (productivité du travail) nécessaire pour préférer abandonner ou restreindre l'activité agricole. Cependant la situation quasi-générale d'instabilité chronique des environnements économiques de l'agriculture entraîne souvent les ruraux vers une stratégie de répartition des risques dans et en dehors de l'activité agricole. Dans ce cas, il est probable que les agriculteurs cherchent à accumuler de la terre, du bétail ou à augmenter l'outillage, même si le revenu extra-agricole actuel permet d'abandonner la terre. Le montant élevé de la rente foncière est aussi un motif suffisant et fréquent pour conserver la terre sans y investir. C'est par exemple une pratique des propriétaires souvent absentéistes

des grandes exploitations sucrières en Haïti. L'investissement est plutôt effectué dans le commerce, plus rémunérateur pour le capital.

Enfin et surtout, cette analyse reste valable lorsque ces activités ne sont pas concurrentes mais complémentaires des activités agricoles. C'est-à-dire lorsqu'elles se déroulent pendant les périodes creuses du calendrier agricole, le cas le plus fréquent. Il correspond ici de nouveau à une répartition des risques pour les moins bien lotis des exploitants (cf le paragraphe sur le calendrier des activités agricoles, page 88).

– Les stratégies des différents exploitants

En parallèle à l'examen de chaque facteur pris séparément, on s'efforce d'intégrer ceux-ci « horizontalement » et de façon cohérente. Pour chaque catégorie de producteurs, il faut analyser sa stratégie actuelle, celle qui permettrait d'améliorer l'existant, les contraintes rencontrées pour y parvenir et les moyens nécessaires pour les surmonter. En particulier, on examine grossièrement les principaux systèmes de culture et les spéculations révélateurs du niveau socio-économique des différents producteurs. On affine ainsi les caractéristiques des systèmes de production identifiés. On examine également les rapports sociaux de façon hypothétique et prospective. On trouvera un exemple des différentes stratégies en Haïti en annexe 2, page 125.

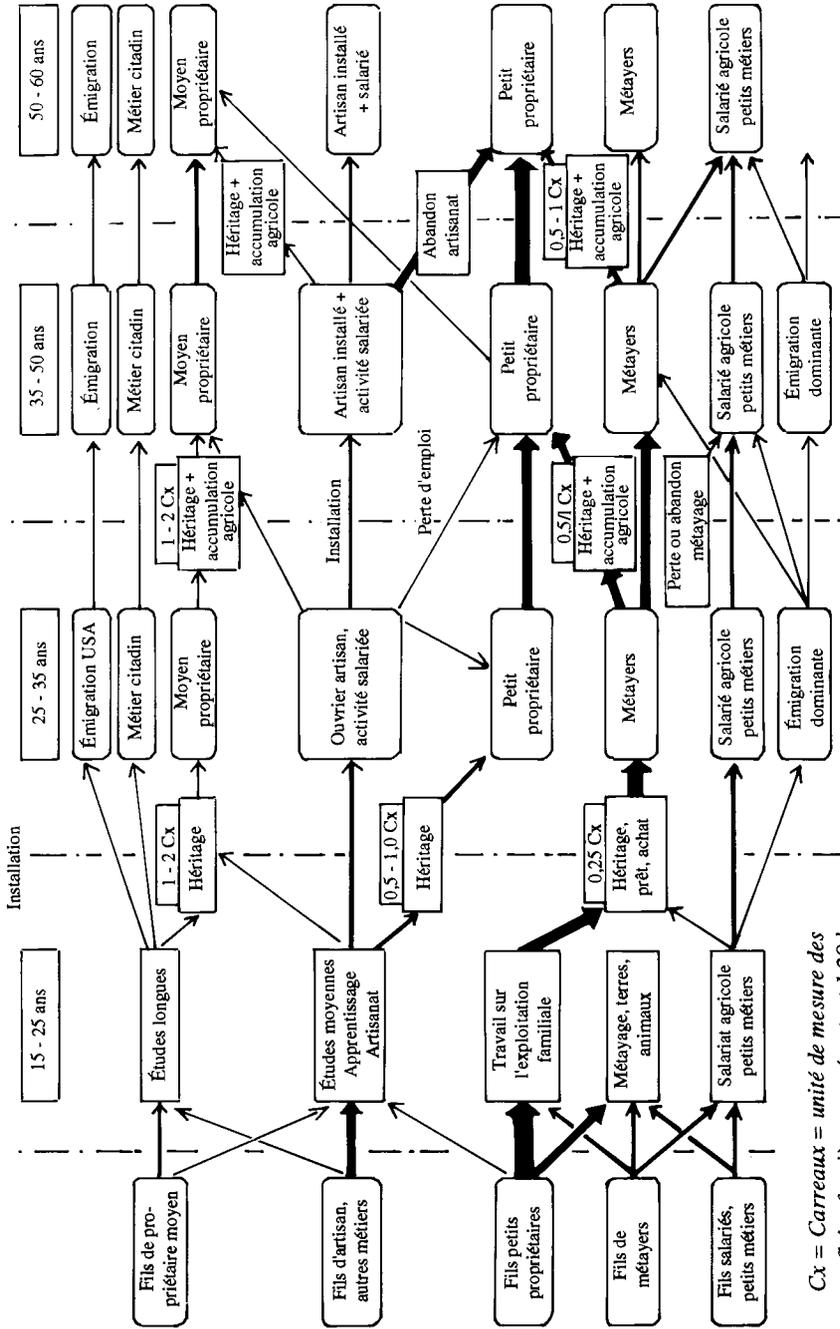
Il faut enfin essayer de dynamiser cette typologie, en cernant la vivacité de l'accumulation et de la décapitalisation qui varie en fonction de l'âge de l'exploitant. La figure 10 (page ci-contre) montre les différentes « trajectoires d'évolution » des exploitations en Haïti dans la plaine du Nord.

– Estimation de la représentativité

Il existe souvent des données quantitatives sur la répartition de la population selon les classes d'âge de l'exploitant, le nombre de têtes de bétail possédées, les classes des superficies de terres exploitées, etc. Ces données, généralement considérées comme peu fiables, peuvent cependant donner une idée approximative de la condition des différents producteurs. La figure 11 (page 72) donne ainsi le degré de concentration foncière sur Haïti. On peut même parfois se procurer les budgets des ménages et établir ainsi des fourchettes de revenus pour les différentes catégories d'exploitants.

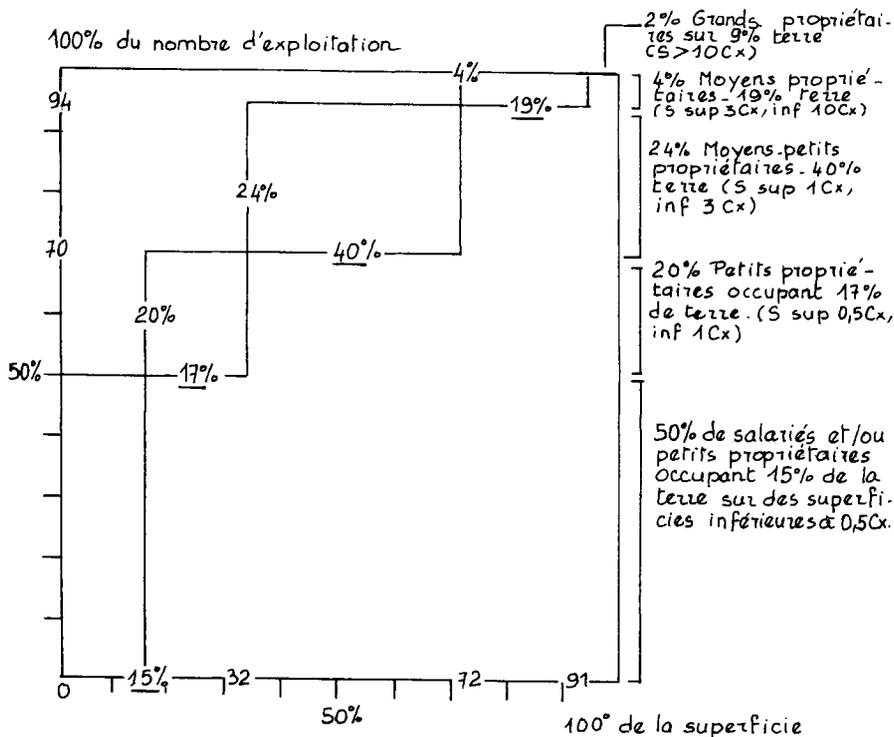
Cette typologie socio-économique n'est pas indépendante de la zonation du milieu. En effet, les différentes catégories identifiées sont plus ou moins représentées selon la zone considérée.

Schéma 10 : Extrait de « Agricultures et paysans du Nord et du Nord-Est d'Haïti » Cognon / Courcier / Régis, 1983, IRAM / ODN-FAC



Cx = Carreaux = unité de mesure des superficies foncières représentant 1,29 ha.

Figure 11 : Stratification approximative des exploitants agricoles selon l'accès au foncier



Haïti. D'après le recensement de 1982.

Il est important d'essayer de donner des pourcentages approximatifs de cette distribution selon les zones. On utilisera des données de recensement par unité administrative, pour peu que de telles données soient disponibles et qu'elles correspondent à une agro-écologie homogène. Les zones où l'environnement est le plus favorable sont plutôt occupées par les gros exploitants et une nuée de petits salariés agricoles fortement intégrés à l'économie de marché. Elles ont souvent fait l'objet d'une appropriation coloniale et sont fréquemment titrées et cadastrées.

À l'inverse, les zones reculées conservent des structures moins monétarisées. Le métayage y est plus développé que le salariat. En se déplaçant dans l'espace, on peut observer ce que certains (9) ont présenté comme une transition des structures traditionnelles vers le capitalisme. Cette transition doit être rappo-

(9) Cf travaux du groupe AMIRA.

chée de l'évolution technique des systèmes de production abordée lors du zonage agro-écologique.

– Intérêt et limites de la typologie

Ces typologies sont de simples outils de travail. Elles ne sauraient être prises pour des vérités immuables qui permettraient d'établir des catégories ou des classifications rigides d'agriculteurs. Comme pour l'élaboration du transect, les résultats de ces graphes sont moins importants que leur conception. En effet, celles-ci permettent de travailler sur l'hypothèse de situations beaucoup moins complexes que celles vécues par des agriculteurs, et de déterminer de grands types de comportements et des éléments-clés qui les différencient. On peut alors essayer d'envisager les actions au niveau des moyens de production susceptibles d'appuyer de façon compatible et complémentaire les stratégies de ces différentes catégories. Un exemple de ce type d'essai à Haïti est donné au tableau 12 (page 74).

Ceci posé, il faut encore détruire le mythe d'un automatisme entre « types d'agriculteurs identifiés » et « solutions adaptées à leurs besoins » : il s'agit en effet d'une « vue de l'esprit », au sens propre du terme. Celle-ci permet seulement de clarifier a priori une situation très compliquée, car la mise en oeuvre de solutions (adaptation et adoption) fait intervenir généralement l'ensemble des communautés ou des organisations paysannes.

Les organisations paysannes

L'analyse du milieu rural présentée ici a pour objectif principal de permettre à l'intervenant de déterminer son comportement vis-à-vis des différents acteurs. De fait, même si ce sont les individus qui agissent, les organisations paysannes constituent bien les unités pertinentes pour l'intervention. Elles sont les partenaires principaux à l'origine de la demande, ou sont simplement incontournables pour la bonne marche de l'enquête. Il est bien évident que leur repérage est indispensable. L'étude des rapports sociaux pour construire la typologie permet d'analyser leur fonctionnement et de déterminer leur degré de cohésion et l'origine de leur existence. On n'insistera pas sur la grande variabilité que l'on peut observer en matière d'organisations paysannes. En Haïti, cela va du conseil d'action communautaire (issu du duvaliérisme) aux associations de travail, en passant par les groupements d'église, d'ONG ou de « projets ». Au Mozambique, on trouve des groupes de femmes réfugiées ou déplacées qui sont plus ou moins apparentées, ou rapprochées par un même impératif de survie.

**Tableau 12 : Types d'actions sur les moyens
de production susceptibles d'aider l'accumulation des différents agriculteurs**

Catégorie sociale	Travail (rémunération pour construction d'infrastructures primaires et secondaires)	Terre (sous réserve de travaux d'aménagements)	Capital (sous réserve de travaux d'investissements)
Migrants temporaires décapitalisés, jeunes ou vieux et paysans sans terre	Travail rémunéré, outils, cash	-	Outils traditionnels pour travail collectif, où les « terriens » ne sont pas rémunérés (ravines, sources)
Jeunes migrants temporaires en capitalisation	Cash, animaux ou outils, matériaux de construction	Attribution de terres de l'État + partage gratuit des terres indivises	Travaux collectifs et individuels, outils sous forme de « concours » + matériaux pour la maison et l'équipement (glacis, citernes)
Métayers	Cash, animaux, outils, matériaux de construction	Partage des terres indivises, sécurisation du métayage / fermage	-
Petits propriétaires	Cash, outils, équipement	Partage des terres indivises, baux verbaux en écrits si possible	Outils spécialisés (maraîchage, riziculture), culture attelée, équipement « petits métiers » (forgeron, maçon)
Moyens propriétaires	Achat d'une partie des outils et matériaux chez eux, si concurrentiels	Location écrites	+ Amélioration de l'équipement de transformation artisanale
Entrepreneurs à salariés comme les agro-industriels, propriétaires absentéistes	Idem + effectue les transports de matériaux pour les distributions d'intrants etc.	Locations écrites + achat de terre si désireux de vendre, moyennant facilité d'investissements sur superficies rest. en propriété	Renfort des équipements en agro-artisanat et industries

Elles côtoient des groupes de « vulgarisation » créés pour et par un système « formation et visites » et composés d'un agriculteur capitaliste et de ses dépendants.

Place des intervenants au sein du système agraire

Il est important de repérer la place des intervenants dans cette représentation. En effet, les cadres des services régionaux de l'agriculture (pour ne prendre que ceux-ci) font partie intégrante du système agraire. Par exemple, certains cadres des structures administratives peuvent être des agriculteurs capitalistes qui utilisent leurs revenus de fonctionnaires ou d'agents de projet, ou s'appuient sur les privilèges liés à leur position (problèmes fonciers au Mozambique par exemple). Dans tous les pays cités, nous avons observé ce phénomène croissant dû à l'ajustement structurel et à l'incertitude touchant la fonction publique (Madagascar, Mozambique). Les transitions de l'administration vers le secteur agricole privé et « moderne » sont même facilitées dans certains pays, comme lors du « dégraissage » de l'office du café sur la côte Est de Madagascar.

Les cadres du développement rural ont une influence profonde sur la définition des domaines d'intervention. Lorsqu'ils sont doublement actifs, les cadres régionaux ont souvent une vue biaisée de l'agriculture : ils assimilent la problématique générale de développement à leurs préoccupations particulières d'exploitants que ces préoccupations soient personnelles ou concernent leurs proches. Ils négligent ainsi les autres types d'agriculteurs « non développés » (encadré 6, page 76).

Les cadres de différents niveaux possèdent généralement une bonne connaissance du milieu ambiant, mais ils ont tendance à accorder trop d'importance aux solutions techniques adaptées à leurs niveaux socio-économiques relativement élevés, minoritaires au sein de la population rurale. Il faut prendre conscience de cette survalorisation pour pouvoir la corriger. D'où l'importance de la quantification pour développer des solutions à l'égard de certains groupes majoritaires, mais de peu de poids vis-à-vis des instances dirigeantes.

À cette lumière et à l'occasion de l'analyse régionale, il convient donc d'examiner le dispositif administratif de soutien au secteur agricole, les projets passés et présents, ainsi que leurs impacts et leurs relations avec le milieu rural. L'essentiel est de faire ressortir les écarts entre les nécessités issues de notre analyse et les réponses de ce dispositif. Il est, en effet, très important de ne pas les ignorer, tout simplement en raison de leur caractère opérationnel éprouvé au fil des années. De nombreux projets ont ainsi, après une « analyse approfondie du milieu », omis d'analyser les interventions actuelles considérées comme

Encadré 6

**MOZAMBIQUE : AGENT DE DÉVELOPPEMENT ET/OU
AGRICULTEUR : LES INTERFÉRENCES D'UNE DOUBLE POSITION**

Au Mozambique, du fait de leur faible niveau socio-économique, les agents agricoles d'un système *Training and Visit* ne pouvaient pas utiliser eux-mêmes les techniques « modernes » qu'ils divulguaient aux exploitants mieux lotis. Pis, bien qu'étant devenus dépendants de ces (relativement) riches exploitants pour des raisons de logement et de nourriture, ils critiquaient les techniques « confuses » d'association de cultures appliquées par les paysans « non-civilisés » ; alors même qu'en leur absence, leurs propres familles utilisaient ces techniques.

« extérieures au milieu rural ». Ils reproduisent par exemple des expériences agronomiques dont les échecs sont connus depuis longtemps. L'information sur ces échecs n'est pas toujours facilement accessible par écrit (absence de « capitalisation »), mais elle l'est fréquemment par oral. Ceci permet en plus de repérer les partenaires éventuels, à l'intérieur comme à l'extérieur de la structure d'accueil. Quel que soit le mandat de l'intervenant, la détermination des « domaines de recommandation » est donc un exercice qui doit se faire en étroite collaboration avec les services de soutien à l'agriculture.

Il faut ainsi enrichir, approfondir et revoir les domaines actuels des interventions des structures existantes à la lumière de l'analyse effectuée. En effet, l'intervenant aura à collaborer avec ces services, que leurs fonctions administratives désignent comme principaux utilisateurs des résultats. Si l'on désire que les conclusions de cette analyse servent de façon positive à une modification de leurs comportements, il faut que ces services se soient appropriés la logique du raisonnement, qu'ils auront contribué à établir.

Identifier et préciser des domaines d'intervention au niveau régional

Ces considérations conduisent à proposer des interventions hypothétiques différentes selon les lieux et les personnes, et bien entendu selon le mandat de l'intervention. Deux exemples sont donnés dans les encadrés 7 et 8 (p 77 et 78).

On se trouve souvent en face d'une problématique de « transition » des sociétés paysannes vers le capitalisme. L'agriculture paysanne, bien que de plus en plus intégrée au marché, est encore largement majoritaire. Mais elle ne dispose pas (ou plus) des moyens et des sources de revenus pour se sédentariser alors qu'elle rencontre une grave crise foncière (10). Celle-ci se traduit par un exode des jeunes et un non-renouvellement des cultures pérennes d'exportation comme en témoigne le vieillissement de la cocoteraie au Vanuatu, de la caféière en Haïti et à Madagascar etc. La paysannerie demande le désenclavement des zones reculées par l'ouverture de pistes facilitant les communications, donc les circuits d'approvisionnement et de commercialisation.

Encadré 7

MADAGASCAR : RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

À Madagascar, sur la côte Est, quatre types de domaines de recherche-développement ont été identifiés dans le cadre d'un projet de restructuration du secteur café :

- la réfection ou la construction de routes, par les jeunes, pour maximiser le revenu acquis comme investissement dans l'agriculture ;
- l'aménagement des terroirs des villages enclavés pour une sédentarisation de l'agriculture dont se chargeaient plutôt pour les hommes en phase d'accumulation ;
- le séchage, le stockage et la transformation des produits effectués plutôt par les femmes pour une meilleure maîtrise des « termes de l'échange » (introduction de petites opérations de dépôt-prêt de nourriture) ;
- les thèmes techniques sur le renouvellement et la régénération de la caféraie prônés par les vulgarisateurs auprès des agriculteurs plutôt favorisés des vallées alluviales.

(10) Dans le cas du Mozambique très peu peuplé, la crise foncière qui se manifeste est le résultat des conditions d'insécurité qui poussent les agriculteurs à se concentrer autour des zones protégées. Le résultat est encore plus déstabilisateur que celui provoqué par la pression démographique croissante « naturelle ».

Encadré 8

Au Mozambique, dans le cadre d'un prêt pour la réhabilitation de la petite agriculture affectée par la guerre, on a ainsi été amené à distinguer :

- les petits et moyens propriétaires (hommes et femmes) installés sur les anciennes fermes d'État en secteur irrigué auxquels ont été proposés des services tels que boutiques d'intrants, crédit, etc. ;
- des petits agriculteurs déplacés par la guerre (plutôt les femmes) et s'installant autour des zones urbaines protégées en zone sèche, auxquels on a proposé de construire des micro-infrastructures pour optimiser les ressources en eau et mieux maîtriser techniquement et économiquement la conservation et la transformation des produits vivriers.

Les « ayants droit » au foncier possèdent, ou ont la possibilité d'acquérir des moyens de production adaptés à la conjoncture économique actuelle, marquée par l'intensification des productions vivrières et le développement de cultures de rente de qualité. Mais cela nécessite des services d'encadrement pour l'introduction de variétés, d'intrants et de techniques plus performantes ainsi qu'un accès facilité aux crédits de campagne et d'investissement. Pour obtenir ces évolutions, des modifications de comportement au sein des institutions peuvent suffire, à condition que la problématique générale soit acceptée et que la fonction de « feed-back » soit reconnue et pratiquée.

La paysannerie réclame également la réinjection simultanée de moyens financiers permettant l'aménagement de l'espace rural des terroirs pour sa « sédentarisation ». Elle exige aussi l'amélioration de la trésorerie des familles par un meilleur contrôle technique et économique du stockage et de la transformation des produits vivriers. Ces solutions permettraient de résister à l'« agression » des villages par le milieu plus urbanisé. Par exemple, l'ouverture d'une route se traduit souvent par la multiplication des achats ou vols purs et simples de terres, tandis que les termes de l'échange s'aggravent. La forme la plus achevée de cette transition vers le capitalisme s'observe en général dans les zones qui ont fait l'objet d'une appropriation coloniale. La déstructuration de

la société coutumière s'accompagne d'une forte différenciation sociale, caractérisée par l'existence d'un marché foncier et d'un marché de la main-d'oeuvre.

La catégorie des « salariés », souvent constituée de jeunes migrants temporaires des zones reculées, a besoin de pouvoir accéder au foncier de façon plus formalisée et plus sûre, pour se développer. Candidats à l'émigration vers la ville, ces salariés sont en général la cible des programmes de réforme agraire, dans la mesure où il existe des concentrations de terre importantes, jugées sous-exploitées, considérées comme placement purement spéculatif et, par conséquent, « redistribuables ».

Cette problématique de la redistribution foncière, qui conditionne souvent tout développement de l'agriculture paysanne, dépend essentiellement de la volonté politique du pays concerné. Celle-ci résulte elle-même de rapports de force entre les parties concernées. En ce sens et bien que nous la considérons comme primordiale, elle ne relève pas du ressort de l'intervenant, « élément extérieur » dont les services ont été sollicités par l'État, et qui travaille dans le cadre d'une politique définie de développement rural. À moins, bien entendu, que le mandat s'inscrive dans le cadre d'une réforme agraire.

Si nous l'écartons, les quatre premiers domaines d'interventions (infrastructures / investissement foncier / valorisation des produits / intensification culturelle) intéressent de façon complémentaire différentes couches de la société rurale, bien que leur distinction reste arbitraire et théorique. Ces problématiques doivent être opérationnalisées, c'est-à-dire qu'il faut en désigner les futurs opérateurs. Ceci peut conduire à proposer des rapprochements institutionnels plutôt qu'à nommer de nouveaux responsables. À moins bien sûr que l'intervenant ne soit lui-même mandaté spécifiquement à ce poste. Ces évolutions nécessitent de toutes manières d'impliquer étroitement les agriculteurs à leur définition pour que les approches généralement thématiques des institutions soient réellement intégrées localement.

Participation et restitution

Nous sommes ainsi parvenus au stade de la confrontation entre les demandes exprimées au niveau régional (voire national ou international dans le cas d'une demande précise parvenue par l'intermédiaire d'ONG par exemple) et celles supportées par les intervenants externes et « approchées » par les responsables des services régionaux d'appui à l'agriculture. Si l'on a développé une approche réellement participative, cette confrontation ne nécessite pas forcément de « restitution » formelle puisque l'observateur a toujours mis les cartes sur la table au cours des réunions de travail et des rencontres. Cependant ceci n'exclut

pas de rendre compte des principales conclusions de l'analyse aux agriculteurs des villages concernés. Et encore moins de ne pas leur faire part de la discussion sur les actions qui doivent suivre. Nous n'emploierons cependant pas le mot de « restitution » qui sous-entend une phase d'observation extérieure du « malade » avant l'administration du « remède ». On peut dire dans ce sens que la « restitution » permet de combler un manque ou plutôt un retard de participation qui ne devrait pas exister.

Du diagnostic à l'action

Compte tenu des trois types d'utilisateurs définis antérieurement, ces étapes ont permis :

- soit de déterminer les domaines d'intervention souhaités par les communautés pour le développement de leurs systèmes agraires, et de définir en conséquence une « politique agricole régionale » ;
- soit de voir comment le mandat thématique de l'intervenant au niveau local peut s'insérer dans une problématique plus vaste et avec quel partenaire ;
- soit enfin d'évaluer la pertinence des actions décidées par les communautés rurales, en égard au dynamisme général du système agricole régional.

La durée nécessaire à cette phase à l'échelle régionale est celle d'une mission courte pour le premier cas, et correspond à la phase de prise de fonction pour les deux autres, soit un à deux mois. Ces étapes permettent aussi de préciser les termes de référence de l'intervenant et leur traduction en termes d'actions concrètes. Dans le premier cas de définition d'une politique agricole régionale, ces actions concernent l'identification des tâches des différentes institutions supposées appuyer le développement rural. Dans les deux autres cas d'intervention locale, il faut prolonger cette démarche et préciser les actions aux niveaux du village et des exploitations jusqu'à leur mise en oeuvre concrète.

3

Démarche aux niveaux du village et de l'exploitation



Discussion / précision des actions avec le village



Étude et décision avec les exploitants



Nous supposons maintenant que le mandat de l'intervenant concerne l'aménagement de terroir. Ce domaine d'intervention est relativement vaste et nécessite une utilisation pragmatique de l'information. ■

Discussion / précision des actions avec le village

Choix des villages

Le choix des villages pour les opérations de terrain est le résultat d'une péréquation entre les revendications des responsables des villages, les desiderata des politiques, les capacités des administrations et les exigences des bailleurs de fonds. L'intervenant ne disposera bien souvent que de critères techniques à avancer, dans le cas où il n'est pas déjà affecté dans une communauté et à une action particulière (un intervenant demandé par une communauté par exemple). Ceux-ci pèsent plus ou moins lourd en regard des intérêts des catégories évoquées plus haut. D'un strict point de vue technique et en égard aux objectifs d'intervention, on a intérêt à choisir les zones où les dynamismes sont les plus forts tout en restant représentatifs des problématiques identifiées. C'est-à-dire où la demande est la mieux exprimée.

Partenaires et méthodes

Cette nouvelle phase au niveau local commence avec la prise de fonction réelle de l'intervenant, une fois que les visites à caractère plus « protocolaire », qu'il faut mettre à profit pour l'analyse régionale, auront diminué. La première étape consiste à approfondir des problématiques dégagées au niveau régional. Cela se fera avec les personnes concernées à un niveau inférieur d'opération et au fur et à mesure que l'on progresse vers la mise en oeuvre des actions au niveau du terroir du village, des exploitations et des parcelles et troupeaux.

Les agriculteurs des villages concernés sont alors les principaux partenaires. On réexamine et on reformule précisément avec eux les hypothèses de fonctionnement et d'intervention élaborées au niveau supérieur. Cette opération se fait au cours de séances de travail successives soigneusement calées dans le

calendrier des activités agricoles. L'objectif est de mener les hypothèses jusqu'à leurs réalisations concrètes. Ce travail de « réflexion pratique » permet d'animer un raisonnement collectif tout en continuant à collecter des informations nécessaires à l'avancée du travail. C'est au cours de celui-ci, au niveau des villages, que l'on pourra vraiment mesurer les différences qui séparent les perceptions des problèmes des habitants par eux-mêmes et par l'administration. Pour faciliter ce travail, l'intervenant a besoin d'un certain nombre d'informations. La collecte d'une partie de ces données permet de catalyser la réflexion des partenaires qui la fournissent. Cependant, l'intervenant éprouve quelque difficulté à collecter des renseignements.

Alors qu'ils lui sont nécessaires pour son travail, ils semblent tellement évidents aux personnes concernées que celles-ci ne se rendent pas toujours compte de leur importance pour lui, et ne savent pas toujours l'informer intelligiblement. Il importe que ce type d'informations soit collecté en dehors des sessions de travail ou avec des personnes qui peuvent en retirer un intérêt immédiat. Ceci afin d'éviter de mobiliser de trop nombreuses personnes pour des choses considérées comme triviales aux yeux de la majorité, ce qui aurait pour conséquence de les démobiliser en partie. L'objectif est d'être prêt à valoriser les réunions collectives où peuvent se prendre des décisions d'actions pour lesquelles il existe une demande. Il ne faut surtout pas se trouver en position de demande vis-à-vis de la communauté. En bref, il faut mettre à profit les intervalles de temps qui séparent des réunions voulues et décidées par la communauté afin de combler ses lacunes. Ce qui conditionne le calendrier des rencontres. Cela dit, tout est affaire de dosage et peut donc se négocier.

Cette réflexion peut être réalisée de façon plus concrète chez d'autres agriculteurs sous forme de visite, de démonstration et de formation selon le degré de nouveauté de la technique introduite. Mais la simple démonstration visuelle ne suffit pas si elle n'est pas accompagnée d'une réflexion mise en pratique. Les différentes techniques d'animation et d'entretien participatif sont ici primordiales : elles seules permettent de valoriser l'investissement de connaissance fait par l'intervenant. Et cette animation est possible seulement si la participation a été enclenchée au moment des premiers entretiens et aux différents niveaux. Nous traitons ici uniquement de la nature des informations. Les méthodes qui accompagnent nécessairement les enquêtes font, quant à elles, l'objet de nombreux travaux déjà cités. Nous insisterons seulement sur la représentation graphique, tels les dessins sur le sol avec les gens, considérés comme instruments susceptibles de remplir la double fonction d'animation et de collecte d'informations. On mentionnera en particulier l'expérience considérable de l'équipe de l'IIED (International Institute for Environment and

Development) en la matière : croquis de terroir passé, actuel et futur, parcel-laires approximatifs, calendrier des activités, répartition des tâches, etc. Ceci offre des possibilités d'exploration insoupçonnée, à condition de savoir ce que l'on cherche.

Comprendre l'économie villageoise

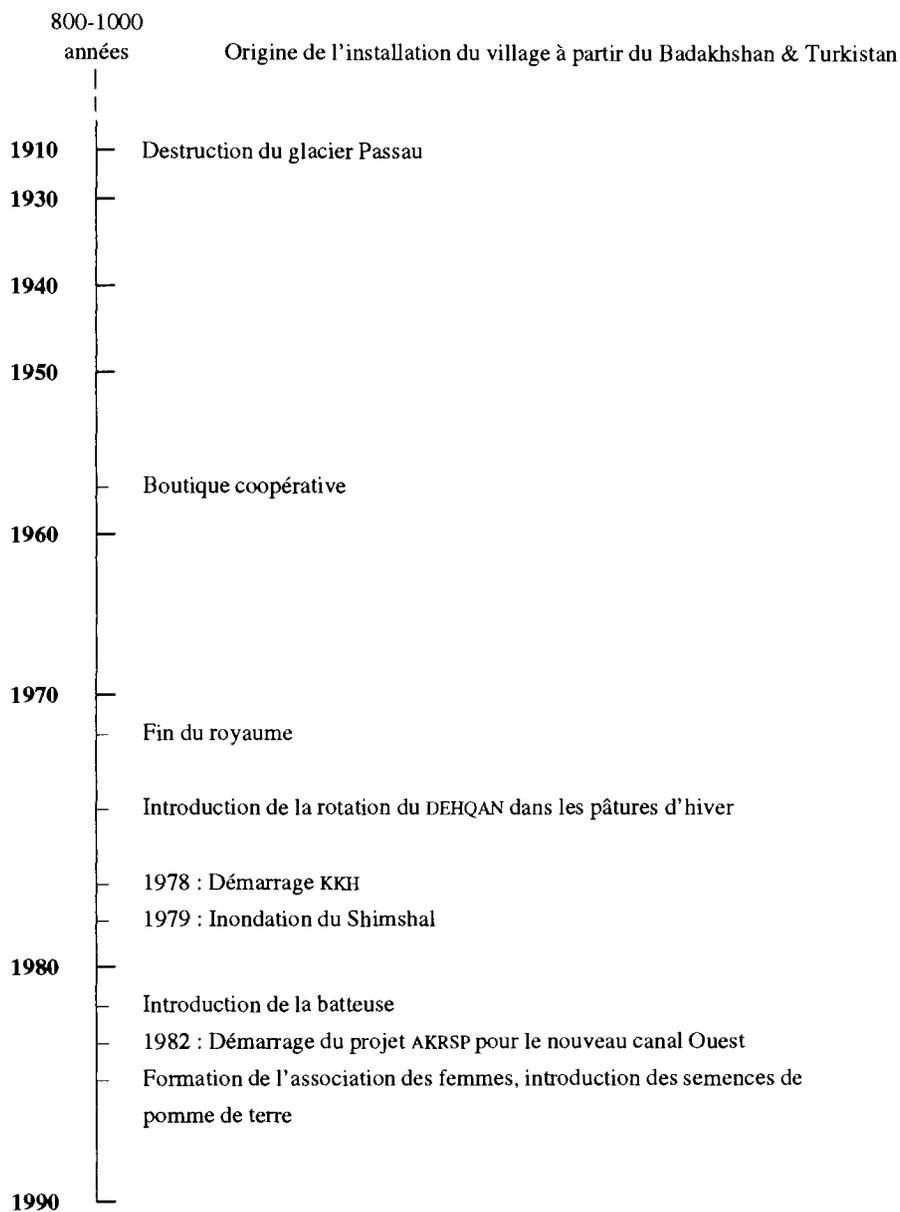
L'aménagement étant un processus d'organisation de l'espace au cours du temps, on procède donc à une analyse historico-géographique au niveau local des villages, de façon analogue à celle entreprise au niveau régional.

Analyse historique et cartographique du village

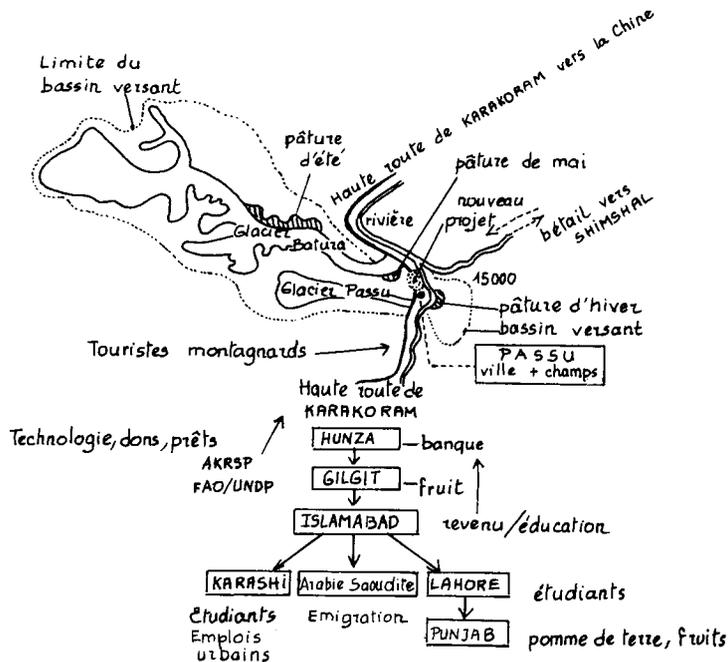
On peut d'abord dresser **l'historique du village** par rapport aux grands événements qui se sont produits sur d'autres échelles d'espace, comme le montre la figure 13 (page 86) pour un village du Pakistan (Conway, 1985). On essaie en particulier de repérer les expériences analogues passées et on examine les raisons de succès et d'échec. On s'intéresse ensuite à **l'histoire du terroir et à son évolution géographique**. Cela doit se traduire concrètement par des plans et transects, établis si possible en fonction des différentes étapes de l'aménagement passé. On peut reprendre le cadre de l'analyse menée sur l'échelle régionale au niveau des terroirs villageois en éliminant un certain nombre d'éléments non pertinents comme le climat et en précisant d'autres. En lieu et place de la rubrique « population », on essaie de localiser les endroits où les types d'acteurs (différant selon leur niveau socio-économique, leur âge et leur sexe) passent la majeure partie de leur temps. La description des « infrastructures » comprend l'accès à l'eau (irrigation / aspersion), les communications (sentiers carrossables accessibles à cheval, à dos de mulet ou d'âne, ou bien encore à pied). Les « opportunités d'emplois » précisent plutôt les activités en signalant les possibilités de cueillette, de chasse, de pêche, de ramassage de bois, mais aussi les emplois dans l'agriculture proprement dite, la confection de charbon de bois, la coupe de bois, etc. Les cartes 14 et 15 (page 87), et la figure 16 (page 88) donnent des exemples de ce travail.

Si nécessaire, cette cartographie peut se faire pour différentes époques : saison sèche, saison des pluies par exemple. Toute cette phase cartographique doit s'effectuer en étroit contact avec les agriculteurs concernés au cours de transect et de visites de terroirs (cf par exemple Anil K. Gupta, 1989, Pour une approche cartographique « participative », in Proceedings of the 1985 International Conference on Rapid Rural Appraisal, Khon Kaen University, 1987).

Figure 13 : Histoire résumée d'un village du Pakistan
(Source : Conway et al. 1985)



Carte 14 : Croquis d'un village du Pakistan (Source : Conway et al. 1985)



Carte 15 : Croquis d'un village du Pakistan (Source : Conway et al. 1985)

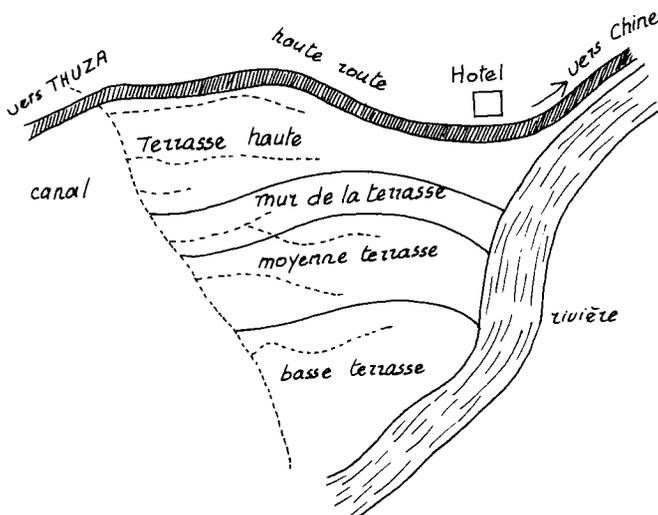
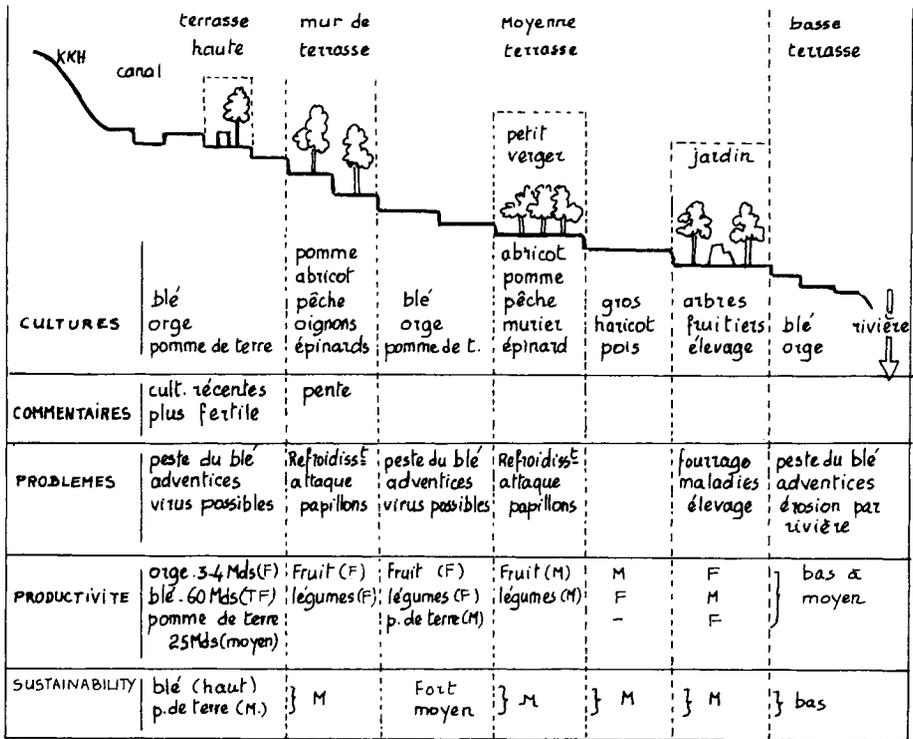


Figure 16 : Transect du village, vue transversale (Source : Conway et al. 1985)



F, TF, M, respectivement Fort, Très fort, Moyen. Mds = Mouds = unité de poids.

Calendrier des activités

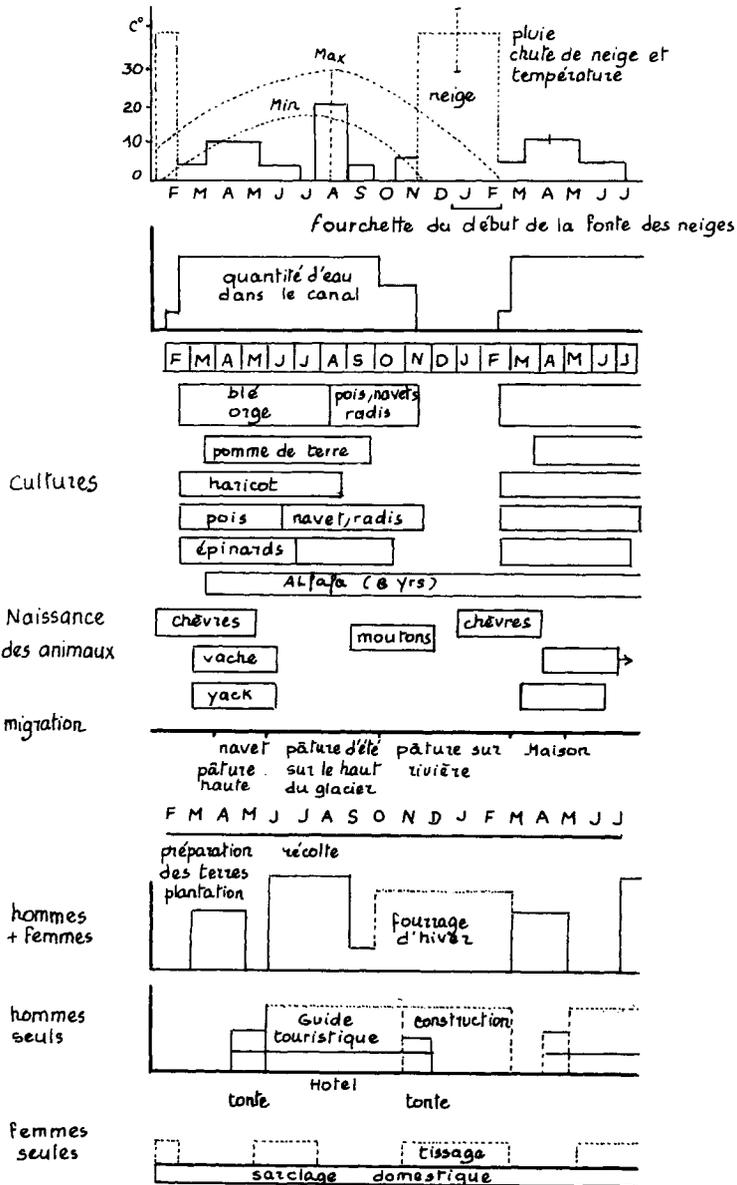
On s'intéresse aux cycles courts des dernières années pour se faire une idée plus précise du **calendrier des activités agricoles** qui dictera l'organisation du programme de suivi et les séances de travail avec les populations concernées. La figure 17 ci-contre donne un exemple de combinaison de différents calendriers plus détaillés que le tableau 7 (pages 58 et 59).

Qui sont les interlocuteurs ?

Les éléments précédents précisent les pistes de travail, c'est-à-dire les thèmes techniques probables. Toute la difficulté consiste à ne pas négliger dans l'application concrète, comme c'est souvent le cas, les thèmes techniques suscep-

Figure 17 : Calendrier des activités agricoles

(Source : Conway et al. 1985)



tibles d'intéresser les catégories minoritaires. Cela évitera les blocages. Par exemple, les femmes et les jeunes ont peu d'opportunités d'exprimer leur avis à un intervenant extérieur. **La construction de la typologie** au niveau régional et la vérification de sa pertinence dans le village d'intervention permettent d'anticiper ce genre de problèmes et de proposer des solutions raisonnées.

On peut dresser **un bilan très approximatif de la production/consommation** du village en distinguant les producteurs excédentaires de ceux déficitaires, et en approfondissant les critères de différenciation supposés. Cette étape permet de mieux connaître les producteurs (leur processus de décision et leur stratégie) et les liens de parenté et de dépendance qui les relient entre eux.

C'est au cours de visites de terroirs et de discussions que l'on finit par connaître ses interlocuteurs. On approfondit ainsi l'origine de la demande et on précise le déroulement des réunions. Les méthodes de classement (« ranking ») utilisées par certains tenants des « Rapid rural appraisal » peuvent être utiles mais comportent certaines limites : faire classer les habitants eux-mêmes en « pauvres » et « riches » ne semble pas stimulant pour la participation des uns et des autres. De même, aborder ouvertement les rapports sociaux en faisant découvrir la typologie par les gens eux-mêmes comporte des risques de blocage évident (11). Il vaut mieux **considérer cette typologie comme un outil d'approche** pour l'intervenant extérieur et non lui donner, comme dans les deux cas précédents, un caractère de « vérité reconnue » : ce qui serait encore une fois la preuve d'une absence de relativisation et d'un certain « européo-centrisme ». L'essentiel est de comprendre pourquoi tel type d'actions intéresse plutôt tel type de personne, et de parvenir à des « situations stables ».

Par exemple en Haïti, tout le monde aurait dû réaliser d'emblée que l'élevage du lapin intéresse peu les hommes mariés ou les enfants scolarisés en vacances au moment de la réunion, mais bien les femmes et les jeunes enfants. Cela aurait évité d'emmener en « promenade », certes sympathique, les premiers, au détriment des seconds, principaux intéressés. Du coup, ils se sont retrouvés avec un surplus de travail dû à l'absence des premiers. Cet exemple est caractéristique d'une situation simple mais cependant délicate à résoudre. Que dire de l'insuffisance d'analyse conduisant à des « démonstrations de défense et restauration des sols » d'un propriétaire influent, qui bénéficie ainsi d'un aménagement gratuit de sa parcelle grâce à des jeunes « disponibles » ?

(11) Comme le note Ph. Dierickx (1985) : « (...) Les typologies sont d'excellents outils de restitution et de dialogue mais il est recommandé aux candidats à ce genre de sport une bonne maîtrise de la dynamique de groupe. Une bonne typologie pose les vrais problèmes et met à jour les vrais conflits... », in « Les gros, les moyens, les petits : de l'utilité des typologies, exemple d'une étude socio-économique préalable à un projet d'irrigation en Haïti ».

Essai graphique de synthèse

Pour résumer toutes ces informations, on peut dresser la cartographie très approximative du cadastre et les grands traits généalogiques du village. Il est évident que ce cadastre doit être très grossier et concerner uniquement les unités de terroirs qu'il est question d'aménager. Il faut bien préciser que ce type de document n'a aucune valeur juridique et a pour seul objectif de faciliter les discussions pour l'aménagement du terroir, même si cela peut faciliter les travaux d'arpentage ultérieur.

Ce qui est possible

Ces trois types d'informations (historique, géographique et économique) permettront à l'intervenant de discuter avec les agriculteurs et de répondre aux interrogations suivantes : par quel type d'action commencer, sur quel terrain, avec quelle personne, à quelle époque, selon quel type d'organisation. En bref elles préparent le « protocole » d'accord qui sera ultérieurement consigné dans un cahier des charges (cf. chapitre 4). Avant la signature de cet accord, il faut préciser techniquement le contenu des essais. Une étude plus fine est alors nécessaire au niveau de l'exploitation et de la parcelle.

Étude et décision avec les exploitants

Ne pas se perdre dans les détails

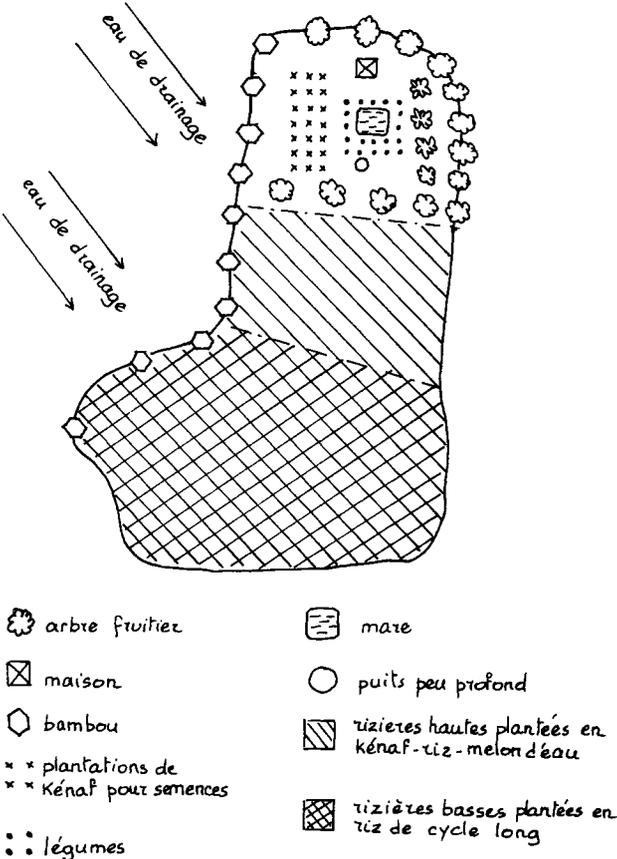
On a déjà abordé cette échelle d'intervention lors de l'analyse des niveaux précédents, sans cependant s'y centrer. Au stade actuel, il ne s'agit encore une fois que de préciser les informations déjà disponibles. On doit rester conscient qu'elles revêtent un caractère approximatif qu'on pourra améliorer au fur et à mesure du suivi de la mise au point. On évite ainsi la collecte non finalisée de très nombreuses données qui viennent des « suivis d'exploitations et de parcelles ». Cette démarche se justifie parfaitement dans une optique de recherche

de transmission des informations, mais non dans une intervention de développement.

Des croquis pour schématiser

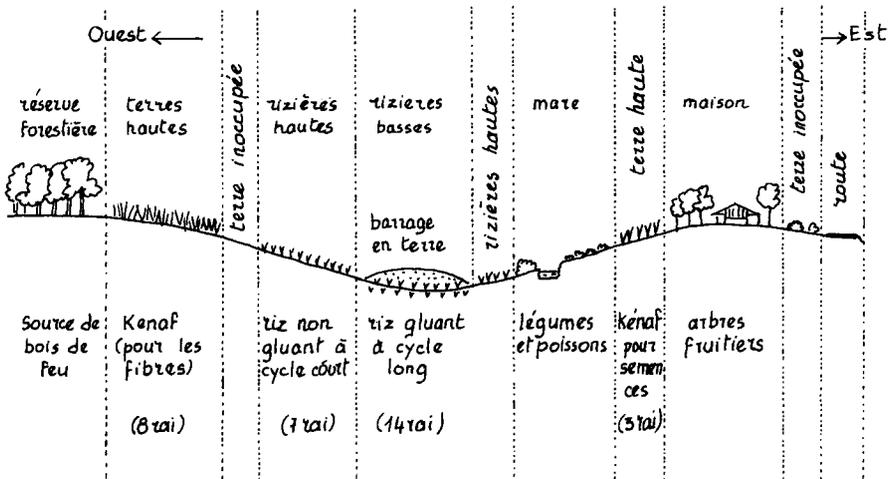
On dispose d'un cadre plus précis, un micro-bassin versant par exemple, dont les propriétaires ou ayants droit sont connus. Pour chaque type d'agriculteurs, voire chaque individu, on va préciser les stratégies particulières qui transparaissent dans leurs choix techniques. Faire le plan (figure 18) et construire des

Figure 18 : Croquis d'une exploitation au Pakistan



transects (figure 19) facilite la discussion approfondie des choix d'associations et des rotations. L'analyse des « itinéraires techniques » doit se faire en mettant en évidence l'allocation des moyens de production tout au long du calendrier cultural (étudié sur un modèle analogue à la figure 17, page 89) dont on observe le calage par rapport à la pluviométrie. Cette analyse est sous-tendue et finalisée par les idées, déjà relativement précises, sur les possibilités d'amélioration des techniques, compte tenu d'une amélioration des moyens de production.

Figure 19 : Transect d'une exploitation agricole du Pakistan
(Source : KKU-USAID Farming Systems Research Project, non publié)



Note : 1 rai = 0,16 hectare.

Discuter des écarts techniques pour envisager une évolution de la norme

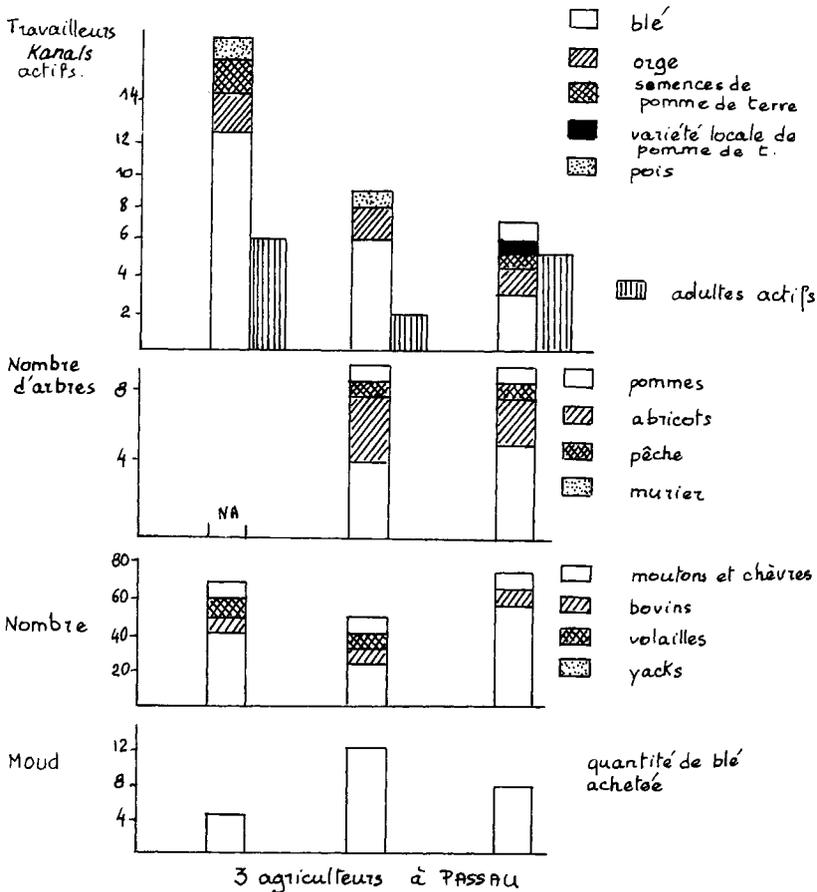
L'analyse de situations « représentatives » des grands types choisis est complétée par une analyse des situations et des techniques particulières. Celles-ci peuvent présenter un intérêt pour comprendre les systèmes de production (culture, élevage, foresterie) et pour les améliorer. Dans le cas de protection de sol par exemple, l'analyse de mesures anti-érosives exécutées par certains agriculteurs permet de mettre en évidence les blocages que rencontrent d'autres agriculteurs possédant des techniques considérées comme « normales ». À cette échelle, il faut prendre en compte la diversité des solutions (à l'intérieur du

terroir, dans la région mais aussi suivant l'expérience et l'information de l'agronome dans des systèmes agraires « comparables » : ceci est primordial pour bâtir des hypothèses d'intervention avec les agriculteurs. Les visites et échanges d'agriculteurs peuvent alors être très utiles.

Estimer les besoins et anticiper l'impact des actions

Pour conclure cette analyse, il faut réaliser des bilans approximatifs des différentes exploitations comme le montre la figure 20 a, à partir de (très)

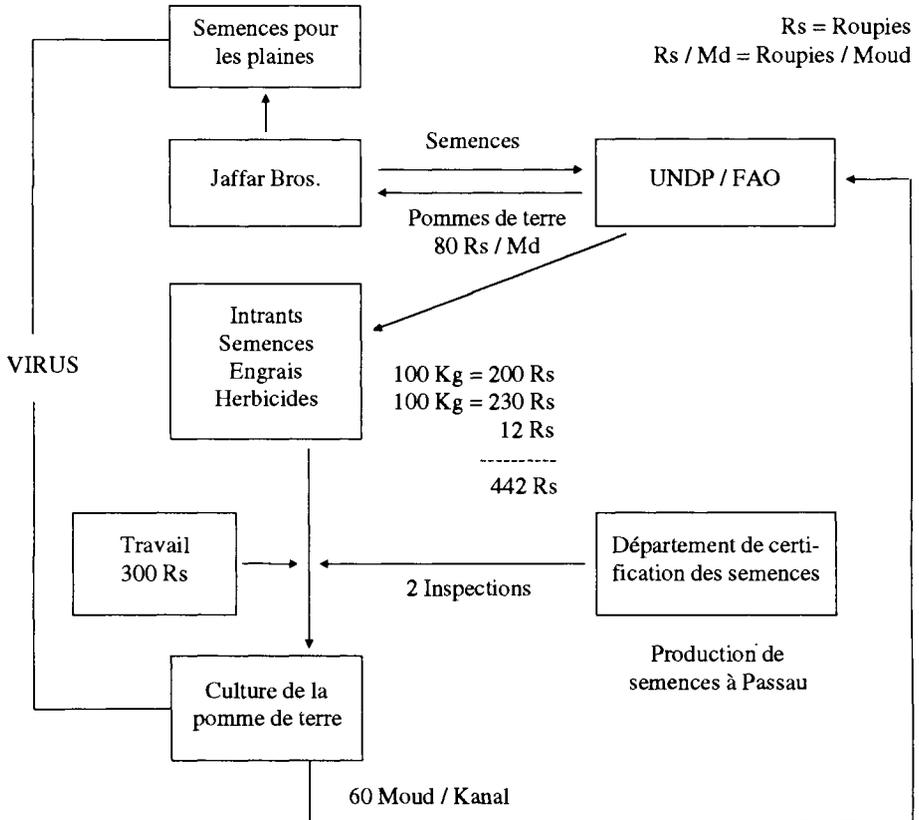
Figure 20 a : Ressources achat de blé et taille des exploitations de trois paysans d'un village du Pakistan (Source : Conway et al. 1985)



schématiques budgets de cultures (figure 20 b). On peut essayer d'imaginer l'impact économique probable des techniques que l'on entend expérimenter.

Cette analyse avec les agriculteurs permet de dresser le protocole des essais et de préciser les réponses aux questions posées précédemment à l'échelle du village : quelle technique sera utilisée, par quelle personne, avec quels moyens, à quel moment et quel en est le résultat escompté ?

Schéma 20 b : Budget de culture de la pomme de terre dans le village du Pakistan
(Source : Conway et al. 1985)



Coûts Semences, engrais, herbicides = 442
Travail (plantation et récolte) = 300 / 742
Vente = 4800 / 4058 Rs / Kanal

4

L'intervention repose sur le diagnostic finalisé



Rappel des principes de méthodes



Expérimentations
avec quelques exploitants sur leurs parcelles et leurs troupeaux



Le cadre contractuel au niveau des villages



Conditions pour la multiplication des actions



Réinterroger les politiques macroéconomiques



Le diagnostic finalisé permet de favoriser l'émergence de dynamismes locaux et de les développer à une échelle régionale en articulant les actions pour le développement du système agraire, des systèmes de production et des systèmes de culture. Il passe d'abord par des expérimentations définies et mises en oeuvre avec les exploitants, puis par une négociation/contractualisation avec les villages, avant d'envisager une multiplication à plus large échelle. ■

Rappel des principes de méthodes

Le diagnostic doit rester dans les limites strictes que lui assigne la progression du travail de construction, et ne doit pas entrer dans des enquêtes préalables trop générales ou trop approfondies. Celles-ci s'avèrent en effet très lourdes pour les agriculteurs et le programme de l'intervenant. Nous n'excluons pas des enquêtes ponctuelles profondes pour préparer et accompagner certaines actions, à condition qu'elles soient finalisées. La décision d'entreprendre ces enquêtes doit être prise en fonction du rapport « qualité / temps ».

Nous avons parlé de la nécessité de raisonner avec des hypothèses de diagnostic liées étroitement à des hypothèses de réalisation : il ne doit pas y avoir de rupture conceptuelle, mais une continuité. De même que la construction hypothétique de la réalité passée et présente est soumise aux faits et à vérification, l'« expérimentation mentale » doit être conduite jusqu'à la réalisation concrète cherchant à faire exister de nouveaux faits (« innovations »).

En même temps que l'on a mieux cerné le fonctionnement des systèmes « emboîtés » selon les différents niveaux d'analyse, on s'est efforcé d'identifier les possibilités d'amélioration. Leur développement exige une chaîne d'interventions techniques et organisationnelles : il s'agit d'une mise au point d'innovations « grandeur nature », au niveau de l'exploitation, du village ou de la petite région. Ces innovations ne doivent pas être prises dans le sens étroit d'une introduction de nouvelle technique (« transfert de technologie »). Elles doivent plutôt être comprises comme une recombinaison d'éléments préexistants qui donne naissance à la nouvelle technique et son organisation, en recréant les conditions de son appropriation. L'« expérimentation » ou l'« essai » d'une innovation est ainsi à prendre comme la tentative de mise au point progressive d'une technique et d'une organisation : on cherche plus à « faire marcher » des solutions identifiées en les modifiant dans cet objectif qu'à démontrer qu'elles « marchent », et cela aux différents niveaux d'analyse. Nous allons donc montrer, à partir du niveau de la parcelle où des techniques contribuant à

l'aménagement du terroir sont essayées, quelles sont les conditions à remplir au niveau de l'exploitation du village et de la région pour que les innovations soient créées et se développent en se transformant (plutôt que « essaiement »).

L'intervention commence réellement après une analyse prospective, quand les deux parties, l'intervenant et les concernés, sont d'accord sur ce qu'ils doivent faire. De même qu'au niveau régional, des lignes d'actions d'une politique régionale peuvent avoir été décidées, le passage du niveau du village à la parcelle doit se conclure par un véritable cahier des charges qui précise les responsabilités respectives des exploitants, de la communauté et de l'intervenant. Cette phase demande le plus gros effort intellectuel. Il s'agit de synthétiser toutes les informations finalisées depuis le début du diagnostic et de les traduire en termes concrets dans un contrat, écrit de préférence, mais pas nécessairement. Les agriculteurs et les intervenants d'un programme d'aménagement de terroir doivent se mettre d'accord sur le type de mise au point que l'on désire tenter. Il doit trouver des prolongements viables, c'est-à-dire compatibles avec les exigences étudiées aux différents niveaux (régionaux, nationaux). En « remontant » du niveau de la parcelle au niveau régional, on examine successivement le contenu des contrats, c'est-à-dire le type d'essais (niveau parcelle / exploitation), les modalités d'accord (niveau du village), puis les conditions à remplir par les institutions au niveau régional.

Expérimentations avec quelques exploitants sur leurs parcelles et leurs troupeaux

Nous examinons la méthodologie des essais qu'un programme d'aménagement de terroir peut utiliser. Bien que, pour simplifier, nous n'ayons considéré ici que les essais agronomiques, le même raisonnement peut s'appliquer à un essai technologique (création de micro-infrastructure par exemple).

Milieu réel et/ou milieu contrôlé ?

Un des principaux points de débat entre chercheurs de terrain ou développeurs est le degré de contrôle que l'intervenant doit introduire dans la conduite

de ses essais. On oppose ainsi les essais en milieu « contrôlé » à ceux menés en milieu « réel ». Classiquement, on place d'abord les essais en milieu contrôlé, dont les résultats sont testés ensuite de façon délocalisée, et on les applique enfin en milieu réel. La démarche est souvent la même dans le cas d'un transfert de technologies (techniques et/ou de variétés par exemple). En fait, dans le cadre du type de projet d'intervention dans lequel nous nous situons, les essais en milieu contrôlé se révèlent le plus souvent difficiles à mettre en place et sont lourds à suivre. Ils n'attirent guère l'intérêt des paysans, et produisent des résultats souvent inexploitablement par manque de soins dans le prélèvement des données. Nous suggérons que ce type d'essais suive (au lieu de précède) les nouvelles tentatives qui se sont révélées fructueuses avec les paysans.

Cela permet d'« objectiviser » les résultats obtenus. Il n'est pas question pour autant de nier l'intérêt de tels types d'essais pour la recherche en station où le contrôle peut être réel, en particulier pour les introductions de nouvelles plantes, variétés ou races.

Milieu réel avec témoin

Les essais agronomiques en « milieu réel » devraient toujours être réalisés en présence d'un « témoin ». D'abord afin de permettre la comparaison, mais aussi afin de dédommager l'agriculteur sur la base de cette comparaison en cas d'échec. Il faut un approfondissement préalable du fonctionnement de l'exploitation où se réalise l'essai, qui est en fait le prolongement des discussions initiales chez les représentants des types d'agriculteurs. Un certain nombre de critères pertinents pour le suivi rigoureux de l'essai et du témoin peuvent ainsi être dégagés. Ces critères relèvent autant du domaine socio-économique (temps de travaux réalisés par les différents membres de la famille) qu'agronomique (état du sol pour essai d'outils et réaction de la plante, carrés de rendement) dans le cas d'une évaluation économique globale.

Choisir des critères simples pour le suivi des essais

Ces critères objectifs doivent être traduits conformément à la manière dont les agriculteurs conçoivent leur activité. Ceux d'entre eux intéressés pourront ainsi également suivre l'essai. Il vaut mieux avoir des relevés complets de critères simples, donnant à l'intervenant une base de discussion avec les agriculteurs, plutôt que des relevés incomplets de critères complexes qui ne servent ni à l'intervenant, ni aux agriculteurs. Il faut rappeler que les diffusions reconnues comme « spontanées » de races, de variétés ou de techniques se font, non pas sur la base de résultats scientifiques (qui peuvent exister par ailleurs),

mais sur celle de critères d'évaluation subjectifs propres aux utilisateurs. Cette approche, qu'on pourrait croire laxiste comparée à une approche classique, exige au contraire un travail plus important. Le relevé des données doit en effet être accompagné et suivi d'une analyse avec les agriculteurs afin d'envisager des (in)formations complémentaires. Ce n'est qu'à cette condition que peut se poursuivre le processus constructif d'appropriation amorcé lors du diagnostic.

Essais de contrôle pour la « recherche »

Ce type d'essai en milieu réel risque de poser non pas des problèmes de « diffusion de l'innovation », mais au contraire, des difficultés à freiner des paysans « convaincus » par des indices de réussite bien minces, et surtout, subjectifs. Les responsables du programme devront donc justifier logiquement auprès des agriculteurs la nécessité d'« essais de contrôle ». Le choix du terrain, la mise en place du cahier des charges et le suivi fin des essais en « milieu contrôlé » sont décidés après avoir analysé les résultats des essais en « milieu réel ». Ainsi, les hypothèses se trouveront mieux posées et ces essais de contrôle auront toutes les chances de susciter l'intérêt des paysans et donc, d'obtenir leur soutien. Cependant, il peut s'avérer plus fructueux que des chercheurs à plein temps effectuent parallèlement ces essais en milieu contrôlé en relation avec les personnes de terrain et les agriculteurs travaillant sur leurs essais en milieu réel facilitant le travail.

Le cadre contractuel au niveau du village

Justification

La signature d'un cahier des charges constitue un engagement de la part de l'intervenant. De la même façon qu'il signe un contrat de travail et se voit donner des termes de références, il est redevable de son intervention vis-à-vis des producteurs. Ce n'est qu'à ce titre qu'il leur reconnaît pleinement le statut de « partenaire ». Réciproquement, les producteurs s'engagent vis-à-vis de l'intervenant. C'est une condition de leur participation. Bien que la formulation d'un tel cahier des charges doive être effectuée en dialoguant avec les partenaires, on peut cependant avancer quelques idées destinées à alimenter la discussion.

Précautions

Ce cahier des charges doit inclure les risques que courent les agriculteurs de perdre leur temps et leur investissement dans la mise au point de ces expériences (au sens large, c'est-à-dire y compris la construction d'infrastructures et les essais d'outils). Il est donc nécessaire de prévoir une part de subvention. Cependant il faut songer dès la signature du cahier des charges aux « conditions socio-économiques réelles », de façon à ne pas ruiner les chances futures d'une extension, à l'aide du crédit par exemple. Il faut donc que la raison de l'octroi de subvention soit expliquée et reconnue par les différentes parties en présence (agriculteurs, intervenants et administrations).

La mise en place des essais dans le prolongement concret de l'« expérimentation mentale » prend du temps, surtout si cela nécessite un complément de visites, de démonstrations ou de formation. L'organisation de ces séances doit évidemment prendre en compte les calendriers cultureux, mais aussi les emplois du temps des personnes concernées par le type d'essai prévu. Les participations financières (nature ou espèces) des partenaires respectifs peuvent aussi varier selon leur niveau socio-économique et sont à négocier. Il est évident que ces différentes opérations doivent « coller » autant que possible aux conditions réelles des relations sociales (échanges de travail, etc.) examinées durant la phase de diagnostic. Il s'agit de ne pas créer de distorsion, comme cela arrive souvent dans les projets où la formation est isolée de la mise en place de l'essai (« recherche-développement » au sens « industriel » du terme). Elle perd alors de vue sa finalité et les personnes visées. La participation des agriculteurs au programme risque de devenir une fin en soi. Inversement, elle ne doit pas être source de privation. Ce dosage savant ne peut se faire qu'avec une connaissance sans cesse renouvelée, du milieu et des comportements.

Propositions

Les outils nouveaux accompagnant les techniques à tester, peuvent être prêtés gratuitement aux utilisateurs pour la durée des essais. Ils sont remis au responsable du programme ou gardés par l'intéressé selon des règles fixées par la communauté. Une partie peut être payée en nature ou en espèces. Cela alimentera un fonds de recherche destiné à acheter de nouveaux outils à tester. La communauté peut aussi estimer que l'intéressé « mérite » de garder l'outil avec lequel il a « innové ». Par la suite, toute personne désireuse d'acquérir un outil analogue doit passer par les canaux d'achat ou de prêt existants, comme c'est le cas pour les matériaux destinés aux micro-infrastructures.

Pour la construction expérimentale de micro-infrastructures, un projet peut prendre en charge les coûts des matériaux introuvables localement (ciment,

tuyaux, grillages, conseils et main-d'oeuvre spécialisée) et assurer leur transport par route. Les coûts des matériaux fournis localement (travail de recherche et de transport de ces matériaux, construction du gros oeuvre) seraient à la charge de la communauté. Dans le cas d'une diffusion future, les villages intéressés par de tels travaux devront trouver eux-mêmes le financement, selon les règles en vigueur dans les programmes correspondants.

Les outils communs ou n'ayant pas d'usage agricole (barre à mines par exemple) qui ont servi à la construction des infrastructures (traitement de ravines, profilage de sentier, micro-barrages) sont conservés par la communauté pour l'entretien (usage collectif) dans une « banque » d'outils destinés à un usage individuel. La communauté fixe alors les règles de paiement, en nature ou en espèces. Les conditions de distribution de plantules et de matériel végétal gagnent à être précisées dès le début de l'expérience. Lorsque l'essai débute, les plants (fourrages, arbustes ou arbres fruitiers) doivent être fournis gratuitement. Si leur usage se généralise, en aucun cas le programme ne doit se substituer à des services publics ou privés qui, seuls, peuvent assurer la pérennité de cette production dans le long terme. Il y a donc lieu d'établir une tarification progressive qui permette d'ajuster l'offre à la demande croissante. Elle varie, pour chaque plante, selon une péréquation entre le rapport escompté par l'utilisateur et les coûts de production par les producteurs.

Tous ces points doivent être précisés et explicités si possible dans un contrat écrit que l'intervenant doit respecter. Il doit aussi éviter les altermoiements unilatéraux qui risquent de ne pas rassurer les agriculteurs.

Conditions pour la multiplication des actions

Selon nous, l'intervention n'est pas un transfert de technologie. Elle est bien plutôt la construction d'un processus basé sur trois éléments : une réflexion catalysée par des éléments externes, une réinjection de capital et une mise à disposition d'intrants. Pour provoquer un « décollage », il ne suffit pas qu'un processus administratif aussi bien organisé que le *Training and Visit* diffuse les « bonnes » technologies et informations, les bons spécialistes du sujet, un « bon » système de crédit et un « bon » système de distribution d'intrants. Il faut encore les faire exister. Pour cela il est préférable de s'appuyer sur les

circuits existants et éviter d'en créer artificiellement d'autres. Il faut prolonger les dynamismes passés et actuels identifiés à l'échelle régionale.

Privilégier les circuits privés pour l'approvisionnement et la distribution en intrants

S'il peut apparaître nécessaire de mettre en place des « collections » pour les plantes fourragères et légumineuses, on devra auparavant, pour éviter les problèmes d'administration et de logistique, inspecter soigneusement les différents lieux susceptibles de l'avoir déjà fait dans le passé. Si possible, la tâche d'introduction dans des conditions agro-écologiques proches devra incomber à la recherche en station. L'intervenant est seulement responsable de leur test dans les villages, chez les paysans intéressés par l'expérience. En cas de réussite, la multiplication des plantes concernées est décidée par contrat de production auprès d'un agriculteur.

Cette convention devra être très précise sur la période de « rachat » des boutures et des plants de façon à ne pas induire de distorsion sur le marché futur de cette plante. Les décisions de multiplication oscillent entre deux situations extrêmes : soit une « demande » existe pour la plante et les agriculteurs se procurent les plants « au coût de production » auprès de « producteurs », soit on constate le défaut de perspectives réelles à court et moyen terme et il n'y a donc pas lieu de s'obstiner à la multiplier et la diffuser, du moins dans un cadre de projet de développement.

Afin de ne pas introduire de distorsions dans l'économie régionale, on privilégie les circuits de distribution locaux : l'achat des matériaux et outils dans le cadre du programme doit se faire en priorité auprès des commerçants de la place, de préférence des villages les plus proches. L'analyse des filières se trouve ici concrètement valorisée : il est même bon d'avoir procédé soi-même aux achats à différents niveaux (national et régional) afin de connaître vraiment la filière des intrants dont on a besoin.

Pour favoriser l'offre d'outils en parallèle à la demande, il est économiquement « correct » d'estimer le coût de revient d'une telle opération dans les conditions d'un programme concocté à la capitale. Si nécessaire, on remonte la filière jusqu'à la ville, pour obtenir des prix jugés « corrects ». Pour mettre au point de nouveaux outils, on s'efforce de connaître l'origine des produits, que ce soit chez les commerçants ou sur le marché régional, et on obtient ainsi la possibilité d'introduire des modifications de conception directement chez les artisans-producteurs. L'intérêt d'une telle méthode est qu'elle met en place le circuit d'approvisionnement futur pour les outils se révélant performants. Cette

façon de procéder présente aussi l'avantage de ne pas alourdir le programme avec l'administration de la logistique, comme cela apparaît souvent dans les projets de développement « intégré » par exemple. Ces derniers nous semblent procéder d'une mauvaise analyse du concept d'intégration, transformé en « substitution », avec les dérives bureaucratiques bien connues. Toute l'énergie du programme peut ainsi être consacrée au travail de recherche-développement sur le terrain (mise au point et suivi d'innovations) avec les producteurs au sens large (paysans, boutiquiers, artisans, etc.).

Un même raisonnement s'applique à la commercialisation éventuelle d'un nouveau produit. La décision du transport par les véhicules du projet d'intervention doit être soigneusement réfléchie et restreinte à la nécessité d'« amorcer » le circuit, non de s'y substituer.

Certaines fonctions sont parfois déjà assurées au niveau régional par les services étatiques. Une attitude logique serait de les traiter sur le même pied d'égalité (c'est-à-dire en concurrence) que les commerçants privés, surtout dans le cadre de l'ajustement structurel et des privatisations qui l'accompagnent. D'autres considérations, de type technico-économique, voire « diplomatique », doivent parfois être prises en compte.

Laisser aux services étatiques d'autres fonctions non « rentables »

Un certain nombre de fonctions relèvent forcément du ressort d'un organisme autre que privé, du fait de la rentabilité à long terme qu'elles supposent. Pour cette raison, l'État ne doit pas s'engager et doit même se désengager de celles qui peuvent être assurées par le privé.

La vulgarisation

La formation et la diffusion « horizontale » de l'information est une nécessité pour la multiplication des actions. De même qu'il faut privilégier les dynamismes existants, il ne sert à rien de vouloir substituer un service de vulgarisation (fût-il parfois même le *Training and Visit* !) par un système automatique d'échanges d'expériences entre agriculteurs par exemple. Ces échanges doivent seulement avoir un rôle de catalyseur. Ils ne permettent pas de faire l'économie de la réflexion et de la reconstruction par les acteurs concernés. Autrement dit, en prenant une position volontairement extrême, un système *Training and Visit*, à condition d'introduire une certaine souplesse dans son cadre plutôt bureaucratique et de le doter d'un contenu, peut s'avérer plus profitable qu'une planification rigide et systématique de visites entre agriculteurs.

Concrètement il faut que ces (in)formations interviennent au milieu du processus. Par exemple, il était préférable en Haïti que les agriculteurs commencent des essais de cultures conservationnistes sur des terres en pente avant d'entreprendre d'autres expériences, la simple copie se traduisant inévitablement par des échecs. En revanche, aucune des réalisations fructueuses faites par les agriculteurs n'étaient identiques à celles ayant fait l'objet de « démonstration ». Seul le principe avait été retenu. Autrement dit, si l'on veut que les échanges d'expériences soient valorisés, il faut que les vulgarisateurs ou cadres des services aient des démarches de mise au point d'innovation avec les agriculteurs, démarches analogues à celles que nous avons décrites au niveau des exploitations et des villages. Il faut en plus que le système de « vulgarisation » permette et appuie une diffusion « horizontale » de l'information.

La réinjection de capitaux

Tout ce processus nécessite la mise à disposition parallèle de capitaux. Ils peuvent provenir soit d'une mobilisation de l'épargne locale ou « argent chaud », soit d'une réinjection d'« argent froid » extérieur. Le cas de crédit octroyé à partir de l'épargne locale suppose une démarche d'animation (comme dans le cas de la vulgarisation). Il ne faut pas négliger l'apport de cette épargne populaire. Mais elle peut s'avérer insuffisante pour un certain nombre d'innovations qui exigent des injections de capitaux extérieurs plus importants, que peuvent par exemple financer des migrants haïtiens en République dominicaine, ou mozambicains en République Sud-africaine. D'où l'existence de programmes de développement visant un réinvestissement : chantier à « haute intensité de main-d'oeuvre » pour l'ouverture de piste (domaine d'intervention n° 1), programme de subventions ou de crédit pour les améliorations foncières, programme de crédit en général, etc. Un programme d'« aménagement / gestion de terroir », bien ciblé et avec des moyens, peut se permettre d'administrer directement du capital et de le réinjecter à titre expérimental dans la recherche d'innovations pour les exploitations. En revanche, la multiplication de ce type d'expérience nécessite un système de distribution du capital (crédit ou subvention).

Renforcer, par l'information, l'efficacité de telles structures étatiques

Pour être efficaces, ces structures de vulgarisation et de réinjection de capital doivent être en mesure de se greffer sur les dynamismes existants compris, au moins dans leurs grandes lignes, aux niveaux national et régional. Mais ils doivent aussi bien appréhender les contextes et comment se sont recrées les

innovations. Or justement, outre les réalisations concrètes avec les agriculteurs, le programme de recherche-développement au niveau local devrait faire le bilan technique, social et économique réel de la création de ces innovations, fondé sur les calculs des coûts. Ces données sont ensuite susceptibles d'être utilisées par les organismes de « vulgarisation », de crédit et les autres opérations de développement. Autant de références chiffrées qui permettent à ces services des estimations et des méthodes plus réalistes que celles généralement utilisées par manque de connaissance des situations, que ce soit avant, pendant et après la mise au point de l'innovation.

Dans le cadre du crédit par exemple, elles doivent concrètement permettre d'améliorer les formulaires de prêts utilisés par les agents du crédit sans que cela se traduise par un alourdissement des procédures. Il faut au contraire tendre à une accélération et un meilleur ciblage des octrois de crédit grâce à une plus grande pertinence des critères de décision. On touchera ainsi un plus grand nombre, ouvrant la voie à un élargissement ultérieur du « groupe-cible ». La démonstration est valable pour des programmes de développement bénéficiant de l'octroi de subventions (hydraulique villageoise, etc.) et aussi pour l'organisation de la vulgarisation de thèmes techniques.

Il est bien évident que ce « transfert » d'informations du projet aux services régionaux n'a de chances de se faire que si, lors de l'approche au niveau régional, des contacts de travail ont pu être noués avec des partenaires qui ont participé au travail de diagnostic initial et ont suivi en partie la progression du travail de terrain (village, exploitation, parcelle). Ici aussi, pour qu'il y ait « appropriation » des propositions, il faut que les personnes soient partie prenante à leur élaboration.

Réinterroger les politiques macroéconomiques

La circulation « horizontale » de références et la décentralisation du capital sont les deux composantes des créations et reconstructions de technologies. Elles existent seulement si un certain nombre de conditions sont réunies pour assurer la cohérence de leur transfert et leur appropriation par les personnes concernées, à des périodes et dans des lieux différents.

La très grande décentralisation engendrée par la dispersion des producteurs demande un synchronisme des principales fonctions qu'on retrouve dans la production à ces différentes échelles. Dans le cadre de l'aide à la définition d'une politique agricole pour Haïti, et après les plongées du niveau international au local suivies de « remontées » avec une « capitalisation » aux différentes étapes, nous avons tenté de préciser ces conditions.

Le tableau 21 (page 110) permet d'estimer, pour chaque fonction, la répartition possible des tâches entre les secteurs privés, coopératifs et étatiques de façon à assurer une performance de la fonction considérée : les différents secteurs agissent les uns sur les autres comme régulateurs ou « tampons ». Le secteur privé place des garde-fous sur la rentabilité des structures exerçant la fonction. Le secteur coopératif permet de casser les situations de monopoles locaux. Enfin, le secteur étatique assure les fonctions qui ne sont pas encore couvertes par les autres secteurs.

Les tableaux 22 à 27 (pages 111 à 116) résument, pour les principales fonctions ou structures, une proposition des étapes à parcourir à partir des situations actuelles et localisées. L'objectif est de parvenir à une politique nationale cohérente à long terme tout en préservant une situation décentralisée de fait.

Quel que soit le degré de précision de ces acquis de connaissance et d'intervention, ils conservent le statut d'hypothèses. En ce sens, bien que ces dernières soient logiques, elles ne sont « vraies » qu'en l'état des connaissances actuelles.

Tableau 21 :

Répartition des différentes fonctions d'accompagnement

Fonction	Secteur privé	Secteur coopératif	Secteur étatique
Crédit	Groupes traditionnels, spéculateurs, IFIR / SOFIDER	Caisses populaires (CNC ?) ou assimilées	BCA / BNDAI (?), banques d'État
Intrants et biens d'équipement	Importateurs marchands traditionnels en concurrence, individus ou groupes	Coopératives plus ou moins formalisées (CNC) ou ONG	Éventuellement dans le cadre de PDRI (ODN, ODVA) et sur certains districts
Structuration du milieu	Groupements traditionnels, ONG, églises, radios : groupes de pression vers la commune	Coopératives	Administration communale, radios
Recherche Formation Développement	Réseaux d'agriculteurs individuels ou groupements plus ou moins formels, ONG, églises	Coopératives, caisses populaires	FAMV/CRDA/CDR/EMDA projets intégrés ou thématiques
Suivi-évaluation	Même réseaux	Idem	Ministère de l'Agriculture (MARNDR) au niveau national / départemental / communal
Recapitalisation	Retours de migrations, envois de fonds familiaux « fraternités », projets ONG de réinvestissements	Projets et accroissement des fonds de roulement des coopératives	Ministère du Plan au niveau national / départemental

Tableau 22 : Foncier

Au niveau...	COURT TERME Inférieur à 5 ans	MOYEN TERME 5 - 10 ans	LONG TERME Supérieur à 10 ans
Local	Travail au niveau de certaines communes entr'agronomes et arpenteurs / notaires pour la réalisation de parcellaires. Gratuité de l'arpentage dans le cadre de micro-projets d'amélioration foncière.	Même type de travail mais systématique par commune, vers des cadastres fonctionnels enregistrés.	Rachat éventuel de terres non entretenues, distribution de celles-ci. Corps d'arpenteurs au niveau des ORD.
Régional	Légalisation des occupations de terres dans le cadre de Bureau départemental du Plan. Éventuellement distribution des terres Plantation Dauphin.	Achat de terre aux propriétaires absents désireux de vendre. Attributions.	Création cartographique du cadastre communal, mise à jour systématique et légalisation. Conseil foncier communal.
National	Reconnaissance légale des « sous-fermiers ». Remise du pouvoir à la direction des Domaines, connaissance des terres de l'État.	Amélioration de connaissance des terres de l'État et de perception des fermes.	Augmentation du loyer des terres de l'État, vers un cadastre national complétant celui des terres de l'État.

Tableau 23 : Crédit

Au niveau...	COURT TERME Inférieur à 5 ans	MOYEN TERME 5 - 10 ans	LONG TERME Supérieur à 10 ans
Local	Négociation avec caisses locales du BCA. Mise en place de fonds de garanties dans le cadre de projets. Création de nouvelles CP, ou mutuelles assimilées. Renforcement de la gestion des Caisses populaires existantes.	Appui ou oubli du BCA ? Multiplication de fonds de garanties dans les projets. Renforcement et multiplication des CP, ou mutuelles assimilées.	Multiplication des caisses populaires ou assimilées appuyées sur les IFIR.
Régional	Assainissement et assouplissement des caisses régionales du BCA. Étude des unions régionales de Caisses Populaires.	Décentralisation continue du BCA / BNDAL.	Multiplication des IFIR, ou de structures fédératives, appuyées sur la SOFIDER.
National	Assainissement BNDAL et BCA. Étude de la Caisse Nationale des Coopératives.	Mise en place de fonds de garanties, soit une union de CP dans le cadre CNC, soit de nouvelles fédérations.	BCA / BNDAL pour agro-industriels. Fonds de garanties au niveau national SOFIDER.

Tableau 24 : Intrants

Au niveau...	COURT TERME Inférieur à 5 ans	MOYEN TERME 5 - 10 ans	LONG TERME Supérieur à 10 ans
Local	Boutiques d'intrants collectives / coopératives, approvisionnement des boutiques sélectif, favorisant production / distribution locale (ateliers Camp Perin). Subventions des nouveaux produits, accompagnement formation. Appui aux privés, gestion et formation technique.	Multiplication de la création de boutiques collectives, fédération, pour augmenter compétition secteur privé.	Distributions d'intrants par secteurs privé et coopératif compétitifs. Réseaux d'artisans pour outillage (ferblanterie, maraîchage, charrue, silos...)
Régional	Suppression des distributions par l'État dans zones desservies par les privés. Mise en place éventuellement dans cadre PDRI (ODN...), selon situation du département.	Développement du réseau privé par décentralisation des distributions et fédération secteur coopératif.	Approvisionnement des micro-industries au niveau régional, distributeurs d'intrants coopératifs ou privés sur toutes les régions, prix des intrants sur radio.
National	Suppression des licences d'importation pour intrants et biens d'équipements non produits en Haïti : compétition entre distributeurs. Protection relative de produits susceptibles de concurrencer industries locales.	Subvention sélective de certains intrants sur importation.	Industries nationales de fabrication / distribution. Protection d'accompagnement de certains biens stratégiques produits localement.

Tableau 25 :
Recherche Développement Formation

Au niveau...	COURT TERME Inférieur à 5 ans	MOYEN TERME 5 - 10 ans	LONG TERME Supérieur à 10 ans
Local	Recensement de partenaires parmi les expériences locales de RD (ONG, Coop, centres de stockage).	Idem. Travail et échanges avec expériences en relations « horizontales ».	Création et fonctionnement d'un réseau de recherche décentralisé.
Régional	Redéfinition des CRD et EMDA pré-existants dans les problématiques régionales : mise au point de systèmes de suivis des données de base. Examen des expériences analogues régionales susceptibles de devenir des CRD ou EMDA. Aide au MARNDR, par l'octroi d'étudiants pour analyse du système agraire dans zones vierges.	Encadrement des étudiants sur projets d'investissement. Extension des suivis des données aux zones avec étude régionale de base (SP/SA) par le MARNDR. Aide au MARNDR continue sur les autres zones vierges.	Animateur régional du réseau RD avec suivi d'étudiants : - mise au point expérimentale avec agriculteurs, - appui méthodologique aux expériences RD locales, - appui au MARNDR pour suivis régionaux, - appui aux projets d'investissements.
National	FAMV : formations systémiques et thématiques des étudiants. CRDA : recenser en priorité les initiatives de RD. Soumettre les relations internationales avec CGIAR, INRA, aux besoins et problématiques des initiatives RD.	Idem. Création d'une section : développement agricole, management de projets. Aide IHSI pour préparation au recensement. Appui à la redéfinition des CRD et EMDA et constitution du réseau RD. Idem pour relations internationales.	FAMV : formations systémiques, thématiques et de programmation et management de projets d'investissements. CRDA : animation et fonctionnement du réseau national RD et articulation avec institutions internationales de recherche.

Tableau 26 :
Objectifs pour le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles
et du Développement rural (MARNDR)

Au niveau...	COURT TERME Inférieur à 5 ans	MOYEN TERME 5 - 10 ans	LONG TERME Supérieur à 10 ans
Local	Exploitations données sur la commune, historique des communes, description agro-socio-économique et recensement cartographié associé. Élaboration de la demande avec communauté. Formation à la gestion de projets.	Recueil des données, préparation exécution de projets de réinvestissements.	Connaissance évolutive de la commune et de ses projets. Appui au schéma d'aménagement communal défini par la communauté. Exécution des projets communaux en relation avec le département.
Régional	Exploitations des données régionales (recensement, cartes, études thématiques et régionales), formation correspondante.	Schéma d'aménagement agricole départemental, recueil, suivi des données, production et ressources naturelles.	Connaissance évolutive de la région et de ses projets, système d'alerte, gestion de projets régionaux.
National	Exploitation des données (recensements et cartes), formation systémique et statistique des cadres, organisation du recueil des données au niveau national.	Projection des données de production, concentration et suivi des données (prod. superf, prix).	Suivi agriculture, contrôle des importations et aide alimentaire, systèmes d'alerte. Planification agricole nationale.

Tableau 27 :
Objectif au niveau de la planification

Au niveau...	COURT TERME Inférieur à 5 ans	MOYEN TERME 5 - 10 ans	LONG TERME Supérieur à 10 ans
Local	Enregistrement par communes des projets publics / privés.	Suivi de la mise en place de projets d'investissements. Détachement de cadres des services techniques.	Suivi de la fin de l'élaboration / mise en place des projets comunaux et privés.
Régional	Schémas directeurs d'aménagement départemental. Recensement des activités des ONG. Suivi des offices régionaux et PDRI (ODN, DRI-Jer...).	Demande de financement. Actualisation du schéma directeur selon le suivi de projets. Octroi de financements.	Présidence d'un ORD pour l'intégration des projets locaux et régionaux dans le plan départemental. Transit de l'aide.
National	Gestion PL 480 et aide dans les fonds d'investissements. Établissement des priorités d'aménagements régionaux dans le plan décentralisé.	Idem. Actualisation du plan selon les exécutions des projets. Examen, octroi de nouveaux projets.	Idem.

Conclusion

La difficulté du travail de développement consiste à ne pas « figer » les hypothèses et résultats d'intervention en des vérités reproductibles en tout lieu et à tout moment. Les « acquis » de la connaissance et de l'intervention doivent à chaque fois être relativisés et replacés dans leur contexte spécifique afin d'attirer l'attention sur les processus plutôt que sur les résultats. Le contraire engendre nécessairement une dérive bureaucratique. C'est pour cette raison qu'il vaut mieux un « diagnostic » rapide affichant son caractère approximatif, et donc susceptible d'amélioration et d'approfondissement, qu'un diagnostic très approfondi s'affichant comme vérité et, comme tel, étant supposé définitif.

De façon plus générale, cette « capitalisation » des acquis doit montrer comment, à partir d'une situation de départ, le déroulement et l'impact de l'intervention (échecs comme succès) permettent d'envisager des pistes d'actions futures. Elles ne seront pas applicables telles quelles, mais constitueront autant de références à examiner à la lumière de contextes différents pour la construction de nouvelles hypothèses.

Diagnostic et action se construisent alors progressivement, en se nourrissant et se réinterrogeant mutuellement en permanence. Tout au cours de ce processus, il est essentiel de bien formaliser au fur et à mesure tous les progrès enregistrés dans la connaissance. Même si l'intervenant extérieur « n'est jamais sûr de rien », il doit s'imposer d'écrire, de dessiner, bref de capitaliser en permanence. À se dispenser de cette exigence, on risque non plus la dérive bureaucratique, mais la dérive basiste : se plonger dans le milieu et l'action sans jamais prendre de recul et se remettre en cause. On construit alors des projets souvent intéressants, mais complètement liés à la personnalité d'un intervenant et qu'on ne peut pas reproduire après son départ.

L'écoute et le dialogue avec les acteurs concernés, sans concession à la rigueur de l'analyse, tracent une voie étroite où l'intervenant doit se maintenir, en évitant les dérives bureaucratique et basiste.

ANNEXES

1

TRANSECTS SUR LOMBOK

(INDONÉSIE)

TRANSECTS DE LA RÉGION DE XALAPA

(MEXIQUE)

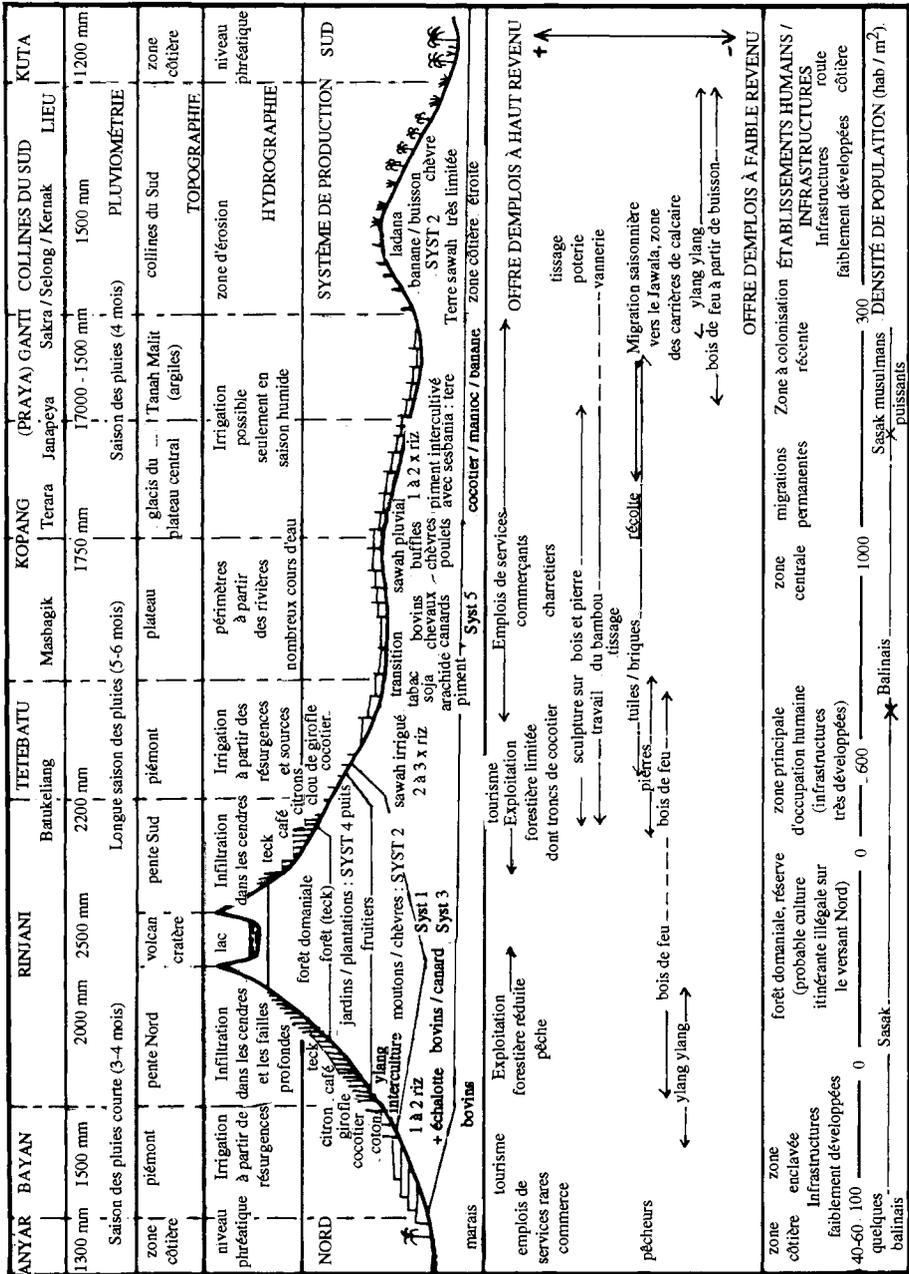
2

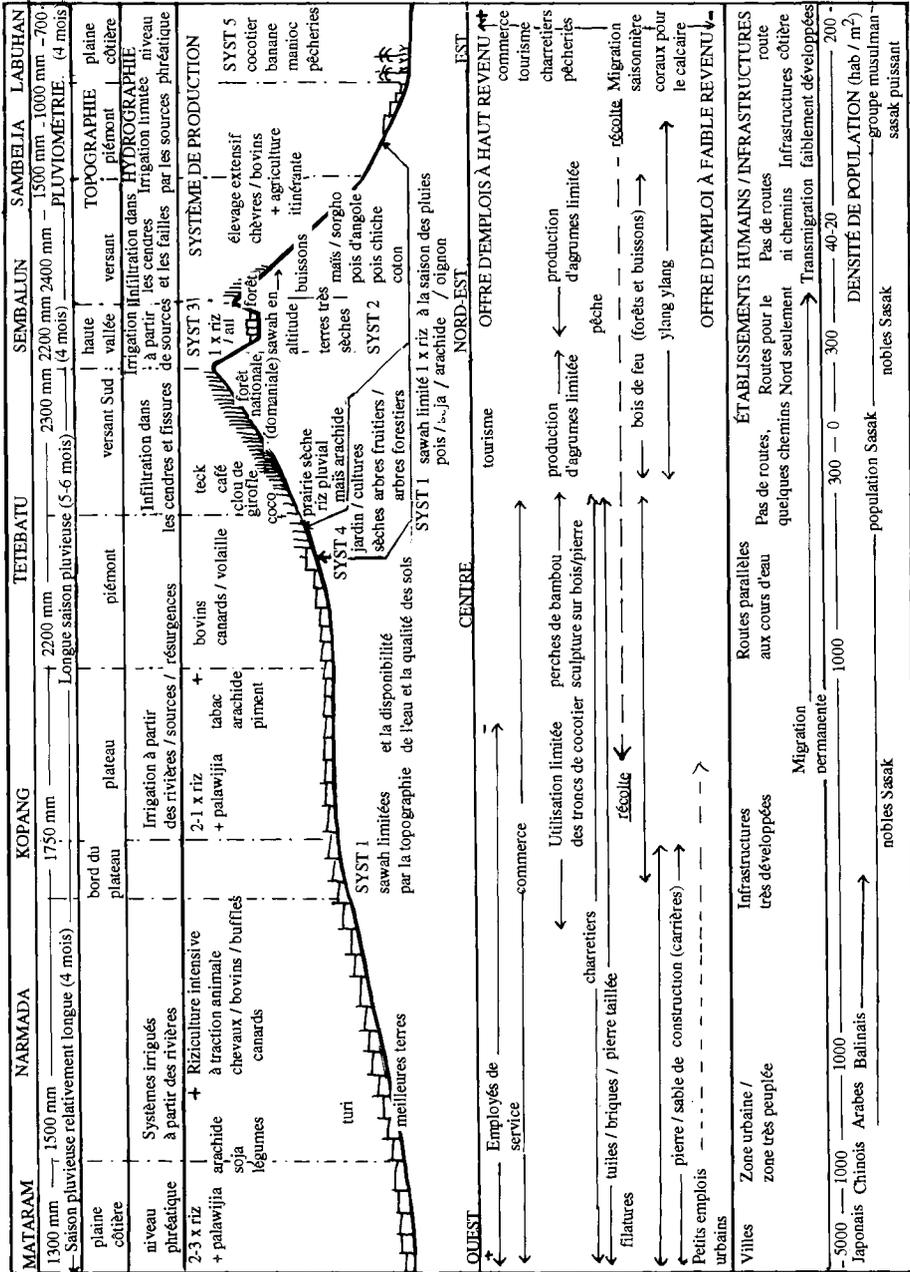
STRATÉGIES DE DIFFÉRENTS TYPES D'AGRICULTEURS EN HAÏTI

Annexe 1

Transects sur Lombok (Indonésie)

Transects de la région de Xalapa (Mexique)





Annexe 2

Stratégies de différents types d'agriculteurs en Haïti

1) **Les salariés agricoles** sont des jeunes qui disposent le plus souvent de très peu de foncier. Ils travaillent surtout en faire-valoir direct (métayer) ou exercent de petits métiers nécessitant très peu de capital (layés, vans, balais, etc., petit commerce de détail pour les femmes). Cette catégorie doit effectuer des migrations parfois importantes. Elle est très proche du milieu urbain où de très nombreux « héritiers » vivent des opportunités de « jobs » plus grandes, leurs terres étant cultivées en indivision par les parents restés sur l'exploitation. Le capital immobilisé est estimé à moins de 1 000 \$ US (IRAM / AGRICORP, 1990).

On observe deux orientations dans les stratégies agricoles :

- dans les mornes, la production est essentiellement tournée vers l'auto-consommation et vers la recherche d'une production maximale de calories par unité de surface. Cela implique des systèmes de cultures complexes, car diversifiés, pour étaler les risques avec un très fort investissement en travail. Relativement peu de produits sont vendus ;
- dans les plaines et autour des villes, la production est essentiellement marchande et les agriculteurs recherchent le maximum de revenu monétaire à l'hectare. Pour cela, ils intensifient les systèmes de cultures, éventuellement à l'aide d'achat d'intrants.

2) **Les petits propriétaires** possédant assez de terres pour la main-d'oeuvre disponible (de 0,5 à 4 hectares selon les zones) constituent sans doute la catégorie la plus importante en nombre. Ils exercent des activités extra-agricoles

impliquant un capital plus élevé que dans la première catégorie (menuisiers, charpentiers, commerce des femmes). Le capital total est estimé de 1 000 à 7 000 \$ US, avec une proportion plus importante mise en circulation (IRAM / AGRICORP, op. cit.). La stratégie est la recherche du maximum de revenu monétaire par heure de travail familial.

3) **Les moyens propriétaires** ont un capital investi relativement important, qui ne provient pas que de l'agriculture (métiers rémunérateurs comme bourreliers, maçons, ébénistes, agro-industries artisanales, spéculations en denrée) ou est assuré des petits emplois fixes en ville, dans l'administration (agents agricoles de projet, fonctionnaires), dans le privé (notaires, arpenteurs). Le capital est estimé à 12 000 \$ US et plus, avec une forte proportion de circulation (IRAM / AGRICORP, op. cit.). Ils sont acheteurs de main-d'oeuvre et cèdent éventuellement une partie de leur terre en métayage. Leur stratégie est identique à celle des petits propriétaires. Ils recherchent à maximiser le revenu monétaire par heure de travail familial.

4) Enfin, **les grands propriétaires** (plus de 10 hectares, le seuil de superficie étant variable selon les régions) sont souvent « absentéistes ». Ils cèdent la plus grande partie de leur terre en faire-valoir indirect, ou en gérance avec utilisation exclusive de salariés. Leur stratégie est la maximisation du taux de profit, ce qui explique qu'ils investissent leur capital dans d'autres secteurs plus rentables pour eux que l'agriculture : investissement hors frontière, commerce, transport, assemblage. Très rares, en effet, sont les agriculteurs « capitalistes » c'est-à-dire qui ont réinvesti dans l'agriculture. On en trouve cependant à proximité des villes de Port au Prince, du Cap et des Cayes, en particulier dans des élevages hors-sol de porcs et de poulets. On rencontre dans cette dernière catégorie de rares agro-industriels dans le secteur de la transformation (huiles essentielles) ou du conditionnement pour l'exportation, etc.

Souvent, le revenu du capital investi dans le foncier provient davantage de l'augmentation du prix de la terre que de la production agricole. D'où une mise en valeur extensive des terres en travail et en capital.

Bibliographie

BEAUDOUX (E.) et al. .- Guide méthodologique pour l'appui aux actions de développement à la base .- Bruxelles, COTA, 1990

BELLON (S.) et al. .- Recherche-Développement et Farming System Research : À la quête de l'opérationnalité .- Paris, GRET, 1985

CHAMBERS and al. .- Farmer First .- Londres, IIED, 1989

CIRAD .- Les Cahiers de la Recherche-Développement, n° 1 à 7 .- Montpellier, CIRAD-SAR

COGNO (R.), COURCIER (R.), RÉGIS (J.) .- Paysans du Nord et du Nord-Est d'Haïti .- IRAM / ODN - FAC, mimeo, 1983

CONWAY (G.-R.) ; BARBIER EDWARD (B.) .- After the Green Revolution, Sustainable Agriculture for Development .- Londres, IIED, 1990

CONWAY (G.-R.) .- An Introduction to Rapid Rural Appraisal for Agricultural Development .- Londres, IIED

DIERICKX (P.) .- « Les gros, les moyens, les petits » : de l'utilité des typologies, exemple d'une étude socio-économique préalable à un projet d'irrigation en Haïti .- Pointe-à-Pitre, Université des Antilles et de la Guyane, 1985

ICRA .- The Farming System in Tharaka : Strategies for Subsistence in a Marginal Area of Kenya .- Wageningen (Pays-Bas), ICRA, 1984

IFAD (FIDA) .- Mozambique General Identification Mission .- Rome, FIDA, 1990, non publié

IIED .- RRA notes number 1 to 8, Sustainable Agriculture Programme .- Londres, IIED, 1988 to 1990

IRAM .- Quelle politique agricole pour Haïti ? .- Paris, IRAM, 1990

IRAM .- Programme de recherche-action pour le développement des systèmes caféicoles de la Côte-Est de Madagascar .- Paris, IRAM, 1990

KHON KAEN UNIVERSITY .- Proceedings of the 1985 International Conference on Rapid Rural Appraisal .- Khon Kaen University (Thaïlande), 1987

MONDAIN-MONVAL (J.-F.) .- La région de Jacmel et ses perspectives de développement au terme de dix années de coopération franco-européano-haïtienne, rapport de fin de mission .- 1989, non publié

MONDAIN-MONVAL (J.-F.) .- Progress Report, Agricultural Loans Division, Vanuatu Northern District .- 1982, non publié

MONDAIN-MONVAL(J.-F.) .- Recommendations for Plan International Intervention Strategies on Lombok .- Indonesia, 1989, non publié

PILLOT (D.) et al. .- Recherche-Développement et Farming System Research : concepts, approches et méthodes .- Paris, GRET, 1985

PILLOT (D.) et al. .- Paysans Systèmes et Crises, Travaux sur l'agraire haïtien, 3 tomes .- Pointe-à-Pitre, Université des Antilles et de la Guyane, 1993

SEDES .- Étude des conditions d'introduction de la motorisation intermédiaire et bilan comparatif des opérations en cours .- Paris, SEDES, 1985

UNIVERSITÉ ANTILLES-GUYANE .- Développement agricole Caraïbe, systèmes de production agricole caribéens et alternatives de développement, actes du Colloques 9-10-11 mai 1985 .- Pointe-à-Pitre, Université des Antilles et de la Guyane

JOUVE

11, bd de Sébastopol 75001 Paris
Imprimé sur presse rotative numérique
N° 323446W - Dépôt légal : Mars 2003

Imprimé en France

Rapid appraisal in agricultural development

Rural development programmes often start prematurely, pushed by the urgency of the situation or under financial pressure to commit resources. Consequently, they do not benefit from a thorough study and analysis of the prevailing conditions. Conversely, lengthy studies of agrarian systems rarely result in practical, operational proposals.

What path should the development agent tread between the imperative of acting fast, and the need for understanding the local environment and groups involved? How can real meaning, and not just good intentions, be given to farmers' participation?

Many English language writers have sought to answer these questions with proposals for new approaches such as « rapid rural appraisal ». French literature on the subject is scarcer.

This book makes a fresh contribution to the ongoing search for pragmatic methods of rapid appraisal which is based on genuine dialogue with producers.

« Rapid appraisal in agricultural development » is no theoretical work aiming at developing a new school of thought. Instead, the author proposes a method which harnesses improved local understanding with the thrust that comes from being solution-driven and with the involvement of all concerned.

The method proposed by Jean-François Mondain Monval draws on extensive research and, especially, on his professional field experience.

Les contraintes financières comme l'urgence de certaines situations ne permettent pas toujours d'élaborer un long diagnostic préalable avant d'initier des interventions de développement rural. Quant aux longues études des systèmes agraires, elles débouchent rarement sur des propositions d'action directement opérationnelles.

Entre la nécessité d'aller vite et une indispensable connaissance des milieux et des groupes sociaux concernés, comment l'intervenant peut-il se situer et agir ? Comment faire de la participation des agriculteurs autre chose qu'un mot vide ou une bonne intention ?

De nombreux auteurs anglo-saxons ont cherché à répondre à ces questions en proposant des approches nouvelles, du type « Rapid rural appraisal ». La littérature francophone sur le sujet est plus réduite.

Ce livre propose une contribution originale à la recherche actuelle de méthodes pragmatiques de diagnostic rapide qui reposent sur un dialogue véritable avec les producteurs. Il ne s'agit pas d'un livre théorique qui lancerait une nouvelle école de pensée en la matière, mais d'une proposition de méthode et de démarche qui combine la progression dans la connaissance du milieu, l'impulsion d'actions de développement et l'implication des acteurs concernés.

La méthode proposée dans cet ouvrage repose bien sûr sur les recherches menées dans ce domaine, mais elle s'appuie surtout sur l'expérience professionnelle de l'auteur.

J.-F. Mondain Monval, agronome, a travaillé durant plusieurs années au Vanuatu et en Haïti. Consultant de l'Institut de recherches et d'application des méthodes de développement (IRAM), il a ensuite réalisé des missions d'identification de projet dans divers pays. Depuis 1991, en relation avec le GRET, il était le chef d'un projet de recherche-développement au Vietnam, lorsqu'il est brutalement décédé en décembre 1992.

ISBN : 2-86844-047-9

ISSN : 0763-7381



Prix : 14,50 €

GRET, 213 rue La Fayette 75010 Paris.
Tél. : (33) 01 40 05 61 61. Fax : (33) 01 40 05 61 10